

EVIDENCE

OTTAWA, Monday, October 24, 2022

The Standing Senate Committee on Human Rights met with videoconference this day at 4:03 p.m. [ET] to examine such issues as may arise from time to time relating to human rights generally.

Senator Salma Ataullahjan (*Chair*) in the chair.

[*English*]

The Chair: Good afternoon, and welcome to this meeting. I am Salma Ataullahjan, senator from Toronto and chair of this committee.

I will now introduce the members of the committee who are participating in this meeting: Senator Arnot from Saskatchewan, Senator Omidvar from Ontario, Senator Jaffer from British Columbia, Senator Gerba from Quebec and Senator Manning from Newfoundland and Labrador.

Our committee is studying Islamophobia under its general order of reference. Our study will cover, among other matters, the role of Islamophobia with respect to online and offline violence against Muslims, gender discrimination and discrimination in employment, including Islamophobia in the federal public service. Our study will also examine the sources of Islamophobia; its impact on individuals, including mental health and physical safety; and possible solutions and government responses.

After holding two meetings in Ottawa in June, our committee held public meetings last month in Vancouver, Quebec City and Toronto. In addition, we visited mosques in each of those cities. Today, we are continuing our public meetings in Ottawa to hear from national organizations and from representatives from other parts of our country.

Let me provide some details about our meeting today. This afternoon, we shall have two one and one-and-a-half-hour panels, with a 15-minute break between panels. In each panel, we will hear from the witnesses, and then the senators will have a question-and-answer session.

Now I will introduce our first panel of witnesses. Each witness has been asked to make an opening statement of five minutes. We will hear from all witnesses and then turn to questions from senators.

We have with us Nuzhat Jafri, Executive Director, Canadian Council of Muslim Women; Maryam Khan, Assistant Professor, Faculty of Social Work, Wilfrid Laurier University; and Ali Lakhani, Editor, *Sacred Web*.

TÉMOIGNAGES

OTTAWA, le lundi 24 octobre 2022

Le Comité sénatorial permanent des droits de la personne se réunit aujourd'hui, avec vidéoconférence, à 16 h 3 (HE) pour examiner les questions qui peuvent survenir concernant les droits de la personne en général.

La sénatrice Salma Ataullahjan (*présidente*) occupe le fauteuil.

[*Traduction*]

La présidente : Bonjour et bienvenue à la séance. Je me présente : Salma Ataullahjan, sénatrice de Toronto et présidente du comité.

Je vais présenter les membres du comité qui participent à la séance : le sénateur Arnot de la Saskatchewan, la sénatrice Omidvar de l'Ontario, la sénatrice Jaffer de la Colombie-Britannique, la sénatrice Gerba du Québec et le sénateur Manning de Terre-Neuve-et-Labrador.

Le comité étudie l'islamophobie en vertu de son ordre de renvoi général. L'étude porte notamment sur le rôle de l'islamophobie dans la violence en ligne et hors ligne contre les musulmans, la discrimination fondée sur le sexe et la discrimination en matière d'emploi, y compris l'islamophobie dans la fonction publique fédérale. L'étude s'intéresse également aux sources de l'islamophobie, à ses répercussions sur les personnes, notamment aux plans de la santé mentale et la sécurité physique, ainsi qu'aux solutions et aux interventions gouvernementales possibles.

Après deux séances qui ont eu lieu à Ottawa en juin, le comité a tenu des séances publiques le mois dernier à Vancouver, à Québec et à Toronto. De plus, il s'est rendu dans des mosquées de chacune de ces villes. Aujourd'hui, il poursuit ses séances publiques à Ottawa pour entendre les représentants d'organismes nationaux et d'autres régions de notre pays.

Voici quelques détails sur le déroulement de la séance. Cet après-midi, nous entendrons, pendant une heure et demie chacun, deux groupes de témoins. Entre l'audition du premier groupe et les témoignages du deuxième, il y aura une pause de 15 minutes. Pour chacun des groupes, nous entendrons d'abord les témoins, puis les sénateurs poseront des questions.

Voici maintenant le premier groupe de témoins. Chacun a été invité à faire une déclaration liminaire de cinq minutes. Nous entendrons tous les témoins avant de passer aux questions des sénateurs.

Nous accueillons donc Nuzhat Jafri, directrice générale du Conseil canadien des femmes musulmanes, Maryam Khan, professeure adjointe à la faculté de travail social de l'Université Wilfrid Laurier, et Ali Lakhani, éditeur de *Sacred Web*.

I will now invite Ms. Jafri to make her presentation.

Nuzhat Jafri, Executive Director, Canadian Council of Muslim Women: Thank you, Senator Ataullahjan. I would like to thank the Standing Senate Committee on Human Rights for its study on Islamophobia.

I'm speaking to you from the traditional territory of the Anishinabek and Haudenosaunee peoples. It is also the land of the Petun and Huron/Wendat peoples, and it is recognized officially as the land of the Mississaugas of the Credit. This land is now home to many diverse First Nations, Inuit and Métis peoples. As Canadian Muslim women, we stand in solidarity with Indigenous women and girls.

CCMW is an organization dedicated to the equality, equity and empowerment of Canadian Muslim women and girls that was founded in Winnipeg, Manitoba, in 1982 by the late Dr. Lila Fahlman and a group of determined Muslim women who sought to channel their passion for faith-centred social justice work and create a more inclusive Canada for all. CCMW is a registered charity, with 17 chapters across Canada.

Respecting the diversity of our communities, we approach our work through an intersectional lens and recognize our diverse identities and expressions. We are but one voice among many.

My remarks will focus on Islamophobia as it affects Muslim women and girls.

During the last five years, there have been 11 hate-motivated murders of Muslims in Canada, the highest among the G7. With these murders and a spate of hate-motivated attacks on Black Muslim women in hijabs in Calgary, Edmonton, the GTA and elsewhere in Canada, murder as the ultimate result of this hatred and violence is not a surprise. Perpetrators of the murders and assaults are often radicalized online and then act out in violent ways in person.

Since these murders and ongoing assaults, Muslim women and girls, particularly those who are visible by their attire, are afraid to leave their homes to go to work, school and for other routine activities. They experience this violence because of the intersections of misogyny, racism and religion, particularly anti-Black racism. Eighty-seven per cent of Muslim women in Canada are racialized. Gendered Islamophobia is real. Incidents of being harassed, spat on, subjected to racial slurs, and physical and verbal abuse are the lived realities of Muslim women and girls in Canada.

J'invite maintenant Mme Jafri à présenter son exposé.

Nuzhat Jafri, directrice générale, Conseil canadien des femmes musulmanes : Merci, sénatrice Ataullahjan. Je tiens à remercier le Comité sénatorial permanent des droits de la personne d'avoir entrepris une étude sur l'islamophobie.

Je m'adresse à vous depuis le territoire traditionnel des Anishinabes et des Haudenosaunées. C'est aussi le territoire des Pétuns et des Hurons/Wendat, et il est reconnu officiellement comme le territoire des Mississaugas de Credit. Ce territoire abrite maintenant de nombreux peuples des Premières Nations, des Inuits et des Métis. Les musulmanes canadiennes sont solidaires des femmes et des filles autochtones.

Le conseil est un organisme voué à l'égalité, à l'équité et à l'autonomisation des femmes et des filles musulmanes canadiennes qui a été fondé à Winnipeg, au Manitoba, en 1982, par la regrettée Lila Fahlman et un groupe de femmes musulmanes déterminées qui cherchaient à canaliser leur passion pour un travail de justice sociale inspiré par leur foi et à bâtir un Canada plus accueillant pour tous. Il s'agit d'un organisme de bienfaisance enregistré qui compte 17 sections réparties un peu partout au Canada.

Dans le respect de la diversité de nos communautés, nous abordons notre travail sous un angle intersectionnel et reconnaissons la diversité de nos identités et modes d'expression. Nous ne sommes qu'une voix parmi tant d'autres.

Mes observations porteront sur l'islamophobie qui touche les femmes et les filles musulmanes.

Ces cinq dernières années, il y a eu au Canada 11 meurtres de musulmans, soit le nombre le plus élevé parmi les pays du G7. Ces crimes étaient motivés par la haine. Compte tenu de ces meurtres et d'une vague d'attaques également motivées par la haine contre des musulmanes noires à Calgary, à Edmonton, dans la région du Grand Toronto et ailleurs au Canada, il n'y a pas lieu de s'étonner que le meurtre soit l'aboutissement ultime de cette haine et de cette violence. Les auteurs des meurtres et des agressions se sont souvent radicalisés en ligne et sont ensuite passés à l'acte.

À cause de ces meurtres et de ces agressions constantes, les femmes et les filles musulmanes, en particulier celles qui se font remarquer par leur tenue vestimentaire, ont peur de quitter leur domicile pour aller au travail et à l'école ou de participer à d'autres activités courantes. Elles sont visées par cette violence à cause de la conjugaison de la misogynie, de la religion et du racisme, en particulier du racisme contre les Noirs. Quarante-huit pour cent des femmes musulmanes au Canada sont racialisées. L'islamophobie sexospécifique est réelle. Voici ce que vivent les femmes et les filles musulmanes au Canada : harcèlement, crachats, insultes à caractère racial et violence physique et verbale.

In Quebec, the situation is even worse because of an unjust law where systemic Islamophobia is sanctioned by the provincial government and Quebecois Muslim women are denied employment in the public sector because of what they wear. The law gives permission to discriminate against Muslim women in the province with little chance of recourse. According to successive studies CCMW has undertaken, Muslim women throughout Canada experience high levels of underemployment and unemployment compared with women of other faiths. They also have higher levels of education but barriers such as lack of Canadian experience, non-recognition of international credentials, and pervasive racism and Islamophobia have worsened their employment outcomes.

Muslim women experience discrimination and prejudice in all facets of life, be it education, transportation, housing, health care, while shopping and so on. Their experiences are well documented in the stories they have shared with us over the years.

Policy and legislative responses must consider the effects of gendered Islamophobia on the daily lives of Muslim women and their ability to function safely in all walks of life from an intersectional lens. Canada needs to pass meaningful legislation to address online hate through effective regulation, better reporting of hate crimes and complaint mechanisms, and disaggregated data collection that considers diverse intersectional identities. The trauma caused by Islamophobia and living in constant fear, exacerbated further by the pandemic, are taking a toll on our mental health and well-being. We implore the government of Canada to take swift action. Thank you.

The Chair: Thank you very much. I'll turn now to Maryam Khan.

Maryam Khan, Assistant Professor, Faculty of Social Work, Wilfrid Laurier University: Thank you to the standing committee for having me.

For me, this is a very important topic, and my research is very much involved in my own identity as a queer Muslim woman. I'm an assistant professor at Laurier, and my research and scholarship examine an intersectional queer Muslim identity, or a queer Muslim intersectionality. By "intersectional," I am referring to the theoretical approach, which was developed by Black feminist scholars, which seeks to examine how positionality markers such as ethnicity, ability, race, sexuality, religiosity, spirituality, et cetera, coalesce and come together and impact a person's experiences within Canadian society.

Au Québec, la situation est encore pire à cause d'une loi injuste par laquelle le gouvernement provincial sanctionne l'islamophobie systémique et qui ôte aux musulmanes québécoises, à cause de leur tenue vestimentaire, toute possibilité de travailler dans le secteur public. La loi autorise la discrimination contre les musulmanes dans la province, et les recours sont rares. Selon des études successives du CCFM, les musulmanes de partout au Canada connaissent des niveaux élevés de sous-emploi et de chômage comparativement aux femmes d'autres confessions. Elles ont également des niveaux de scolarité plus élevés, mais des obstacles comme le manque d'expérience canadienne, la non-reconnaissance des titres de compétence étrangers et le racisme et l'islamophobie généralisés ont aggravé leur situation en matière d'emploi.

Les musulmanes sont victimes de discrimination et de préjugés dans tous les aspects de la vie, que ce soit l'éducation, le transport, le logement, les soins de santé, les emplettes et ainsi de suite. Leurs expériences sont bien documentées dans les anecdotes qu'elles nous ont racontées au fil des ans.

Les politiques et les mesures législatives doivent tenir compte des effets de l'islamophobie sexospécifique sur la vie quotidienne des musulmanes et leur capacité de fonctionner en toute sécurité dans tous les milieux, compte tenu de la dimension de l'intersectionnalité. Le Canada doit légiférer énergiquement pour lutter contre la haine en ligne au moyen d'une réglementation efficace, d'une meilleure déclaration des crimes haineux, de mécanismes de plainte et d'une collecte de données ventilées qui tient compte des diverses identités intersectionnelles. Le traumatisme causé par l'islamophobie et le fait de vivre dans la peur constante, exacerbée par la pandémie, ont des répercussions sur notre santé mentale et notre bien-être. Nous implorons le gouvernement du Canada d'agir rapidement. Merci.

La présidente : Merci beaucoup. Maryam Khan a maintenant la parole.

Maryam Khan, professeure adjointe, Faculté du travail social, Université Wilfrid Laurier : Je remercie le comité permanent de m'avoir invitée.

J'attache une grande importance à la question à l'étude, et mes recherches sont étroitement liées à ma propre identité de musulmane queer. Je suis professeure adjointe à l'Université Wilfrid Laurier. Mes recherches et mes études portent sur une identité intersectionnelle musulmane queer, ou l'intersectionnalité musulmane queer. Le terme « intersectionnel » renvoie à une approche théorique élaborée par des universitaires féministes noires. Par cette approche, on cherche à voir comment les marqueurs de positionnalité comme l'ethnicité, la capacité, la race, la sexualité, la religion, la spiritualité et d'autres facteurs se conjuguent et influencent les expériences de la personne dans la société canadienne.

So my work particularly aims to increase the resource, social and the cultural capital of queer, non-binary and trans Muslims. My work seeks to look at the identities in a robust way that doesn't separate religiosity from sexuality. Oftentimes, there are many different accounts of you can only be queer or Muslim, so there are a lot of normative discourses that my work seeks to challenge.

In all my own work with queer Muslims and in my own lived experiences and being involved in the queer Muslim community as an organizer as well as a social worker, it's important that the normative LGBTQ+ community really examines its own Islamophobia, because queer Muslims face intense Islamophobia in the larger queer community. This can look very different. This can look like the constant denying of a Muslim identity or the constant denying of a sexual and gender-diverse identity.

Also, normative LGBTQ+ service providers, for example, in health care and social services, don't have adequate training to support queer Muslims. Oftentimes, when queer Muslims are engaging with the LGBTQ+ community in terms of services related to mental health, counselling or any kind of settlement services, there is a lot of education that queer Muslims end up doing, and that is troubling for me to hear from people in the community and through research.

There is also a pervasive discourse within the larger Canadian society that constructs Islam and Muslims as inherently transphobic, biphobic and homophobic, and my work seeks to challenge that.

Of course, there is the evidence of Muslim, bi, trans and homophobia that is a real thing, and queer Muslims do experience that. At the same time, painting all Muslims and different types of Islam as inherently homophobic and transphobic is problematic.

I would like to highlight that there has been an increase in religious conservatism that has played into the oppression LGBTQ+ folks, particularly religious LGBTQ+ folks in Canada. I am from the Waterloo region, and today is election day. I don't know if you've seen it in the news, but there's been so much media attention about some of the anti-trans and homophobic candidates who want a platform in the elections.

Some of the impacts on queer Muslims are poor mental health outcomes, suicidality and substance use within queer Muslim communities. Due to the Islamophobic othering, queer Muslims don't come out as Muslim because there is a fear of being exoticized and tokenized because you have to tell your story about, "Oh, did your parents try to hurt you?" Or, "What happened to you?" It is seen as entertainment.

Mon travail vise donc plus particulièrement à accroître les ressources, le capital social et le capital culturel des musulmans queers, non binaires et trans. Il aborde les identités d'une manière robuste qui ne dissocie pas la dimension religieuse de la sexualité. Il est souvent dit qu'on ne peut être que queer ou que musulman. Il y a donc bien des discours normatifs que mon travail cherche à remettre en question.

Dans tout mon travail auprès des musulmans queers, ma propre expérience vécue et mon engagement dans la communauté musulmane queer en tant qu'organisatrice et travailleuse sociale, je constate qu'il est important que la communauté LGBTQ+ normative réfléchisse vraiment à sa propre islamophobie, car les musulmans queers font face à une islamophobie intense dans la communauté queer plus générale. Cette réalité peut sembler très différente. Elle peut s'assimiler à la négation constante d'une identité musulmane ou à la négation constante d'une identité sexuelle et d'identités de genre diverses.

De plus, les fournisseurs de services dans la communauté LGBTQ+ normative, par exemple, dans les soins de santé et les services sociaux, n'ont pas la formation voulue pour soutenir les musulmans queers. Souvent, lorsqu'ils interagissent avec la communauté LGBTQ+ pour recevoir des services liés à la santé mentale, au counseling ou à tout autre type de service d'établissement, les musulmans queers finissent par faire beaucoup de sensibilisation. Mes recherches et ce que disent les membres de la communauté ont quelque chose de troublant.

Il y a aussi un discours omniprésent dans l'ensemble de la société canadienne : l'islam et les musulmans seraient fondamentalement transphobes, biphobes et homophobes. Mon travail vise à remettre en question ce point de vue.

Bien sûr, la réalité de l'islamophobie, de la biphobie, de la transphobie et de l'homophobie est indéniable, et les musulmans queers vivent cette réalité. En même temps, il y a un problème si on qualifie d'homophobes et de transphobes tous les musulmans et les différents types d'islam.

Je tiens à souligner que l'accentuation du conservatisme religieux a joué un rôle dans l'oppression des personnes LGBTQ+, en particulier les personnes LGBTQ+ religieuses au Canada. Je viens de la région de Waterloo, et c'est aujourd'hui jour d'élection. J'ignore si vous l'avez constaté, mais les médias ont accordé beaucoup d'attention à certains candidats anti-trans et homophobes qui veulent se faire entendre à l'occasion des élections.

Certaines des répercussions sur les musulmans queers sont un état de santé mentale médiocre, des tendances suicidaires et la consommation de drogues dans les communautés musulmanes queers. En raison de l'exclusion islamophobe, les musulmans queers ne s'affirment pas comme musulmans, car ils ont peur d'être considérés comme des personnes étranges et d'être tokenisés puisqu'ils sont mis en demeure de raconter leur

Another impact is the prevalence of violence experienced by queer Muslims who are targeted based on religious identity; it could be your name or ethnicity. That is rampant within the LGBTQ+ dating scene.

The other impact that I wanted to share with you is the targeted violence orchestrated by family members and ethno-racial communities that queer Muslims experience.

Another impact is that when queer Muslims seek services within the health care and social services arena, there is a lack of culturally relevant programs and services. That needs to be championed, because people are experiencing Islamophobic and racist comments, particularly within the queer Muslim women demographic. They're constructed as not having agency and are seen as helpless. Often, Muslim women and queer Muslim women are not seen as agentic.

Of course, there is a lack of affirmative resources on how to support queer Muslims, so affirmative resources need to happen.

One of my recommendations, based on my research, work and grounding in the community is to have a federal Islamophobic strategy and to work with municipalities and regions across Canada to develop competency and resources for queer Muslims across health care, education, social services and some of the other sectors.

My next recommendation is to have protected funding for queer Muslim organizations that actually do the work with queer Muslim communities. Right now, no funding is offered by the government. Salaam Canada, which has been a very strong voice for queer Muslims, recently closed after 30 years in the community because there is no funding from any particular body, particularly the government. It is very much based on volunteerism, and the funds are not there.

Finally, I wanted to mention having a mandate for all social service and health care organizations to take professional development courses to understand queer Muslim intersectionality and to get that equity training so people can unpack and learn their own personal and professional biases and to have more meaningful community forums, meetings with queer Muslims to learn about some of the issues happening in the community.

Thank you.

histoire : « Vos parents ont-ils essayé de vous faire du mal? » Ou : « Que vous est-il arrivé? » La présence de musulmans queers est considérée comme un divertissement.

Un autre effet est la prévalence de la violence subie par les musulmans queers qui sont ciblés en raison de leur identité religieuse; ce peut être à cause de leur nom ou de leur origine ethnique. C'est courant dans les milieux de rencontres entre personnes LGBTQ+.

L'autre impact que je souhaite signaler est la violence dont les musulmans queers sont la cible, violence orchestrée par des membres de leur famille et de leur milieu ethno-racial.

Autre conséquence, lorsque les musulmans queers demandent des soins de santé et des services sociaux, les programmes et services adaptés à leur culture font défaut. Il faut préconiser une adaptation de ces services, car ces musulmans, et plus particulièrement les musulmanes queers, sont la cible de propos islamophobes et racistes. On considère qu'elles sont dépourvues de toute capacité d'agir, qu'elles sont démunies. Il arrive souvent que les musulmanes et notamment les musulmanes queers soient perçues comme privées de toute capacité d'agir.

Bien sûr, il y a un manque de ressources pour aider les musulmans queers à s'affirmer. Ces ressources sont une nécessité.

Je recommande notamment, en m'appuyant sur mes recherches, mon travail et mon enracinement dans la communauté, d'adopter une stratégie fédérale de lutte contre l'islamophobie et de travailler avec les municipalités et les régions de tout le Canada à se doter de compétences et de ressources pour accompagner les musulmans queers dans les domaines des soins de santé, de l'éducation, des services sociaux et dans certains autres secteurs.

Je recommande aussi de prévoir des fonds spécialement réservés aux organisations des musulmans queers qui travaillent concrètement avec les communautés musulmanes queers. À l'heure actuelle, le gouvernement ne leur offre aucun financement. Salaam Canada, qui est une voix très forte pour les musulmans queers, a récemment fermé ses portes après 30 ans, faute de recevoir des fonds d'un organisme ou du gouvernement. Il faut s'appuyer sur le bénévolat, et les fonds ne sont pas là.

Enfin, il devrait être obligatoire dans tous les services sociaux et les services de santé de suivre des cours de perfectionnement professionnel pour comprendre l'intersectionnalité musulmane queer et de prendre une formation sur l'équité afin que ceux qui y travaillent puissent analyser et comprendre leurs propres préjugés personnels et professionnels. Il faudrait avoir des forums communautaires plus significatifs, des rencontres avec des musulmans queers pour se renseigner sur certains des problèmes qui surviennent dans la communauté.

Merci.

The Chair: Thank you very much.

I will now turn to Ali Lakhani.

M. Ali Lakhani, Editor, Sacred Web: Honourable senators, members of the Standing Senate Committee on Human Rights, thank you for inviting me to make a presentation.

I will use my five minutes first by briefly introducing myself and then speaking about my perspective. About myself, I'm a lawyer who has been practising in Vancouver for over 40 years, including at the Supreme Court of Canada.

Some 25 years ago, I founded a journal called *Sacred Web* whose focus is to apply traditional "first principles" to issues of the modern world. The journal has been endorsed by, among others, Prince Charles, as he then was, now King Charles III, who introduced both the *Sacred Web* conferences; and by other scholars and religious leaders such as His Holiness the Dalai Lama, Karen Armstrong, and others. *Sacred Web* is now the leading journal in its field and has published a lot of articles on both Islam and Islamophobia.

I'm not formally trained as a scholar. However, in 2001, I was awarded the first prize at the Imam Ali International Conference in Tehran for my paper on the roots of Muslim jurisprudence. I have written four books, including an intellectual biography, if I can put it that way, on the thought of His Highness the Aga Khan, the leader of my Ismaili community, some of whose thinking I will be referencing today.

Turning to the substance now, your briefing note indicated that you would like the opening statement to focus on gendered intersectional and intergenerational impacts of anti-Muslim hate and how different groups are affected. This is not precisely my area of expertise. In fact, my approach is very different to the one that your briefing note adopts. I would suggest that we adopt a different lens. Instead of focusing on identity interests and intersectional interests, I would propose a wider framing of the issue.

Islamophobia definitely exists, but we need to understand why it exists and to find some solutions for it. The academic categories which are influenced by postmodern exposés of power frames, and intersectional discrimination is one way to approach it. Identity politics is another. My own preference is a wider framing of looking at these issues in terms of a loss of dignity, an attack on human dignity.

I'll quote G.K. Chesterton, who said, "When people begin to ignore human dignity, it will not be long before they begin to ignore human rights." Since this is the Standing Senate Committee on Human Rights, I thought that quotation was

La présidente : Merci beaucoup.

Je cède maintenant la parole à Ali Lakhani.

M. Ali Lakhani, éditeur, Sacred Web : Honorables sénateurs et membres du Comité sénatorial permanent des droits de la personne, merci de m'avoir invité à vous présenter un exposé.

Je vais utiliser mes cinq minutes d'abord pour me présenter et ensuite expliquer mon point de vue. Je suis avocat et je pratique à Vancouver depuis plus de 40 ans, y compris à la Cour suprême du Canada.

Il y a environ 25 ans, j'ai fondé une revue *Sacred Web*, dont l'objectif est d'appliquer les « premiers principes » traditionnels aux enjeux du monde moderne. Le journal a été appuyé, entre autres, par le prince Charles, désormais le roi Charles III, qui a présenté les deux conférences du *Sacred Web*, et par d'autres universitaires et chefs religieux comme Sa Sainteté le dalaï-lama, Karen Armstrong et d'autres. *Sacred Web* est maintenant la publication de premier plan dans son domaine. De nombreux articles sur l'islam et l'islamophobie y ont paru.

Je n'ai pas de formation officielle spécialisée dans le domaine, mais, en 2001, j'ai reçu le premier prix à la conférence internationale sur l'imam Ali à Téhéran pour mon article sur les racines de la jurisprudence musulmane. J'ai écrit quatre livres, dont une biographie intellectuelle, si je puis dire, sur la pensée de Son Altesse l'Aga Khan, le dirigeant de ma communauté ismaélienne, dont je vais vous parler aujourd'hui.

Passons au sujet proprement dit. Votre note d'information précise que vous souhaitez que les exposés liminaires portent sur les répercussions intersectionnelles et intergénérationnelles sexospécifiques de la haine envers les musulmans et sur la façon dont différents groupes sont touchés. Ce n'est pas exactement mon domaine de compétence. En fait, mon approche est très différente de celle que traduit votre note d'information. Je propose que nous adoptions un point de vue différent. Au lieu de mettre l'accent sur les intérêts identitaires et les intérêts intersectionnels, je proposerais d'aborder la question dans une optique plus large.

L'islamophobie existe bel et bien, mais il faut comprendre pourquoi elle existe et trouver des solutions. Les catégories universitaires qui sont influencées par les exposés postmodernes des cadres de pouvoir et la discrimination intersectionnelle sont une façon d'aborder la question. La politique identitaire en est une autre. Pour ma part, je préfère aborder ces questions sous l'angle d'une perte de dignité, d'une atteinte à la dignité humaine.

Je vais citer G.K. Chesterton, qui a dit : « Quand on commence à mépriser la dignité humaine, on n'est pas loin de bafouer les droits fondamentaux. » Puisqu'il s'agit ici du Comité sénatorial permanent des droits de la personne, il m'a semblé

pertinent to framing the issues as I would like to see them framed.

What happens when dignity is ignored in the context of Muslim hate? Well, first, you get intellectual opposition. One example would be Samuel P. Huntington's *The Clash of Civilizations* thesis, which has been much challenged by Edward Said, who sees Islamophobia as an Orientalist projection; or by His Highness the Aga Khan, who says it is better to speak of a clash of mutual ignorances than a clash of civilizations.

Similarly, in academic and journalistic settings, there is plenty of evidence of studies on bias. Studies have been done on this, and I can reference some of them later. Hate speech, profiling, harassment, discrimination, vandalism and violence are all ways in which Islamophobia is expressed.

What are the sources of Muslim hate? I'd like to point to four. The first is a distortion of Islam, a mischaracterization of concepts like sharia, jihad, hijab. I can speak to each of these later. The distortion of Islam, by the way, is not only by non-Muslims but also by Muslims themselves. The second sort of Muslim hate and cause of Islamophobia is the stereotyping of Muslims, viewing the *umma* as though it were a monolith instead of a diversity. The third is the conflation of religion with politics and culture. There are many things that are truly political and cultural in origin that are given the name or label of religion, and this causes Islamophobia. Finally, the projection of exceptionally bad behaviour by some Muslims as characterizing the views of most Muslims. There is exceptional bad behaviour, but not all Muslims should get tarred by it.

I'll speak about and elaborate on each of those if called on later in my presentation, but I would like to end with proposing some solutions.

The leader of my Ismaili community, the Aga Khan, in an address at the University of Évora, in Portugal, in 2006, pointed to three attitudes that he said ranked high among the great public enemies of our time. He identified them as ignorance, arrogance and insensitivity. The best antidote to all of these is the antidotes they all suggest. In the case of ignorance, knowledge; in the case of arrogance, humility; in the case of insensitivity, empathy. This explains why my focus is on a harmonizing lens and harmonizing principles as opposed to looking at things from the point of view of polarizing and divisive principles or lenses.

opportun d'évoquer cette réflexion pour mieux situer les enjeux dans leur contexte.

Qu'arrive-t-il lorsqu'on agit au mépris de la dignité dans le contexte de la haine des musulmans? Tout d'abord, on en arrive à une opposition intellectuelle. Un exemple serait la thèse que Samuel P. Huntington soutient dans *Le Choc des civilisations*, vigoureusement contestée par Edward Said, qui voit l'islamophobie comme une projection orientaliste, ou par Son Altesse l'Aga Khan, selon qui il vaut mieux parler d'un choc entre ignorances mutuelles que d'un choc de civilisations.

De même, dans les milieux universitaires et journalistiques, il ne manque pas d'études sur les préjugés. Des études ont été faites à ce sujet, et je pourrai vous en citer quelques-unes plus tard. Le discours haineux, le profilage, le harcèlement, la discrimination, le vandalisme et la violence sont autant de manifestations de l'islamophobie.

Quelles sont les sources de la haine des musulmans? J'en signalerais quatre. La première est une représentation faussée de l'islam, une déformation de notions comme la charia, le djihad, le hidjab. Je pourrai parler de chacune plus tard. La déformation de l'idée même d'islam, soit dit en passant, n'est pas le fait des seuls non-musulmans. Même des musulmans s'en font une idée fausse. Le deuxième type de haine des musulmans, la deuxième source de haine, tient aux stéréotypes dans lesquels on enferme les musulmans. La *umma* est perçue comme une entité monolithique alors qu'elle se caractérise par la diversité. La troisième source, c'est l'amalgame qui confond religion, politique et culture. Bien des choses qui sont en fait de nature politique et culturelle sont considérées comme religieuses, ce qui donne lieu à l'islamophobie. Enfin, le comportement exceptionnellement mauvais de certains musulmans est considéré comme la manifestation de l'attitude de la majorité des musulmans. Il existe des comportements exceptionnellement répréhensibles, mais il ne faut pas les attribuer à la totalité des musulmans.

Je vais parler de chacune de ces questions plus en détail si on m'y invite plus tard, mais je voudrais terminer en proposant quelques solutions.

Dans un discours prononcé à l'Université d'Évora, au Portugal, en 2006, le dirigeant de ma communauté ismaélienne, l'Aga Khan, a énuméré trois attitudes qui, selon lui, se classent parmi les grands ennemis publics de notre époque : l'ignorance, l'arrogance et l'insensibilité. Les meilleurs antidotes sont ceux que tous proposent. À l'ignorance, il faut opposer la connaissance; à l'arrogance, l'humilité; à l'insensibilité, l'empathie. Voilà pourquoi je recherche avant tout l'harmonie, les principes de l'harmonisation plutôt que la polarisation, plutôt que les principes et les conceptions qui divisent.

At the end of the day, what we need to achieve is what Rabbi Jonathan Sacks termed *The Dignity of Difference*, the title of his book which responded to the tragic events of 9/11.

I'll leave you with one quote from His Highness the Aga Khan who, in The Peterson lecture in Atlanta in April of 2008, said, "It is our differences that both define us and connect us." Now, everyone will, of course, understand why our differences define us, but it is worth pondering how our differences, in fact, connect us. And how do our differences connect us? I would answer that it is by the dignity that is the matrix of our individuality which transcends the tribalism of identity politics and expresses itself as the ethic of compassion and caring which underpins what it means to be human.

Thank you very much.

The Chair: Thank you very much, Mr. Lakhani.

I want to thank all of you for your presentations, but before asking and answering questions, I would like to ask members and witnesses in the room to refrain from leaning in too close into the microphone or remove your earpiece while doing so. This will avoid any sound feedback that could negatively impact the committee staff in the room.

Senator Jaffer: Thank you to all three witnesses. You had different points of view. I found them interesting. I'll start with Mr. Lakhani.

Mr. Lakhani, you are a well-known litigator in B.C., King's Counsel, in fact, and also editor of many articles beside those in *Sacred Web*. You referred to the concepts of sharia, jihad and hijab as being misunderstood. Can you explain what you mean about them being misunderstood in ways that lead to Islamophobia?

Mr. Lakhani: Thank you, Senator Jaffer. There are reactionary views along the lines that sharia is incompatible with liberal democratic values or Western values. We saw some of that, for example, in 2005, when there was a proposal by the Ontario government to allow arbitration in family matters based on consent by different communities. Sharia is Muslim law like the Halakhah is for Jewish law. The term "sharia" comes from entomology, "shari," which refers to a path to water. For desert nomads, that was very important. The point is that this is a path to salvation.

His Highness the Aga Khan has said about sharia that our interest is not in the codes but in the principles behind the codes, so it's important to understand what those principles are. There are many different interpretations of sharia, but they all come down to what they call *maqasid*, doctrinal goals, and *maslaha*, the interests of the common good. The *maslaha* is generally

En fin de compte, ce qu'il nous faut atteindre, c'est ce que le rabbin Jonathan Sacks a appelé la dignité de la différence dans son ouvrage publié en réaction aux événements tragiques du 11 septembre, *The Dignity of Difference*.

Je vous laisserai sur une citation de Son Altesse l'Aga Khan qui, à la conférence Peterson à Atlanta, en avril 2008, a dit : « Ce sont nos différences qui nous définissent et nous relient. » Bien sûr, tout le monde comprendra pourquoi nos différences nous définissent, mais il vaut la peine de réfléchir à la façon dont nos différences, en fait, nous unissent. Comment le font-elles? Je répondrais que c'est par la dignité qui constitue la matrice de notre individualité. Elle transcende le tribalisme de la politique identitaire et s'exprime comme l'éthique de la compassion et du souci d'autrui qui sous-tend la nature humaine.

Merci beaucoup.

La présidente : Merci beaucoup, monsieur Lakhani.

Je tiens à vous remercier tous de vos exposés, mais avant de passer aux questions, je demande aux membres du comité et aux témoins dans la salle de ne pas se pencher trop près du microphone et de ne pas retirer leur oreillette. Cela permettra d'éviter toute rétroaction acoustique qui pourrait nuire au personnel du comité dans la salle.

La sénatrice Jaffer : Merci aux trois témoins. Vos points de vue sont différents et je les ai trouvés intéressants. Je m'adresse d'abord à M. Lakhani.

Monsieur Lakhani, vous êtes un avocat plaçant bien connu en Colombie-Britannique, conseiller du roi, en fait, et vous avez également fait paraître de nombreux articles en plus de ceux qui ont été publiés dans *Sacred Web*. Selon vous, les notions de charia, de djihad et de hidjab sont mal comprises. Comment cette compréhension erronée peut-elle mener à l'islamophobie?

M. Lakhani : Merci, madame la sénatrice Jaffer. Certains pensent que la charia est incompatible avec les valeurs démocratiques libérales ou les valeurs occidentales. Cette réaction s'est manifestée par exemple en 2005, lorsque le gouvernement de l'Ontario a proposé d'autoriser dans les affaires familiales l'arbitrage avec le consentement de différentes communautés. La charia est une loi musulmane analogue à la halakha dans la loi juive. Le terme « charia » dérive étymologiquement de « shari », qui veut dire chemin vers l'eau. Pour les nomades du désert, c'était très important. Il s'agit d'un chemin vers le salut.

Son Altesse l'Aga Khan a dit de la charia que ce qui nous intéresse, ce ne sont pas les codes, mais les principes qui les sous-tendent. Il est donc important de comprendre ce que sont ces principes. Il existe de nombreuses interprétations différentes de la charia, mais elles se résument toutes à ce qu'on appelle le *maqasid*, c'est-à-dire les objectifs doctrinaux, et la *maslaha*, soit

considered to preserve the five essentials of human well-being: faith, life, intellect, dignity and property.

The question I would ask about sharia and its misunderstandings is this: Is it fair to understand sharia as a set of oppressive laws that are incompatible of civil values when some of the greatest civilizational values, such as caring for the underprivileged, women's rights, ethical pluralism and mediation in the face of aggression, are historically rooted in sharia? I'll remind the audience here that the inheritance verses of the Quran gave women the right to inherit 12 centuries before that happened in Britain with the Married Women's Property Acts of 1870 and 1882.

Second, jihad is a bit of a dog whistle for Muslims being terrorists. In fact, the term "jihad" means "to fight in God's cause" as the *surah an-Nisa*, the fourth surah of the Quran states in verse 74. It is well known that the prophet of Islam referred to the *jihad an-nafs* — that is the struggle against oneself — as the greatest jihad.

There are very strong Quranic principles of self-defence and non-aggression. Warfare is to be conducted under very strict limits, primarily in the interests of self-defence — self-defence not only for Muslims but for places of worship of others, such as monasteries, churches, synagogues, et cetera. Fighting must happen in an equitable manner; one cannot strike someone indiscriminately or in anger. The Quran says that if others break their treaty, be equitable and give them an opportunity to reform. If they incline to peace, then incline to it as well.

One of the great Muslim exemplars in this is Emir Abdelkader. There is a city in the United States called Elkader, Iowa, that is named after him. He was renowned for his chivalry and honourable warfare. He was an Algerian who was attacked by the French colonizers, and he won them over; he won their admiration. He later won the admiration of the whole world when he sheltered Christians from attacks by the Druze Muslims in Damascus in 1860. He was awarded the Grand Cross of the Légion d'honneur by the French. He received an award from the Pope. He was a hero of Abraham Lincoln, who sent him two Colt pistols as a mark of his esteem.

So my question with respect to jihad is this: Is it fair to borrow the terminology of extremist expressions of Islam to portray a narrow view of jihad that ignores the prophet of Islam's distinction between jihad as used in a form of struggle or defence

les intérêts du bien commun. La *maslaha* est généralement considérée comme préservant les cinq éléments essentiels du bien-être humain : la foi, la vie, l'intellect, la dignité et la propriété.

La question que je poserais au sujet de la charia et des conceptions erronées qu'on en a est la suivante : est-il juste de considérer la charia comme un ensemble de lois oppressives qui sont incompatibles avec les valeurs civiles alors que certaines des plus grandes valeurs de la civilisation, comme la sollicitude pour les défavorisées, les droits des femmes, le pluralisme éthique et la médiation face à l'agression sont historiquement enracinés dans la charia? Je rappelle aux auditeurs que les versets du Coran ont donné aux femmes le droit d'hériter 12 siècles avant que cela ne se produise en Grande-Bretagne avec l'adoption de lois sur les biens de la femme mariée en 1870 et 1882.

Deuxièmement, le djihad est considéré comme un appel au terrorisme lancé aux musulmans. En effet, le terme « djihad » signifie « se battre pour la cause de Dieu », comme le dit la sourate An-Nisa, la quatrième du Coran, au verset 74. Il est bien connu que le prophète de l'islam a dit du djihad an-nafs — c'est-à-dire la lutte contre soi-même — que c'était le djihad le plus noble.

Il existe des principes coraniques très forts d'autodéfense et de non-agression. La guerre doit être menée dans des limites très strictes, principalement dans l'intérêt de la légitime défense — la légitime défense non seulement pour les musulmans, mais aussi pour les lieux de culte des autres, comme les monastères, les églises, les synagogues et tout le reste. Les combats doivent se dérouler de façon équitable; on ne peut frapper quelqu'un aveuglément ou sous le coup de la colère. Le Coran dit que si d'autres ne respectent pas leur traité, il faut être équitable et leur donner l'occasion de se réformer. S'ils penchent vers la paix, alors il faut le faire aussi.

L'un des grands modèles musulmans est l'émir Abdelkader. Il y a aux États-Unis, dans l'Iowa, une ville qui a été nommée Elkader en son honneur. Il était reconnu pour sa bravoure et sa conduite honorable de la guerre. C'était un Algérien qui a été attaqué par les colonisateurs français, et il les a conquis; il a gagné leur admiration. Il a ensuite suscité l'admiration du monde entier lorsqu'il a protégé les chrétiens contre les attaques des musulmans druzes à Damas, en 1860. Il a reçu la grand-croix de la Légion d'honneur des Français. Il a reçu une distinction du pape. C'était un héros d'Abraham Lincoln, qui lui a envoyé deux pistolets Colt en gage de son estime.

Ma question au sujet du djihad est donc la suivante : est-il juste d'emprunter la terminologie des manifestations extrémistes de l'islam pour décrire une vision étroite du djihad qui ne tient pas compte de la distinction du prophète de l'islam entre le

for the nascent and oppressed Muslim community and the greater jihad against the “self”?

Finally, with respect to hijab, we are seeing in Iran, for example, and in Afghanistan certain kinds of oppression in the name of religion that is conducted primarily against women. The roots of many of these are cultural; they’re not Quranic. The holy Quran speaks about the virtue of modesty and chastity with respect to both genders. Here, it is important to distinguish between the concepts of unity and uniformity instead of seeking an enforced homogeneity imposed upon others.

That points to the importance of the ethic of pluralism and pluralistic dialogue; that people will have differences, and those differences need to be addressed in ways that are peaceable. A pluralistic ethic can achieve that.

I will sum up by saying that the Global Centre for Pluralism, which is an initiative of the Aga Khan Development Network and the Government of Canada, is a leader in this area.

Senator Jaffer: Thank you. Chair, I’ll go on the second round.

Senator Omidvar: Thank you to all our witnesses for your most enlightening presentations.

My question is to Ms. Jafri of the Canadian Council of Muslim Women. As we have seen in Canada, Muslim and non-Muslim women have been marching in the streets in support of what has been happening in Iran, where, as we all know, there is an uprising against the bureaucracy and also the hijab.

How is this support for removing the hijab impacting Islamophobia and, in particular, Muslim women who choose to wear the hijab?

Ms. Jafri: Thank you for that question, Senator Omidvar. That’s a very good question.

There have been Islamophobic attacks on mosques in the GTA that we’ve heard about and against individual Muslim women who do wear a head scarf or some kind of attire that identifies them as Muslim and some others who are mistaken for Muslims.

But that is not what we are experiencing, generally. We are experiencing solidarity with women, both those in Canada who are being prohibited from wearing it and those who are being forced to wear it in other parts of the world. We’ve always believed that the woman has the right to choose.

Again, in Islam, the hijab is a very distinct concept. As Mr. Lakhani pointed out, it’s about modesty of both men and women. The word “hijab” actually means like “a curtain” or “a

djihad utilisé dans une forme de lutte ou de défense pour la communauté musulmane naissante et opprimée et le djihad plus noble mené contre le « soi »?

Enfin, en ce qui concerne le hidjab, nous voyons en Iran, par exemple, et en Afghanistan, certaines formes d’oppression au nom de la religion qui sont principalement dirigées contre les femmes. Dans bien des cas, ces formes d’oppression sont d’origine culturelle; elles ne sont pas coraniques. Le saint Coran parle de la vertu de la modestie et de la chasteté pour les deux sexes. Il importe ici de distinguer les notions d’unité et d’uniformité, au lieu de rechercher une homogénéité imposée aux autres.

Voilà qui fait ressortir l’importance de l’éthique du pluralisme et du dialogue pluraliste; il existe des divergences de vues et il faut les aborder de façon pacifique. Une éthique pluraliste peut y arriver.

Je résume en disant que le Centre mondial du pluralisme, une initiative du Réseau Aga Khan de développement et du gouvernement du Canada, est un chef de file dans ce domaine.

La sénatrice Jaffer : Merci. Monsieur le président, je vais intervenir de nouveau au deuxième tour.

La sénatrice Omidvar : Je remercie tous les témoins de leurs exposés très éclairants.

Ma question s’adresse à Mme Jafri, du Conseil canadien des femmes musulmanes. Comme nous l’avons vu au Canada, des femmes musulmanes et non musulmanes ont manifesté dans les rues pour appuyer les manifestations qui se déroulent en Iran, où, comme nous le savons tous, il y a un soulèvement contre la bureaucratie et aussi contre le hidjab.

En quoi ce soutien à l’élimination du hidjab a-t-il une incidence sur l’islamophobie et, en particulier, sur les musulmanes qui choisissent de porter le hidjab?

Mme Jafri : Je vous remercie de cette question, madame la sénatrice Omidvar. Elle est excellente.

Nous avons entendu parler d’attaques islamophobes dirigées contre des mosquées dans la région du Grand Toronto et il y a eu des agressions contre des musulmanes qui portent un foulard ou une tenue qui les identifie comme musulmanes et contre d’autres femmes qui sont prises pour des musulmanes.

Ce n’est pas ce que nous vivons, en général. Nous sommes solidaires des femmes, tant celles du Canada à qui on interdit de porter le hidjab que celles qui sont forcées de le porter ailleurs dans le monde. Nous avons toujours cru que la femme avait le droit de choisir.

Dans l’islam, le hidjab est un concept très distinct. Comme M. Lakhani l’a souligné, c’est une question de modestie des hommes et des femmes. Le terme « hidjab » désigne en fait

separation.” It does not connote a piece of clothing worn on your head. In fact, at least from our research, there is no such explicit requirement. It is always about modesty.

We believe that women have the right to choose what they wear, whether it’s wearing a head scarf here in Canada or somewhere else.

But I really do agree with what Mr. Lakhani has said when he talked about uniformity versus universality. There is no uniform for Muslim women. It’s not prescribed anywhere. We can wear what we want. If you look around the Muslim world, the diversities in the ways Muslim women dress — even in Iran, there is a diversity of how Muslim women dress.

So there is no prescription for a Muslim dress. That’s because we can exercise our autonomy. We can educate ourselves from within the Quran, from the Hadith and from within our faith traditions to educate ourselves and then decide what we want to do.

Senator Omidvar: Ms. Jafri, I’m wondering if you believe that the support for women in Iran will also equate to a reduction in Islamophobia. Will the universality and the solidarity that we are expressing with women of the world correlate to a reduction in Islamophobia, especially against women who wear the hijab in Canada?

Ms. Jafri: That’s really hard to predict, because our premise has always been that Muslim women have the right to choose what they wear. But we’re tired of the hijab debate.

Let me put it to you this way: Why are Muslim women constantly reduced to a piece of clothing as their only identity? We are very complex human beings, like any other woman. A Muslim woman is a complex human being, seeking dignity to be who she is, being a human being. We have a lot more to offer than debates about what we wear.

So we’re tired of this debate, and we’d like to get on with our lives.

When we educate people across our country, we do a lot of anti-Islamophobia education, particularly from a gendered lens, and we talk about that. We talk about the diversity of Muslim women and their agency to choose. A lot of our audiences happen to be non-Muslims. When we engage in that dialogue where we do education, they get to understand us better and not just as being reduced to a piece of clothing.

I hope that helps.

« rideau » ou « séparation ». Il ne désigne pas un vêtement porté sur la tête. En fait, du moins d’après nos recherches, il n’y a pas d’exigence explicite à ce sujet. C’est toujours une question de modestie.

Nous croyons que les femmes ont le droit de choisir ce qu’elles portent, qu’il s’agisse de porter un foulard au Canada ou ailleurs.

Mais je suis tout à fait d’accord avec M. Lakhani lorsqu’il parle d’uniformité par opposition à universalité. Il n’y a pas d’uniforme pour les musulmanes. Ce n’est prescrit nulle part. Nous pouvons porter ce que nous voulons. Dans le monde musulman, la façon dont les musulmanes s’habillent varie — même en Iran, il y a de la diversité dans la tenue des musulmanes.

Il n’y a donc pas de tenue musulmane prescrite. Nous pouvons exercer notre autonomie. Nous pouvons nous éduquer à partir du Coran, des hadith et de nos traditions religieuses et ensuite décider ce que nous voulons faire.

La sénatrice Omidvar : Madame Jafri, croyez-vous que le soutien accordé aux Iraniennes se traduira par un recul de l’islamophobie? Y aura-t-il corrélation entre l’universalité et la solidarité que nous exprimons à l’égard des femmes du monde et une atténuation de l’islamophobie, en particulier à l’égard des femmes qui portent le hidjab au Canada?

Mme Jafri : C’est vraiment difficile à prédire. Notre prémisses a toujours été que les musulmanes ont le droit de choisir ce qu’elles portent. Mais nous en avons assez du débat sur le hidjab.

Posons ainsi la question : pourquoi les musulmanes sont-elles constamment réduites à un vêtement comme unique manifestation de leur identité? Nous sommes des êtres humains très complexes, comme n’importe quelle femme. Une musulmane est un être humain complexe qui cherche la dignité d’être qui elle est, d’exister comme être humain. Nous avons beaucoup plus à offrir que des débats sur notre tenue.

Nous en avons donc assez de ce débat, et nous voudrions continuer à mener notre vie normalement.

Lorsque nous faisons de la sensibilisation un peu partout au Canada, nous faisons beaucoup de sensibilisation à l’islamophobie, notamment celle qui vise les femmes. Nous abordons la question. Nous parlons de la diversité des musulmanes et de leur liberté de choisir. Bon nombre de nos auditoires se composent de non-musulmans. Lorsque nous nous engageons dans ce dialogue où nous faisons de la sensibilisation, nous nous faisons mieux comprendre au lieu d’être réduites au port d’un accessoire vestimentaire.

J’espère que cela vous éclaire.

We have to tell you that we do a lot of education on this topic. One of the important things to mention about what's happening in Iran is that the revolution, or the current protests, are not just about being able to wear something or not. They're about freedom; they're about the lives of those women. They're struggling for their lives, their well-being and their right to be.

So you have to put it in context. I won't go into the questions in Afghanistan, but it's always about the women being able to do what they were born to do: be themselves and contribute to society.

Thank you.

Senator Omidvar: I will go on a second round.

Senator Arnot: Thank you. I have a question that I'm directing to all three witnesses. I appreciate the witnesses coming here today.

I will just preface my comments by saying that I was in Toronto in October 2010 when the Aga Khan came to Canada and described Canada as the most successful experiment in pluralism the world has ever seen. That really struck me. I believe he's very accurate in that.

But at least to that observation, I believe we have failed in Canada to fundamentally protect and promote our multicultural and multithetic country by inculcating Canadian citizens with the knowledge that they need to understand the rights of Canadian citizenship and the responsibilities that come with those rights.

I've made these remarks to many of the panellists that we've heard in this committee. I am particularly trying to focus on the solutions that the committee should be considering. The solutions have been amplified by these witnesses here today.

I appreciate Mr. Lakhani's comments about identifying the sources of anti-Muslim hate and addressing those sources directly. My theory is that there is a significant power in education, and we need to harness that power to change attitudes in the community. We need to do so in two ways. One way is that Heritage Canada and others need to be much more strategic in programming and communication around the responsibilities of Canadian citizenship.

Similarly, with respect to the K-to-12 system, I believe we need resources that answer these questions: What does it mean to be a Canadian citizen? What are the rights of Canadian citizenship? Fundamentally, what are the responsibilities that come with those rights, and how do you build and maintain respect for every citizen without exception?

Il faut donc vous dire que nous faisons beaucoup de sensibilisation à ce sujet. À propos de ce qui se passe en Iran, il importe de signaler que la révolution ou les manifestations qui ont cours ne concernent pas que le droit de porter ou non un accessoire vestimentaire. L'enjeu, ce sont la liberté et la vie de ces femmes. Elles luttent pour leur vie, leur bien-être et leur droit d'exister.

Il faut donc mettre les choses en contexte. Je n'entrerai pas dans les détails de la situation afghane, mais il s'agit toujours de permettre aux femmes de faire ce pour quoi elles sont nées, c'est-à-dire être elles-mêmes et apporter leur contribution à la société.

Merci.

La sénatrice Omidvar : Je vais intervenir au deuxième tour.

Le sénateur Arnot : Merci. Ma question s'adresse aux trois témoins, que je remercie d'avoir accepté de comparaître.

En guise de préambule, je dirai que j'étais à Toronto en octobre 2010, lorsque l'Aga Khan est venu au Canada et a décrit le Canada comme l'expérience la plus réussie au monde en matière de pluralisme. Cela m'a vraiment frappé. Selon moi, il a tout à fait raison.

J'ajouterais néanmoins à cette observation que, à mon avis, le Canada n'a pas réussi à protéger fondamentalement et à promouvoir une société multiculturelle et multithétique en inculquant aux citoyens canadiens les connaissances dont ils ont besoin pour comprendre les droits de la citoyenneté canadienne et les responsabilités qui en découlent.

J'ai adressé ces propos à de nombreux témoins que le comité a entendus. J'essaie surtout de chercher les solutions que le comité devrait envisager. Les témoins d'aujourd'hui ont davantage expliqué les solutions.

Ce que M. Lakhani a dit de la recherche des sources de la haine contre les musulmans et de la nécessité de s'attaquer à ces causes m'a beaucoup plu. Ma théorie, c'est que l'éducation a un grand pouvoir et qu'il faut l'utiliser pour faire évoluer les attitudes dans la collectivité. Nous devons nous y prendre de deux façons. D'abord, Patrimoine canadien et d'autres entités doivent avoir une stratégie beaucoup plus nette dans leurs programmes et l'information diffusée sur les responsabilités liées à la citoyenneté canadienne.

De même, dans le système scolaire, de la maternelle à la 12^e année, il nous faut des ressources pour répondre à ces questions : qu'est-ce que cela signifie, être citoyen canadien? Quels sont les droits que la citoyenneté canadienne confère? Fondamentalement, quelles sont les responsabilités qui accompagnent ces droits, et comment peut-on assurer et préserver le respect pour tous les citoyens sans exception?

Canadian parliamentarians and legislators repatriated the Constitution in 1982. We are a multicultural, multitheist, multiethnic country, and we need to make an investment in that. In my opinion, we need to make sure all students in the K-to-12 system fundamentally understand the essential competencies of Canadian citizenship, which, in my opinion, are embodied in five Es: That all citizens should be ethical, enlightened, engaged, empowered and empathetic.

This fits in with what Mr. Lakhani said, and I believe that we need to teach that in every school in Canada, through every grade, from K to 12.

I appreciate that the witnesses, in terms of the solutions to this issue of anti-Muslim hate, which is obviously very acute in Canada — what they believe would be appropriate as a solution, especially on education.

I can tell you that the resources I've spoken about exist in Canada today in the Centurus and Citizenship Education program.

I'd really like to hear the comments of the witnesses. I believe this committee needs to focus on solutions as much as identifying issues.

The Chair: Thank you, senator. Before the witnesses answer, can I ask you to please be a bit brief in your answers? We have some senators on the second round and one senator who hasn't asked a question, as of yet.

Mr. Lakhani, I'll turn to you.

Mr. Lakhani: Yes. Thank you for those comments and the focus on solutions, which I fully endorse.

It's useful to make a distinction between systemic and attitudinal barriers that lead to Islamophobia. I'll give you examples. In terms of systemic barriers, when one goes through school, how much does one learn about Muslim civilizations? I would venture to say that prior to the Islamic Revolution in Iran in 1979, most non-Muslim Canadians were largely unaware of the distinction between the Shia and the Sunni. That's like saying we're not aware of the difference between Catholics, Protestants or Orthodox Christians. It's a very basic distinction, but where are they going to learn about that?

Then you get attitudinal problems and barriers. We've talked about some of them today. One of them is the stereotyping of Muslims. Let's consider who Muslims are. With more than 2 billion Muslims worldwide, Islam is the second-largest religion in the world. It's projected that, by 2050, there will be more Muslims than Christians. If one were to ask ordinary non-Muslim Canadians what their impressions are of where Muslims reside, you are going to get the standard countries that come to

Les parlementaires et les législateurs canadiens ont rapatrié la Constitution en 1982. Nous sommes un pays multiculturel, multithéiste et multiethnique, et nous devons investir à cet égard. À mon avis, nous devons nous assurer que tous les élèves de la maternelle à la 12^e année comprennent fondamentalement les compétences essentielles de la citoyenneté canadienne qui, à mon avis, se résument en cinq qualificatifs : tous les citoyens doivent être éthiques, éclairés, engagés, capables d'agir et empathiques.

Cela correspond à ce que M. Lakhani a dit. Nous devons inculquer ces valeurs à tous les élèves au Canada, de la maternelle à la 12^e année.

Je comprends que les témoins, pour ce qui est des solutions au problème de la haine des musulmans, qui est évidemment très grave au Canada... Que considèrent-ils comme une solution appropriée, surtout en matière d'éducation?

Je peux vous dire que les ressources dont j'ai parlé existent déjà au Canada dans le programme de la Fondation d'éducation à la citoyenneté Centurus.

Je souhaite vivement entendre le point de vue des témoins. Selon moi, le comité doit se concentrer sur des solutions tout autant que sur la définition des problèmes.

La présidente : Merci, sénateur. Avant qu'ils ne répondent, je demanderais aux témoins d'être assez brefs. Nous avons des sénateurs au deuxième tour et un sénateur qui n'a pas encore posé de questions.

Monsieur Lakhani, la parole est à vous.

M. Lakhani : Oui. Je vous remercie de ces commentaires et de l'accent mis sur les solutions, que j'appuie entièrement.

Il est utile de faire la distinction entre les obstacles systémiques et les obstacles comportementaux qui mènent à l'islamophobie. Je vais vous donner des exemples. En ce qui concerne les obstacles systémiques, quand on va à l'école, qu'est-ce qu'on apprend au sujet des civilisations musulmanes? J'irais même jusqu'à dire qu'avant la révolution islamique en Iran en 1979, la plupart des Canadiens non musulmans ne connaissaient pas la distinction entre les chiites et les sunnites. C'est comme ne pas connaître la différence entre les catholiques, les protestants ou les chrétiens orthodoxes. C'est une distinction très fondamentale, mais où peut-on apprendre cela?

Il y a ensuite les problèmes et les obstacles comportementaux. Nous en avons parlé aujourd'hui. L'un d'eux concerne les stéréotypes rattachés aux musulmans. Voyons qui sont les musulmans. Avec plus de 2 milliards de musulmans dans le monde, l'islam est la deuxième religion en importance à l'échelle mondiale. On prévoit que d'ici 2050, il y aura plus de musulmans que de chrétiens. Si l'on demandait aux Canadiens ordinaires non musulmans où ils pensent que résident les

light, mostly in the Middle East, for example. However, the five most populous Muslim countries in the world are Indonesia, Pakistan, India, Bangladesh and Nigeria. None of them are in the Middle East and none of them Arab, for example.

There's a tremendous diversity in Islam.

His Highness Aga Khan said in one of his speeches — I don't remember exactly when — that there's something "intellectually uncouth" to choose to perceive a mass of over a billion people of any faith as a standardized mass.

You said to keep this brief, so I'll wrap up with this. He has also spoken about the distinction between knowledge gaps and empathy gaps. He has said that we need to bridge those knowledge gaps, because by doing that, we will bridge empathy gaps, and that will deal with the problem of othering and struggling to remain empathetically open to the other.

Ms. Jafri: Thank you, senator. We would highly recommend that the focus be on education, particularly K to 12, because children absorb information at that stage. When they are learning, they hunger to learn.

We are working on producing materials that could be used in the schools. For instance, for Islamic History Month, we have been carrying features called Islamic Herstory, where we are profiling a historical Muslim woman and a contemporary Muslim woman here in Canada who has made a difference. We've been running this campaign through social media and a teacher approached us and said, "I'd like to use this in my classroom. Do you have more materials for us?"

In fact, we do have materials. We have provided our sessions to students, primarily in the secondary sector, but we have done some in the elementary sector as well. That's where we need to start.

Another really important cohort that needs to have focus is high school students in grades 11 and 12 and then post-secondary students in colleges and universities because we're noticing that they start becoming radicalized late in their high school years. They continue to be radicalized online and then they act out their violence. It is critical for us to reach those young people.

Mr. Lakhani talked about this idea that Muslims are monolithic. When we offer our program, we start with the premise of the diversity of Muslims around the world and the fact that those who migrated here to some degree also represent that diversity. The majority of Muslims in Canada happen to be of South Asian descent, because those were the migration patterns, and then there were refugees who arrived from other

musulmans, leurs réponses comprendraient les pays que l'on associe habituellement à l'islam, c'est-à-dire principalement ceux du Moyen-Orient. Cependant, les cinq pays où l'on compte le plus de musulmans dans le monde sont l'Indonésie, le Pakistan, l'Inde, le Bangladesh et le Nigeria. Aucun d'entre eux n'est au Moyen-Orient et aucun d'entre eux n'est arabe.

L'islam est extrêmement diversifié.

Son Altesse l'Aga Khan a dit dans l'un de ses discours — je ne me souviens pas exactement quand — qu'il y a quelque chose d'« incongru intellectuellement » à choisir de considérer une masse de plus d'un milliard de personnes, toutes confessions confondues, comme une masse uniforme.

Vous avez dit d'être bref, alors je vais conclure là-dessus. Il a également parlé de la distinction qu'il faut faire entre les lacunes en matière de connaissances et les lacunes en matière d'empathie. Selon lui, nous devons combler les lacunes en matière de connaissances, car cela nous permettra de combler les lacunes en matière d'empathie et de régler ainsi le problème de l'indifférence et de la difficulté à rester ouverts à l'autre.

Mme Jafri : Merci, sénateur. Nous recommandons fortement que l'accent soit mis sur l'éducation, en particulier de la maternelle à la 12^e année, parce que les enfants assimilent bien l'information à ce stade. Ils ont soif d'apprendre.

Nous travaillons à produire du matériel qui pourrait être utilisé dans les écoles. Par exemple, pour le Mois de l'histoire islamique, nous produisons le profil d'une femme musulmane qui a marqué l'histoire et d'une musulmane contemporaine ici au Canada qui fait une différence de nos jours. Nous avons mené cette campagne dans les médias sociaux, et un enseignant nous a approchés en nous disant : « J'aimerais utiliser cela dans ma classe. Avez-vous plus de matériel à nous fournir à ce sujet? »

En fait, nous avons ce matériel. Nous avons offert des séances à des élèves, principalement au niveau secondaire, mais également au niveau primaire. C'est par là qu'il faut commencer.

Une autre cohorte vraiment importante qui doit être ciblée, ce sont les élèves de la 11^e et de 12^e année du secondaire, puis les étudiants du postsecondaire dans les collèges et les universités, parce que nous remarquons qu'ils commencent à se radicaliser tard dans leurs études secondaires. Leur radicalisation se poursuit en ligne, puis ils commettent des actes de violence. Il est essentiel que nous rejoignons ces jeunes.

M. Lakhani a parlé de l'idée selon laquelle les musulmans constituent un monolithe. Notre programme repose sur le principe de la diversité des musulmans dans le monde et sur le fait que ceux qui ont immigré ici représentent également cette diversité jusqu'à un certain point. Il se trouve que la majorité des musulmans au Canada sont d'origine sud-asiatique, parce que cela faisait partie des tendances migratoires, mais il y a aussi des

parts of the Muslim world as well. Also, there is the conflation of ethnicity and religion. That is, being Arabs and Muslims, although there are many Arabs who arrived here who are not much.

We need to educate to make those distinctions, but we also need to say that this is a peaceful faith. Muslims adhere to their faith only to be answerable to God, not to anyone else. They're not practising their faith to show anyone. It's not a performative religion. We don't want to show our faith to everyone, necessarily. We practise it quietly.

We have many resources that we can offer. We can share with the committee as well. Thank you.

The Chair: Thank you. Maryam, would you like to respond?

Ms. Khan: To build on what the other witnesses have mentioned, when we're talking about the term Islam it's important to say whose Islam. That plurality really needs to be emphasized as does that separation of culture and religion. Even today, we're using Arab terms like hijab, jihad and things like that. These terms are not part of my Islamic parlance, if you will. A lot of times religion and culture get subsumed into one category. That needs to be teased out.

In terms of education, I really like the idea of having some kind of Islamic introduction to Muslims in plural, many different types of Muslimness, or what Muslims look like. That has to include sexual and gender diversity. Oftentimes, even within normative Muslim communities, no one really talks about the transphobia, the biphobia and the homophobia that exists within these communities. That needs to be front and centre as well.

Through education, there could be research funding streams through the Social Sciences and Humanities Research Council, and the Canadian Institutes of Health Research, or CIHR, and other funding bodies could have streamlined grants that focus on Islamophobia and eradication of Islamophobia. Some things could be done in that realm as well. Thank you.

[Translation]

Senator Gerba: Thank you to our witnesses for their testimony, the lessons they share and the solutions they propose.

Ms. Jaffri talked about the government's role in finding appropriate measures to eliminate this scourge. She referred to laws that could be enacted to address violence arising from Islamophobia. Other than legislation, what can we really do to increase acceptance? I know education is important, along with

réfugiés qui sont arrivés d'autres parties du monde musulman. Il y a aussi l'amalgame de l'ethnicité et de la religion, c'est-à-dire la confusion entre arabes et musulmans, même si de nombreux arabes qui sont arrivés ici ne sont pas musulmans.

Il faut éduquer pour faire ces distinctions, mais il faut aussi rappeler qu'il s'agit d'une foi pacifique. Les musulmans adhèrent à leur foi pour rendre des comptes à Dieu seulement, et pas à qui que ce soit d'autre. Ils ne pratiquent pas leur foi de façon ostentatoire. Ce n'est pas une religion démonstrative. Nous ne voulons pas nécessairement montrer notre foi à tout le monde. Nous la pratiquons discrètement.

Nous avons de nombreuses ressources à offrir, dont nous pouvons également faire part au comité. Merci.

La présidente : Merci. Madame Khan, voulez-vous répondre?

Mme Khan : Pour faire suite à ce que les autres témoins ont dit, lorsque nous parlons de l'islam, il est important de dire de quel islam il s'agit. Cette pluralité doit vraiment être soulignée, tout comme la distinction entre la culture et la religion. Ici même aujourd'hui, nous utilisons des termes arabes comme hidjab et djihad, notamment. Ces termes ne font pas partie du vocabulaire que j'utilise pour l'islam, voyez-vous. Bien souvent, la religion et la culture sont mises dans la même catégorie. Il faut les séparer.

Pour ce qui est de l'éducation, j'aime vraiment l'idée d'avoir une sorte d'introduction aux différentes formes de l'islam, aux nombreux types différents d'appartenance à l'islam, ou aux divers profils des musulmans. Cela doit inclure la diversité sexuelle et de genre. Souvent, même au sein des communautés musulmanes normatives, personne ne parle vraiment de la transphobie, de la biphobie et de l'homophobie qui y existent. Cela doit être à l'avant-plan également.

Dans le domaine de l'éducation, il pourrait y avoir des volets de financement de la recherche par l'entremise du Conseil de recherches en sciences humaines, des Instituts de recherche en santé du Canada, ou IRSC, et d'autres organismes subventionnaires, avec un accent sur les subventions axées sur l'islamophobie et son éradication. Certaines choses pourraient être faites dans ce domaine également. Merci.

[Français]

La sénatrice Gerba : Merci à nos témoins de leur témoignage, de leurs enseignements et des solutions qu'ils proposent.

Madame Jaffri a parlé du rôle du gouvernement pour trouver des mesures appropriées afin de régler ce fléau. Elle a parlé, notamment, des lois que l'on pourrait adopter pour faire face à la violence issue de l'islamophobie. En dehors des lois, que pouvons-nous faire réellement pour augmenter l'acceptation?

awareness to help people understand the many different variants of Islam. What can we do to help Muslim women be accepted? When I say Muslim, I am talking about women with veils and men wearing religious symbols.

I am referring to Quebec, because that is where I am from. We are talking about societies that now consider themselves secular. What can we do to help these women be included in society while also preserving their identity?

[English]

The Chair: Is your question directed to anybody?

Senator Gerba: To anybody. Mr. Lakhani, who is a lawyer, or Ms. Jafri.

Ms. Jafri: Maybe we'll hear from Mr. Lakhani first and then I'll go next.

Mr. Lakhani: That's an excellent question. I think what can be done is to focus on a building of acceptance of diversity rather than trying to straightjacket society into certain ideals.

There are projects that are dealing with this. I'll give you a few examples from the Muslim world and a few examples from outside the Muslim world.

Within the Muslim world, there was the Amman Conference in 2005, which was an initiative in Jordan that was reported widely in *The Economist*, for example, as an attempt to block those elements within the Muslim world that wanted to view Islam in homogeneous ways.

There was the Common Word Initiative, also out of Jordan, that was a reach-out after the former pope's address in 2006 and Imam Feisal Abdul Rauf's Cordoba initiative on Muslim-west relations. These are all examples of how we, in the Muslim world, are trying to focus on respect for diversity. I've mentioned the Global Centre for Pluralism here in Canada. Outside the Muslim world, I would single out projects like Harvard's Pluralism Project, Brown University's digital humanities project, even something like you have in Toronto, like the Aga Khan Museum, where people can learn about the diversity of civilizations.

Your question really goes to what do you do when there is an attempt to homogenize society? How do you counter that? One way you counter that is by showing the richness of diversity by explaining the history. In the case of the West, there is a gap of some 600 years of history from Ferdinand and Isabella's conquest off Andalusia onwards. There is a 600-year gap or

J'ai compris que l'éducation est importante, ainsi que la sensibilisation pour comprendre le caractère multiforme de l'Islam. Que peut-on faire pour permettre l'acceptation des femmes musulmanes? Quand on parle des musulmans, il s'agit des femmes voilées et des hommes qui portent des signes religieux.

Je parle du Québec, car c'est la province d'où je viens. Nous parlons de sociétés qui se veulent aujourd'hui laïques. Comment faire pour permettre l'insertion sociale tout en préservant l'identité de ces femmes?

[Traduction]

La présidente : Votre question s'adresse-t-elle à quelqu'un en particulier?

La sénatrice Gerba : À quiconque souhaite répondre. M. Lakhani, qui est avocat, ou Mme Jafri.

Mme Jafri : Nous devrions peut-être donner d'abord la parole à M. Lakhani, puis j'enchaînerai.

M. Lakhani : C'est une excellente question. Je pense que ce qu'on peut faire, c'est de se concentrer sur l'acceptation de la diversité, plutôt que d'essayer d'imposer certains idéaux à la société.

Il y a des projets qui traitent de cette question. Je vais vous donner quelques exemples dans le monde musulman et à l'extérieur de celui-ci.

Dans le monde musulman, il y a eu la Conférence d'Amman en 2005, une initiative qui s'est tenue en Jordanie et dont on a beaucoup parlé dans *l'Economist*, par exemple, comme une tentative de bloquer les éléments du monde musulman qui voulaient représenter l'islam de façon homogène.

Il y a eu l'initiative Common Word, également en Jordanie, qui était une initiative de sensibilisation après le discours de l'ancien pape en 2006, et l'initiative Cordoba de l'imam Feisal Abdul Rauf sur les relations entre le monde musulman et l'Occident. Ce sont tous des exemples de la façon dont nous, dans le monde musulman, essayons de mettre l'accent sur le respect de la diversité. J'ai mentionné le Centre mondial du pluralisme ici au Canada. À l'extérieur du monde musulman, je mentionnerais des projets comme le Pluralism Project de Harvard, le projet de sciences humaines numériques de l'Université Brown, et même quelque chose comme ce que vous avez à Toronto, le Musée Aga Khan, où les gens peuvent apprendre à connaître la diversité des civilisations.

Votre question porte en fait sur ce qu'il faut faire lorsqu'on essaie d'homogénéiser la société, sur la façon dont nous pouvons contrer cela. Une façon de contrer cela est de montrer la richesse de la diversité en expliquant l'histoire. Dans le cas de l'Occident, il manque quelque 600 ans d'histoire par suite de la conquête de l'Andalousie par Ferdinand et Isabelle. Il y a une « amnésie

“historical amnesia” which needs to be bridged. How are we doing that? That should be done by education. You’re in a position to influence the educating of society in ways that respect diversity. I’ll just stop there.

The Chair: Thank you, Mr. Lakhani.

Ms. Jafri: Thank you, senator, for that question.

I think it’s a very difficult challenge in Quebec because of its own history with the church, and it does tend to follow somewhat what’s happening in France. But Quebec in itself not absent of religion; it does have a legacy of its own religion. The fact that Muslim women or people of other faiths cannot visibly wear their religious symbols is kind of rich. We have to really look at Quebec’s own history.

The other fundamental question is that Quebec needs immigrants. When it was seeking to populate the province, they sought out French-speaking people from other parts of the world, for example, Morocco, Tunisia, Algeria, Lebanon and Egypt, where some people’s second language happened to be French. They were attracted to the province of Quebec so they could come and qualify to work here. They met their requirements, got their licences to practise whatever the profession was whether teaching, jurists or law enforcement officers. But now we’re saying to them: “You can only do that if you take off the head scarf or if you take off that turban.” It’s disingenuous to ask people to come to the province for their skills and knowledge, and then the only way they get to use their knowledge and skills is if they adhere to a homogeneous view of how Quebecers should look and behave.

It’s important to go back to the campaigns that the Province of Quebec ran to attract immigrants to the province in the first place and remind everyone that these folks came because you said they could offer something to your province. Now, what you can offer them is a welcoming and accommodating culture within Quebec that respects their dignity, diversity and expressions of their faith, regardless of what it is, because the faith has nothing to do with that person’s ability to do a great job as a teacher, a jurist or a law enforcement officer. What they wear has nothing to do with it.

It’s important to go back and think about why we are here. Why are all the Muslims talking to you here? Yes, our parents brought us here, or some of us came as refugees, but we’re not here to exist separately from everyone else. We are interdependent. We like to work with everyone else. We’re not islands. We have to be respected, as everyone else, for our contributions to the society. Just imagine if a million Muslims and over 500,000 Muslim women — not all Muslim women wear the hijab — decided to boycott places where they work because they’re saying, “Well, you don’t value us as Muslims,

historique » de 600 ans qu’il faut combler. Comment pouvons-nous y arriver? Cela devrait se faire par l’éducation. Vous êtes en mesure d’influencer l’éducation qui est faite dans la société en respectant la diversité. Je vais m’arrêter ici.

La présidente : Merci, monsieur Lakhani.

Mme Jafri : Je vous remercie, sénatrice, de cette question.

Je pense que c’est un défi très difficile à relever au Québec, en raison de sa propre histoire avec l’Église, et aussi parce qu’on y a tendance à suivre ce qui se passe en France. Mais la religion n’est pas absente au Québec; on y retrouve un héritage religieux. Le fait que les femmes musulmanes ou les gens d’autres confessions ne puissent pas porter de symboles religieux visibles est riche d’enseignement. Il faut vraiment regarder l’histoire du Québec.

L’autre question fondamentale, c’est que le Québec a besoin d’immigrants. Lorsqu’on cherchait à peupler la province, on souhaitait accueillir des francophones d’autres parties du monde, par exemple, du Maroc, de la Tunisie, de l’Algérie, du Liban et de l’Égypte, où le français était la deuxième langue de certaines personnes. On les a attirés au Québec pour qu’ils viennent travailler. Ils ont répondu aux exigences, ont obtenu leur permis pour exercer une profession, que ce soit l’enseignement, le droit ou l’application de la loi. Mais nous leur disons maintenant : « Vous pouvez exercer votre profession uniquement si vous enlevez le foulard ou le turban que vous portez. » C’est malhonnête d’attirer des gens dans la province pour leurs compétences et leurs connaissances, puis de leur imposer d’adhérer à une vision homogène de la façon dont les Québécois devraient se comporter pour pouvoir utiliser leurs connaissances et leurs compétences.

Il est important de revenir aux campagnes que la province de Québec a menées pour attirer des immigrants dans la province et de rappeler à tout le monde que ces gens sont venus parce qu’on leur a dit qu’ils pouvaient apporter quelque chose à la province. Maintenant, ce qu’il faut leur offrir, c’est une culture accueillante et conciliante au sein du Québec, qui respecte leur dignité, leur diversité et l’expression de leur foi, peu importe la forme qu’elle prend, parce que la foi n’a rien à voir avec la capacité d’une personne de faire un excellent travail d’enseignant, de juriste ou de policier. Les vêtements que ces personnes portent n’ont rien à voir avec cela.

Il est important de revenir en arrière et de réfléchir à la raison pour laquelle nous sommes ici. Pourquoi sommes-nous tous là pour vous parler des musulmans? Nos parents nous ont amenés ici, ou certains d’entre nous sont venus en tant que réfugiés, mais nous ne sommes pas ici pour avoir une existence séparée des autres. Nous sommes interdépendants. Nous aimons travailler avec tout le monde. Nous ne sommes pas des îles. Nous devons être respectés, comme tout le monde, pour notre contribution à la société. Imaginez qu’un million de musulmans et plus de 500 000 musulmanes — ce ne sont pas toutes les musulmanes

how can we contribute to your society?” Of course, we’re not going to do that because we need each other. We need all of us to make this country the great country that it is and keep making it a wonderful place for all of us.

The Chair: Thank you. Maryam Khan, would you like to respond to that question?

Ms. Khan: I agree with Mr. Lakhani and Ms. Jafri, so I don’t have anything else to add.

The Chair: Thank you. Mr. Lakhani and Ms. Jafri, you spoke about this. I myself, as a practising Muslim, when I look through the Quran, all I see is, “Women, you dress modestly,” and there are also rules for men: “Lower your gaze.” As someone who grew up in Pakistan, I didn’t see the hijab until I came to Canada. That might surprise people, and I see those nodding in agreement. Some women, if they felt like covering their heads, put it loosely on their head, but mostly we didn’t see that.

Also, when women did start wearing the hijab, there wasn’t this reaction that we’re seeing nowadays. What is driving this reaction? What has changed? I’ve noticed the conversations have changed. Even for me, just a simple thing of condemning the attacks that the Imam Mahdi mosque in Richmond Hill has faced, and I’m getting a backlash from people. What has changed?

There is an obsession with the hijab. You mentioned that there is an obsession with the hijab and condemning it. I defend the right of a woman to wear a hijab or not to wear a hijab. That’s for a woman to decide. Can you explain to me what changed? What conversations are we having now that we weren’t having a few years ago?

Ms. Jafri: CCMW has been studying this issue and publishing books, studies and reports on the hijab and the niqab. In fact, right after the Iranian Revolution, there was almost like a reaction. I know Mr. Lakhani mentioned that before the revolution nobody knew the difference between Shias and Sunnis. But as a reaction to the revolution, there was a sort of orthodoxy in parts of the Middle East that needed to prescribe what a real Muslim should look like, and it started with women. Women had to dress a certain way, and that’s why you have this universal hijab that many Muslim women wear. That was not part of my culture. I came here. My mother didn’t wear it. I remember my grandmother would take a long scarf, put it on her head and then she would go out. The only time she would wear it was on public transit in her home city of Karachi when she was going to school or college because she needed to wear something. It was not this prescribed hijab. It was like a coat that

qui portent le hidjab — décident de boycotter les endroits où elles travaillaient en disant : « Comme vous ne nous appréciez pas en tant que musulmans, comment pouvons-nous contribuer à votre société? » Évidemment, cela ne se produira pas, parce que nous avons besoin les uns des autres. Nous avons tous besoin de contribuer à faire de notre pays le grand pays qu’il est et de continuer à en faire un endroit merveilleux où vivre pour nous tous.

La présidente : Merci. Maryam Khan, voulez-vous répondre à cette question?

Mme Khan : Je suis d’accord avec M. Lakhani et Mme Jafri, alors je n’ai rien à ajouter.

La présidente : Merci. Monsieur Lakhani et madame Jafri, vous avez parlé de cela. Moi-même, en tant que musulmane pratiquante, lorsque je lis le Coran, tout ce que je vois, c’est qu’on dit aux femmes de s’habiller modestement. On demande aussi aux hommes de baisser le regard. Ayant grandi au Pakistan, je n’avais jamais vu de hidjab avant de venir au Canada. Cela pourrait surprendre les gens, et j’en vois qui hochent la tête. Certaines femmes qui avaient envie de se couvrir la tête portaient un simple foulard, mais cela n’était pas courant.

De plus, lorsque les femmes ont commencé à porter le hidjab, il n’y a pas eu cette réaction que nous voyons aujourd’hui. Qu’est-ce qui motive cette réaction? Qu’est-ce qui a changé? J’ai remarqué que les conversations ont changé. Même pour moi, le simple fait de condamner les attaques dont a été victime la mosquée de l’imam Mahdi à Richmond Hill a suscité des réactions à mon endroit dans la population. Qu’est-ce qui a changé?

Il y a une obsession du hidjab. Vous avez mentionné qu’il y a une obsession du hidjab et vous la condamnez. Je défends le droit d’une femme de porter un hidjab si elle le souhaite. C’est à la femme de décider. Pouvez-vous m’expliquer ce qui a changé? Quelles conversations avons-nous aujourd’hui que nous n’avions pas il y a quelques années?

Mme Jafri : Le Conseil canadien des femmes musulmanes étudie la question et publie des livres, des études et des rapports sur le hidjab et le niqab. En fait, tout de suite après la révolution iranienne, on a assisté à une réaction. Je sais que M. Lakhani a mentionné qu’avant la révolution, personne ne connaissait la différence entre les chiites et les sunnites. Mais par suite de la révolution, on a assisté à une sorte d’orthodoxie dans certaines parties du Moyen-Orient, qui a servi à prescrire ce à quoi devrait ressembler un vrai musulman, à commencer par les femmes. On a dit que les femmes devaient s’habiller d’une certaine façon, et c’est pourquoi vous avez ce hidjab que tant de musulmanes portent. Cela ne faisait pas partie de ma culture. Lorsque je suis arrivée ici, ma mère ne le portait pas. Je me souviens que ma grand-mère prenait un long foulard et le mettait sur sa tête pour sortir. Les seules fois où elle le portait, c’était dans les transports en commun de sa ville natale, Karachi, lorsqu’elle allait à l’école

had two veils, and she would choose either the thinner or the thicker one to put on because she was going on public transit sitting with men on the bus. She wanted to protect herself. That was back in the early 1960s. That's what I saw.

But here it all changed after the revolution, and this uniform expression of the hijab only grew with the rise of conservative interpretations of Islam. A lot of other orthodoxies came into play among Muslims, and I don't relate to them as a Muslim woman. I didn't grow up with all those of restrictions, what you can do, what you can't do, how you should dress, how you should not dress. These are political reactions and we get caught in the geopolitical conflicts between Muslims around the world, and then those are translated to our cities and towns here. Hence you see the attack on the Imam Mahdi mosque.

These are things we can't solve ourselves, but we can continue to educate people about our diversity, about the fact that we're not all the same. Just as not all Christians are the same, not all Muslims are the same. Yes, there are sectarian differences, but the commonalities far outweigh those differences.

The other fundamental thing is a piece of clothing, as I said, does not define a woman. They used to say clothes make the man. I would say clothes do not make the woman. Please, we're way more than that.

By the way, I appreciate what my sister Maryam has been saying about more focus on sexual diversity and gender diversity in our communities because we know that there is a real struggle within our own communities. When we see prejudices against people within our own faith, whether it's by sect or by sexual orientation, we're doing ourselves a disservice. We're all in this together, and we want to improve the lives of all of us. Thanks.

The Chair: Thank you.

Mr. Lakhani: I would make the distinction between the hijab as an expression of dignity and the hijab as an expression of indignity. The hijab as an expression of dignity is when a woman chooses to wear it for a dignified purpose. However, it becomes an expression of indignity when it is imposed on her — when she is told that she must wear it and if she doesn't, she will be punished. On that latter point, this is an example of custom sometimes being conflated with religion. Some societies are very conservative and have customs that are not accepted by the majority of Muslims around the world. But when those customs are imposed on people, as with Bill 21 in Quebec, for example, or when a uniform is imposed on a society, if it has not been

ou au collège, parce qu'elle devait porter quelque chose. Ce n'était pas un hidjab à proprement parler. C'était comme un manteau comportant deux voiles, et elle avait le choix entre le plus mince, ou le plus épais lorsqu'elle prenait le transport en commun, parce qu'elle y côtoyait des hommes. Elle voulait se protéger. C'était au début des années 1960. C'est l'expérience que j'ai eue.

Mais ici, tout a changé après la révolution, et cette version uniforme du hidjab a pris de plus en plus de place avec la montée des interprétations conservatrices de l'islam. Beaucoup d'autres orthodoxies ont vu le jour chez les musulmans, mais je ne m'identifie pas à elles en tant que musulmane. Je n'ai pas grandi avec toutes ces restrictions, ce que vous pouvez faire, ce que vous ne pouvez pas faire, comment vous devez vous habiller, comment vous ne devez pas vous habiller. Ce sont des réactions politiques, et nous sommes pris dans les conflits géopolitiques entre les musulmans du monde entier, et cela a des répercussions dans nos villes et nos villages ici, comme en fait foi l'attaque contre la mosquée de l'imam Mahdi.

Ce sont des choses que nous ne pouvons pas résoudre nous-mêmes, mais nous pouvons continuer à sensibiliser les gens à notre diversité, au fait que nous ne sommes pas tous pareils. Les chrétiens, tout comme les musulmans, ne sont pas tous pareils. Oui, il y a des différences sectaires, mais les points communs l'emportent de loin sur ces différences.

L'autre élément fondamental, c'est qu'un vêtement, comme je l'ai dit, ne définit pas une femme. On avait coutume de dire que l'habit ne fait pas le moine. Je dirais que le vêtement ne définit pas la femme. Nous sommes beaucoup plus que cela.

Soit dit en passant, je comprends ce que ma sœur Maryam a dit au sujet de la nécessité de mettre davantage l'accent sur la diversité sexuelle et la diversité de genre dans nos communautés, car nous savons qu'il y a une véritable lutte à ce sujet. Les préjugés à l'égard de personnes qui partagent notre foi, qu'ils soient de nature sectaire ou axés sur l'orientation sexuelle, ne nous rendent pas service. Nous logeons tous à la même enseigne, et nous voulons améliorer notre vie à tous. Merci.

La présidente : Merci.

M. Lakhani : Je ferais la distinction entre le hidjab comme expression de la dignité et le hidjab comme expression de l'indignité. Le hidjab est une expression de la dignité lorsqu'une femme choisit de le porter à des fins dignes. Cependant, cela devient une expression d'indignité quand il lui est imposé — quand on lui dit qu'elle doit le porter et que si elle ne le porte pas, elle sera punie. Dans ce dernier cas, il s'agit plutôt d'une coutume, que l'on confond parfois avec la religion. Certaines sociétés sont très conservatrices et ont des coutumes qui ne sont pas acceptées par la majorité des musulmans dans le monde. Mais lorsque des coutumes sont imposées aux gens, comme dans le cadre de la loi 21 au Québec, par exemple, ou lorsqu'un

internalized and accepted for dignified ends, there will be a reaction against it.

The other thing that comes out of this is when, say, women in Iran or in Afghanistan are contesting some kind of imposed clothing, it plays into Islamophobia in the sense that it becomes a dog whistle. Hijab then becomes a way of equating all Muslims as being uncivilized because the expressions of some Muslim societies, which are oppressive, are taken to be representative of Muslims as a whole.

This is where education comes in. That's a very important aspect of it. Thank you.

The Chair: Maryam Khan, would you like to respond?

Ms. Khan: Just to add to what has already been said by Mr. Lakhani and Ms. Jafri. One of the key elements we haven't really talked about is patriarchy and how that is part and parcel of Canadian society and many regions of the globe. That is something that needs to be critiqued and challenged on an ongoing basis. There is also heteronormativity. The presumption that everyone is heterosexual and cisgendered also needs to be talked about. Most of my conversations with people within Canadian society, particularly within LGBTQ+ circles, have been around — one of the reasons for people being Islamophobic is that there is this belief that Islam and Muslimness have nothing to do with gender and sexual diversity. That is one myth that I debunk all the time because there is documented evidence that Islam and Muslims have — whatever term you want to use — queerness, sexual and gender diversity and what have you.

There is also, in my opinion, a misunderstanding of the religious texts: the sacred Quran as well as the sayings of the prophet and the imams and stuff like that. In my own reading and research, there is really nothing inherently transphobic and queerphobic about what the Quran says about being queer. That is the work I do. I try to debunk the assumption people make that Islam says this about homosexuality, which is inaccurate. Thank you.

The Chair: I want to take this opportunity to welcome Senator Ravalia, who has joined us. Thank you for being here.

Senator Jaffer: We've had excellent witnesses today, and we could probably do with another hour. However, that's not going to be possible.

Mr. Lakhani, in our discussion, Senator Arnot is always talking about education — rightly so. I wanted to ask you about that because you have pointed out in your presentation the need for an ethical education to counter unethical responses to Islam.

uniforme est imposé à une société, s'il n'a pas été intériorisé et accepté à des fins dignes, il y aura une réaction.

L'autre chose qui ressort de tout cela, c'est que lorsque, par exemple, des femmes en Iran ou en Afghanistan contestent les vêtements qui leur sont imposés, cela joue un rôle dans l'islamophobie, en ce sens que cela devient un langage codé. Le hidjab devient alors une façon de considérer tous les musulmans comme étant non civilisés, les expressions de certaines sociétés musulmanes qui sont oppressives étant considérées comme représentatives de l'ensemble des musulmans.

C'est là que l'éducation entre en jeu, et c'est un aspect très important. Merci.

La présidente : Maryam Khan, voulez-vous répondre?

Mme Khan : J'aimerais ajouter quelque chose à ce que M. Lakhani et Mme Jafri ont déjà dit. L'un des éléments clés dont nous n'avons pas vraiment parlé est le patriarcat et la façon dont il fait partie intégrante de la société canadienne et de nombreuses régions du monde. C'est quelque chose qu'il faut constamment critiquer et contester. Il y a aussi l'hétéronormativité. Il faut aussi parler de la présomption selon laquelle tout le monde est hétérosexuel et cisgenre. La plupart des conversations que j'ai eues avec des membres de la société canadienne, en particulier au sein des cercles LGBTQ+, concernaient le fait que l'une des raisons pour lesquelles les gens sont islamophobes, c'est qu'on croit que l'islam et l'appartenance à l'islam n'ont rien à voir avec la diversité de genre et de sexe. C'est un mythe que je réfute tout le temps, parce qu'il y a des preuves documentées que la fluidité de genre, la diversité sexuelle et de genre, et ainsi de suite — quel que soit le terme que vous voulez utiliser — existent au sein de l'islam et des musulmans.

Il y a aussi, à mon avis, une mauvaise compréhension des textes religieux, du Coran sacré, ainsi que des paroles du prophète et des imams et des choses de ce genre. Selon mes propres lectures et recherches, il n'y a vraiment rien de transphobe et d'allophobe dans ce que dit le Coran sur le fait d'être non binaire. C'est le travail que je fais. J'essaie de réfuter l'hypothèse selon laquelle c'est ce qui se dit dans l'islam au sujet de l'homosexualité, ce qui est inexact. Merci.

La présidente : Je profite de l'occasion pour souhaiter la bienvenue au sénateur Ravalia, qui s'est joint à nous. Merci d'être présent.

La sénatrice Jaffer : Nous avons entendu d'excellents témoins aujourd'hui, et nous pourrions probablement poursuivre pendant une autre heure. Cependant, ce ne sera pas possible.

Monsieur Lakhani, dans notre discussion, le sénateur Arnot revient sans cesse sur la question de l'éducation — à juste titre. Je voulais vous poser une question à ce sujet, parce que vous avez souligné dans votre exposé la nécessité d'une éducation

What kinds of initiatives do you envision and what kinds of initiatives should we be recommending to the government?

Mr. Lakhani: Thank you for that very good question. I mentioned earlier the distinction between knowledge gaps and empathy gaps in order to make the point that His Highness the Aga Khan makes that it is only by learning about each other in a way that makes us appreciate the otherness of each other that we can find our deeper connectedness.

There is a famous verse, known as the *Bani Adam* verse, that graces the edifice of the United Nations building in Geneva. It's by the poet Sa'adi from one of his famous books *The Gulistan*. In paraphrase, it goes something like this. It says that the children of Adam are as limbs to each other. If a calamity affects one, it affects all. And whoever cannot feel the pain of another is not worthy of being called a human being.

The reason I cite that, and I suspect the reason it graces the portico at the United Nations building, is because it points to our deep connectedness — our common humanity. So the education that is needed is an appreciation of a cosmopolitan ethic — that we really are a common humanity, and we should focus on coming together because if we don't focus on coming together, we will pull apart.

Then the question becomes: How do we do that? Because obviously not everyone thinks alike. We all have our differences. This is where the ethic of pluralism becomes really important — to view pluralism as a process, not a product — as a work in process and as a way of understanding that ethics are ultimately about the expression of caring that flows from our deep connectedness. That is why at the beginning of my presentation today, in my opening statement, I proposed the idea of a different lens: not intersectionality or gender issues or any identity lens, but a frame of our common humanity — of dignity as a focus. If we keep that in mind, particularly if the standing committee keeps that in mind, I think it will be a “north star” for solutions.

Other things can be done more in the sense of countering negative influences. I'll give one example. There is the *Fear, Inc.* report put out in 2011 by the Center for American Progress Action Fund, which examined the roots of Islamophobia in North America and sourced the misinformation to a number of networks of funding organizations and five so-called experts — people like, as I recall, Frank Gaffney, Daniel Pipes and some familiar names. It is also important to understand who is putting out the fake news, the dog whistles, et cetera. I think that, too, is

éthique pour contrer les réactions non éthiques face à l'islam. Quels types d'initiatives envisagez-vous et devrions-nous recommander au gouvernement?

M. Lakhani : Je vous remercie de cette excellente question. J'ai mentionné plus tôt la distinction entre les lacunes en matière de connaissances et les lacunes en matière d'empathie, afin de faire valoir que, selon Son Altesse l'Aga Khan, ce n'est qu'en apprenant à se connaître les uns les autres d'une manière qui nous fait apprécier l'autre que nous pouvons établir des liens plus profonds.

Il existe un poème célèbre, connu sous le nom de *Bani Adam*, dont quelques vers sont inscrits à l'entrée du siège des Nations unies à Genève. Il a été écrit par le poète Saadi et est tiré de l'un de ses célèbres livres *Le Golestan*. Pour paraphraser, il se lit à peu près comme suit. On dit que les enfants d'Adam font partie d'un même corps. Si le destin faisait souffrir l'un des membres, les autres n'en auraient pas de repos. Et quiconque est indifférent aux malheurs des autres ne mérite pas d'être nommé un Homme.

La raison pour laquelle je le mentionne et, selon moi, la raison pour laquelle il orne l'entrée de l'édifice des Nations unies, c'est parce qu'il souligne notre lien profond — notre humanité commune. L'éducation qui doit être donnée représente donc une appréciation d'une éthique cosmopolite, à savoir que nous formons vraiment une humanité commune et que nous devrions nous concentrer sur ce qui nous unit, parce qu'autrement, nous allons être séparés.

La question est alors de savoir comment procéder, parce que, de toute évidence, tout le monde ne pense pas de la même façon. Nous avons tous nos différences. C'est là que l'éthique du pluralisme devient vraiment importante — voir le pluralisme comme un processus, et non comme un produit — comme un travail en cours et comme une façon de comprendre que l'éthique est en fin de compte l'expression de la compassion qui découle de notre connexion profonde. C'est pourquoi, au début de mon exposé d'aujourd'hui, dans ma déclaration préliminaire, j'ai proposé l'idée d'un point de vue différent, non pas de l'intersectionnalité, des questions liées au genre ou de toute autre perspective identitaire, mais de celui de notre humanité commune, avec au centre la dignité. Si nous gardons cela à l'esprit, surtout si le comité permanent garde cela à l'esprit, je pense que ce sera l'« étoile » qui nous guidera vers des solutions.

D'autres mesures peuvent être prises pour contrer les influences négatives. Je vais vous donner un exemple. Dans le rapport *Fear, Inc.*, publié en 2011 par le Center for American Progress Action Fund, on examinait les causes de l'islamophobie en Amérique du Nord et on faisait remonter la désinformation à un certain nombre de réseaux d'organismes subventionnaires et à cinq soi-disant experts — des gens comme Frank Gaffney, Daniel Pipes et quelques autres noms familiers, si je me souviens bien. Il est également important de comprendre qui diffuse les

part of the educational work we can do to relieve us of the systemic blockages that exist in the way of ethical education. Thank you.

Senator Jaffer: Mr. Lakhani, please be very short, but the stereotyping has been going on and the expression has been used throughout our hearings. Also, you used it today.

Can you suggest what the causes — you and other witnesses have touched on that — of stereotyping of Muslims? Could you give some examples? Very quickly, please.

Mr. Lakhani: Fear is the biggest one. There is also a lack of knowledge. I say “fear” because if we see something that is different from us, we feel it is going to threaten us.

Then there are the dog whistle concepts like sharia, which really should not be a dog whistle at all. There are also ones around hijab and jihad. I’ve given those three examples.

So fear is one, but there is also a kind of protectionism — a circling of the wagons that we need to band together, group together and form camps. By forming camps, we tribalize, we get ghettoize and create the other. Those are attitudinal. Attitudinal then seeps into systemic ways of stereotyping, which are very dangerous and contribute to Islamophobia.

Senator Omidvar: Thank you once again, witnesses, for your wisdom. I have particular questions for each of you, and I would appreciate it if you could keep your answers short so that I can hopefully get through them.

My first question is to Ms. Khan. Thank you so much, Ms. Khan, for your testimony today. In another committee that I chair, we are studying mental health and suicide. We have been informed that certain communities — ethnic communities, religious communities — face particular mental health challenges. You spoke about them and suicidation as well. You also proposed a solution that is targeted, protected funding for queer youth.

Could you go beyond that and talk about what supports are needed to protect and support young people, in particular LGBT + young people who are Muslims from the mental health stresses of Islamophobia?

Ms. Khan: Thank you. That’s a great question.

One particular thing that could happen is the psychoeducation that could happen within the school systems. There could be an awareness that could be created by talking about people who are

fausses nouvelles, le langage codé, et ainsi de suite. Je pense que cela fait aussi partie du travail d’éducation que nous pouvons faire pour nous libérer des obstacles systémiques qui existent en matière d’éducation éthique. Merci.

La sénatrice Jaffer : Monsieur Lakhani, veuillez me répondre brièvement. Il y a eu des stéréotypes qui demeurent, et l’expression a d’ailleurs a été utilisée tout au long de nos délibérations, y compris par vous aujourd’hui.

Pouvez-vous nous dire quelles sont les causes — vous et d’autres témoins en avez parlé — des stéréotypes à l’endroit des musulmans? Pourriez-vous donner des exemples? Très rapidement, s’il vous plaît.

M. Lakhani : La peur est la cause la plus importante. Il y a aussi le manque de connaissances. Je dis « peur », parce que lorsque nous sommes en présence de quelque chose de différent, nous avons l’impression d’être menacés.

Il y a aussi les notions de langage codé, comme la charia, qui ne devrait pas du tout être considérée ainsi. Il y a aussi les peurs autour du hidjab et du djihad. Ce sont trois exemples que j’ai donnés.

Donc, la peur est une des causes, mais il y a aussi une espèce de protectionnisme — des charrettes qu’il faut regrouper en cercle pour former des camps. En formant des camps, on tribalise, on ghettoise et on crée l’autre. Ce sont des attitudes. Les attitudes s’infiltrant ensuite dans les stéréotypes systémiques, qui sont très dangereux et qui contribuent à l’islamophobie.

La sénatrice Omidvar : Je remercie encore une fois les témoins de leur sagesse. J’ai des questions particulières à poser à chacun d’entre vous, et j’aimerais bien que vos réponses soient brèves, afin que je puisse, je l’espère, les poser toutes.

Ma première question s’adresse à Mme Khan. Merci beaucoup, madame Khan, pour votre témoignage d’aujourd’hui. Dans un autre comité que je préside, nous étudions la santé mentale et le suicide. Nous avons été informés que certaines communautés — les communautés ethniques, les communautés religieuses — font face à des défis particuliers en matière de santé mentale. Vous avez parlé d’elles et du suicide aussi. Vous avez également proposé une solution de financement ciblé et protégé pour les jeunes non binaires.

Pourriez-vous aller plus loin et parler des mesures de soutien nécessaires pour protéger et soutenir les jeunes, en particulier les jeunes LGBT+ musulmans, contre le stress causé par l’islamophobie au chapitre de la santé mentale?

Mme Khan : Merci. C’est une excellente question.

Une mesure qui pourrait être utile, c’est la psychoéducation dans les systèmes scolaires. On pourrait sensibiliser les gens en parlant des personnes non binaires et des musulmans, ainsi que

queer and Muslim, and the challenges. What are some of the strengths of having that particular social location?

Have people come in as guest speakers. Have readings, in particular, that speak to that topic will be very helpful.

A normalization of some issues around mental health, coming out and all of those things are very important because, in my many conversations as a peer support worker with young people as well as adults who identify as queer Muslims, constantly having to explain that there are different kinds of Muslims and different kinds of queerness. There's not just one way of being queer or one way of being Muslim. So there is that awareness that can be created by inviting guest speakers in, by having material and by having articles. I'll stop there for now.

Senator Omidvar: Thank you.

Ms. Jafri, I want to query you about [*Technical difficulties*]. We all know the facts, but let me briefly repeat what I find stunning. A 2015 study found that, despite being more likely to hold a university degree than the general population, Canadian Muslims, especially Canadian Muslim women who are wearing hijabs, experience higher rates of unemployment and underemployment.

What solutions should we be looking at to deal with that expression of racism, and what solutions can we think of that are focused on employers as well as the federal government?

Ms. Jafri: Again, we've done those studies. For each wave of study that we've done, we've found the employment situation of Canadian Muslim women worsening rather than improving. Those wearing the hijab are subject to more discrimination than others.

One of the solutions we have proposed is education for employers. I know we don't have provincial employment equity legislation, but we do have federal employment equity legislation, and within the designated groups, I would say this: Expand the number of designated groups to include religious minorities. Do an intersectional analysis to see where Muslim women are currently situated in the federal public service or federally regulated employers, and when employers are conducting their employment systems reviews, they need to look at what the barriers are that are being identified specifically for Canadian Muslim women.

Beyond that, all employers — just like right now, most employers, whether it's in provincially regulated or federally regulated sectors, are receiving some kind of diversity training. They should be receiving anti-Islamophobia training, anti-Semitism, anti-racism and anti-Black racism education and

des défis qu'ils doivent relever. Quels sont les aspects positifs de cette situation sociale?

Il faut faire venir des gens comme conférenciers. Il serait très utile d'avoir des lectures, en particulier, qui traitent de ce sujet.

Il est très important de normaliser certains problèmes liés à la santé mentale et à l'affirmation parce que, dans mes nombreuses conversations en tant que travailleuse de soutien par les pairs auprès des jeunes et des adultes qui s'identifient comme des musulmans non binaires, j'ai dû constamment expliquer qu'il y a différents types de musulmans et différents types de fluidité de genre. Il n'y a pas qu'une façon d'être non binaire ou d'être musulman. Il est donc possible de sensibiliser les gens en invitant des conférenciers et en leur fournissant du matériel et des articles. Je vais m'arrêter ici pour l'instant.

La sénatrice Omidvar : Merci.

Madame Jafri, j'aimerais vous poser une question au sujet des [*Difficultés techniques*]. Nous connaissons tous les faits, mais permettez-moi de répéter brièvement ce que je trouve stupéfiant. Une étude de 2015 a révélé que, même s'ils sont plus susceptibles d'être titulaires d'un diplôme universitaire que la population en général, les musulmans canadiens, en particulier les musulmanes canadiennes qui portent le hidjab, connaissent des taux de chômage et de sous-emploi plus élevés.

Quelles solutions devrions-nous envisager pour lutter contre cette expression de racisme, et quelles solutions pourrions-nous proposer aux employeurs et au gouvernement fédéral?

Mme Jafri : Encore une fois, nous avons fait ces études. Dans chaque vague d'études que nous avons effectuées, nous avons constaté que la situation de l'emploi des musulmanes canadiennes s'aggrave plutôt que de s'améliorer. Celles qui portent le hidjab sont davantage victimes de discrimination que d'autres.

L'une des solutions que nous proposons, c'est l'éducation des employeurs. Je sais que nous n'avons pas de loi provinciale sur l'équité en matière d'emploi, mais nous avons une loi fédérale, et je dirais qu'il faut augmenter le nombre de groupes désignés pour inclure les minorités religieuses. Il faut effectuer une analyse intersectionnelle pour déterminer où les femmes musulmanes se situent actuellement dans la fonction publique fédérale ou chez les employeurs sous réglementation fédérale, et lorsque les employeurs effectuent des examens de leurs systèmes d'emploi, ils devraient déterminer quels sont les obstacles auxquels font face spécifiquement les femmes musulmanes canadiennes.

De plus, tous les employeurs — à l'heure actuelle, la plupart des employeurs —, qu'il s'agisse d'employeurs sous réglementation provinciale ou fédérale, reçoivent une formation sur la diversité. Ils devraient recevoir une formation sur l'antisémitisme, le racisme et le racisme envers les Noirs. Mais il

training. But it has to go beyond that, where managers and leaders are held accountable, not only for the representation of diversity in their workforce but where people are situated in the hierarchies within their organizations.

We start to do some of that, then it falls by the wayside. People are really not held accountable to those results.

There are many other solutions I know we could propose, but I know we're running out of time. Thank you for asking that question.

Senator Omidvar: This question is for Professor Lakhani. Professor Lakhani, I don't think anyone can argue with your recommendations or solutions that knowledge, humility and empathy will close this wicked gap. I can't disagree with you that a harmonizing position versus taking a more particular position is likely better in the long run.

However, we are legislators here, and I don't believe we can legislate humility and empathy, even though those must be generated. Can you give shape to that particular solution of yours? How do you think the federal government, in particular, should generate humility and empathy?

Mr. Lakhani: It is by being leaders and advocating that, first. Second, do so by allowing greater Muslim representation in curriculum building. Third, seek Muslim representation on solutions, as you have done today. Those are just some of the things that come to my mind immediately.

There is a natural tension between identity and a sense of belonging — identity in the sense of one's need to express oneself as an individual and belonging in the sense of needing to be a part of the group. There can be a natural tension between those two. One way to bridge that is through civilizational education and cultural activities that naturally bring people together. That is a solution.

There are many solutions that legislators can be a part of, but the first one that I mentioned is by being advocates and leaders by speaking out. That is probably the most important one.

The Chair: Thank you.

I want to take the opportunity to thank all the witnesses for being here. Your presentations were excellent, and your assistance with our study is greatly appreciated. If there is anything you feel that you missed that you would have liked to have said, you can make a written submission to us.

faut aller au-delà de cela et faire en sorte que les gestionnaires et les dirigeants aient à rendre des comptes, non seulement de la représentation de la diversité au sein de leur effectif, mais aussi de l'endroit où se situent les gens dans les hiérarchies au sein de leur organisation.

Des démarches sont faites en ce sens, puis elles sont mises de côté. Les gens ne sont pas vraiment tenus responsables de ces résultats.

Il y a de nombreuses autres solutions que nous pourrions proposer, mais je sais que nous manquons de temps. Merci d'avoir posé cette question.

La sénatrice Omidvar : Ma question s'adresse au professeur Lakhani. Monsieur Lakhani, je ne pense pas que quiconque puisse contester vos recommandations ou vos solutions, soit que le savoir, l'humilité et l'empathie combleront ce terrible fossé. Je ne peux qu'être d'accord avec vous pour dire qu'une position d'harmonisation, par opposition à une position plus individuelle, est probablement préférable à long terme.

Cependant, nous sommes des législateurs ici, et je ne crois pas que nous puissions légiférer sur l'humilité et l'empathie, même si ces qualités doivent être encouragées. Pouvez-vous nous donner une idée de votre solution? Selon vous, comment le gouvernement fédéral, en particulier, devrait-il susciter l'humilité et l'empathie?

M. Lakhani : C'est d'abord en agissant comme chef de file et en prônant cela. Deuxièmement, il faut le faire en permettant une plus grande représentation musulmane dans l'élaboration des programmes d'études. Troisièmement, il faut chercher à obtenir une représentation musulmane pour trouver des solutions, comme vous l'avez fait aujourd'hui. Ce ne sont là que quelques-unes des choses qui me viennent à l'esprit.

Il existe une tension naturelle entre l'identité et le sentiment d'appartenance — l'identité au sens du besoin de s'exprimer en tant qu'individu et l'appartenance au sens du besoin de faire partie du groupe. Il peut y avoir une tension naturelle entre les deux. Une façon de créer un lien entre les deux, c'est par l'éducation civilisationnelle et des activités culturelles qui rassemblent naturellement les gens. C'est une solution.

Il y a de nombreuses solutions auxquelles les législateurs peuvent contribuer, mais la première que j'ai mentionnée consiste à être des défenseurs et des chefs de file en matière de prise de parole. C'est probablement la plus importante.

La présidente : Merci.

Je profite de l'occasion pour remercier tous les témoins de leur présence. Vos exposés étaient excellents, et votre aide dans le cadre de notre étude est grandement appréciée. Si vous avez oublié quelque chose que vous auriez aimé dire, vous pouvez nous présenter un mémoire écrit.

Ms. Jafri, if you don't mind sharing some of those studies you have done, we would really appreciate that.

Honourable senators, I shall now introduce our second panel of witnesses. Each witness has been asked to make an opening statement of five minutes. We shall hear from all witnesses and then turn to questions from the senators.

We have Dr. Javeed Sukhera, Chief of Psychiatry, Hartford Hospital, in Hartford, Connecticut. We have Fatimah Jackson-Best, Assistant Professor, Health Research Methods, Evidence and Impact, McMaster University in Hamilton. From the Saskatoon Open Door Society, we have Ali Abukar, Chief Executive Officer.

Now I will turn to Dr. Javeed Sukhera to make his presentation. It's very nice to see you, and I'm glad to see you looking well.

Dr. Javeed Sukhera, Chief of Psychiatry, Hartford Hospital, as an individual: Thank you, Honourable Senator Ataullahjan and other members of the committee. Thank you so much for the opportunity to speak this evening to the issue of anti-Muslim prejudice. I'm a practising child and adolescent psychiatrist in the United States and Canada. I'm also a PhD scientist, and my research has explored how to address forms of bias and prejudice within health care.

I'm on the editorial advisory board of the *Canadian Medical Association Journal*, and I have been involved in cross-sectoral advocacy in education, policing and social services for many years in Canada before moving to the U.S.

Most recently, I served as the chair of the London Police Services Board. In this role, I worked extensively in training and building capacity for trauma-informed services in multiple sectors. I was serving as board chair on the evening of June 6, 2021, when our family friends, the Afzaal family, were murdered in a hate crime a few minutes from my home in London.

I'm here with you today because this issue is both personal and professional for me. It is about the simple question of whether or not I can look at my children, or any other Canadian Muslim, and tell them with confidence that they can safely go for a walk.

Madame Jafri, si vous voulez bien nous faire part de certaines des études que vous avez réalisées, nous vous en serions très reconnaissants.

Honorables sénateurs, je vais maintenant présenter notre deuxième groupe de témoins. Chaque témoin a été invité à faire une déclaration préliminaire de cinq minutes. Nous entendrons tous les témoins, puis nous passerons aux questions des sénateurs.

Nous accueillons le Dr Javeed Sukhera, chef du service de psychiatrie à l'hôpital de Hartford, au Connecticut. Nous accueillons également Fatimah Jackson-Best, professeure adjointe, Département des méthodes, des données et de l'impact de la recherche en santé, à l'Université McMaster, à Hamilton. Nous accueillons enfin Ali Abukar, directeur général de la Saskatoon Open Door Society.

Je cède maintenant la parole à M. Javeed Sukhera. Je suis très heureuse de vous voir et de constater que vous vous portez bien.

Dr Javeed Sukhera, chef du service de psychiatrie, hôpital de Hartford, à titre personnel : Je remercie la sénatrice Ataullahjan et les autres membres du comité. Merci beaucoup de me donner l'occasion d'aborder ce soir la question des préjugés antimusulmans. Je suis psychiatre et je travaille auprès des enfants et des adolescents aux États-Unis et au Canada. Je suis également titulaire d'un doctorat, et mes recherches ont porté sur la façon d'aborder les formes de biais et de préjugés dans le domaine des soins de santé.

Je siège au conseil consultatif de rédaction du *Journal de l'Association médicale canadienne* et j'ai participé à des activités de représentation intersectorielle dans les domaines de l'éducation, des services de police et des services sociaux pendant de nombreuses années au Canada avant de déménager aux États-Unis.

Plus récemment, j'ai été président de la Commission des services policiers de London. À ce titre, j'ai beaucoup travaillé à la formation et au renforcement des capacités en matière de services adaptés aux traumatismes dans de multiples secteurs. J'étais président du conseil d'administration le soir du 6 juin 2021, lorsque des amis de notre famille, des membres de la famille Afzaal, ont été assassinés dans le cadre d'un crime haineux, à quelques minutes de chez moi, à London.

Je suis ici aujourd'hui parce que cette question revêt un aspect à la fois personnel et professionnel pour moi. Je veux simplement savoir si je peux regarder mes enfants ou n'importe quel autre musulman canadien dans les yeux, et leur dire en toute confiance qu'ils peuvent se promener dans la rue en toute sécurité.

In the early days of my research career, we held up the mirror to health professionals to explore how they processed and integrated feedback about having harmful biases that can impact patient care and cost lives. They responded in ways that suggested that we are all caught up in a counterproductive cycle of blame and projection. We burn so much energy pointing our fingers at other people, other nations, other societies as being part of prejudice and discrimination, but rarely do we Canadians hold up the mirror to ourselves.

I have lived in multiple countries, and I will always call Canada home. Being a Canadian is a central part of my identity. However, I can share with you today that we have a serious problem with denialism and avoidance in Canada.

We must ask ourselves if our national ignorance and complacency make us complicit in perpetuating hateful violence.

Research on the mental health impacts of Islamophobia is clear. When children or youth experience anti-Muslim prejudice, they experience physical and psychological effects of toxic stress that adversely affect their ability to learn and thrive. Yet, most significantly, research shows that Canada and many in our mental health system deny the existence of such prejudice, which compounds and worsens the adverse effect of such prejudice on the well-being of Canadian Muslims.

Responding to Islamophobia requires moving forward with a whole-of-government approach across systems and structures. We cannot simply raise awareness; we must take action to address the structural ways in which we perpetuate state-sponsored discrimination. From Bill 21 in Quebec to the way we approach hate crime laws and regulate law enforcement, we are all part of the problem and we must take responsibility and be part of the solution.

But before we can do anything, we must begin with the simple understanding that we cannot address what we cannot name. We must look at ourselves in the mirror and ask whether our ongoing denialism bolsters the forces of white supremacy and anti-Muslim hatred or weakens it. Thank you.

The Chair: Thank you very much, Dr. Sukhera. I will now turn to Fatimah Jackson-Best.

Fatimah Jackson-Best, Assistant Professor, Health Research Methods, Evidence and Impact, McMaster University, as an individual: Good evening, everyone. My name is Fatimah Jackson-Best. I'm very honoured to be here today.

Au début de ma carrière de chercheur, nous avons demandé aux professionnels de la santé de s'interroger sur la façon dont ils traitaient et intégraient la rétroaction sur les préjugés nuisibles qui peuvent avoir une incidence sur les soins aux patients et coûter des vies. Ils ont répondu d'une façon qui laissait entendre que nous étions tous pris dans un cycle contre-productif de blâme et de projection. Nous brûlons beaucoup d'énergie à pointer du doigt d'autres peuples, d'autres nations, d'autres sociétés comme contribuant aux préjugés et à la discrimination, mais nous, Canadiens, faisons rarement notre examen de conscience.

J'ai vécu dans de nombreux pays, et je me sentirai toujours chez moi au Canada. Être Canadien est un élément central de mon identité. Cependant, je peux vous dire aujourd'hui que nous avons un grave problème de déni et d'évitement au Canada.

Nous devons nous demander si l'ignorance et la complaisance dont nous faisons preuve à l'échelle nationale nous rendent complices de la perpétuation de la violence haineuse.

Les recherches sur les répercussions de l'islamophobie sur la santé mentale sont éloquentes. Lorsque des enfants ou des jeunes sont victimes de préjugés antimusulmans, ils subissent les effets physiques et psychologiques d'un stress toxique qui nuit à leur capacité d'apprendre et de s'épanouir. Pourtant, ce qui est le plus important, c'est que les recherches montrent que le Canada et de nombreux intervenants de notre système de santé mentale nient l'existence de tels préjugés, ce qui aggrave l'effet néfaste qu'ils ont sur le bien-être des musulmans canadiens.

Pour lutter contre l'islamophobie, il faut adopter une approche pangouvernementale à l'échelle des systèmes et des structures. Nous ne pouvons pas simplement sensibiliser les gens; nous devons prendre des mesures pour nous attaquer aux structures qui permettent de perpétuer la discrimination parrainée par l'État. Qu'il s'agisse de la loi 21 au Québec ou de la façon dont nous abordons les dispositions législatives sur les crimes haineux et réglémentons l'application de la loi, nous faisons tous partie du problème et nous devons assumer nos responsabilités et contribuer à la solution.

Mais avant de pouvoir faire quoi que ce soit, nous devons commencer par comprendre simplement que nous ne pouvons pas résoudre ce que nous ne pouvons pas nommer. Nous devons nous regarder dans le miroir et nous demander si notre dénigrement perpétuel renforce ou affaiblit les forces de la suprématie blanche et de la haine antimusulmane. Merci.

La présidente : Merci beaucoup, monsieur Sukhera. Je cède maintenant la parole à Fatimah Jackson-Best.

Fatimah Jackson-Best, professeure adjointe, Département des méthodes, des données et de l'impact de la recherche en santé, Université McMaster, à titre personnel : Bonsoir à tous. Je m'appelle Fatimah Jackson-Best. Je suis très honorée d'être ici aujourd'hui.

In 2019, the Black Muslim Initiative and the Tessellate Institute launched the findings from a systematic review of published and unpublished literature about Black Muslims in Canada. The project was prompted by a growing recognition that in spite of the visibility of Black Muslims in Canada, there was no consolidation and analysis of existing research that has been done by and with these communities. Cognizant of this context, I suggested a systematic review because it can be leveraged to produce high-quality research evidence on topics that have diverse information sources. Systematic reviews are also useful for gauging research landscapes and gaps in knowledge which are important to ascertain before embarking upon a larger research study on the subject of interest.

As a Black Muslim woman who was born in Canada, I also had a vested interest in this topic and in utilizing an approach that would be both accessible and beneficial to the communities that I am a part of and would share this work with. Over the last 10 years, I have engaged in research that centres groups that I share an identity with, and Black women and Black communities in the Caribbean and Canada have been my primary focus.

However, a project about Black Muslims in Canada was perhaps one of the most personal studies that I have worked on, to date. My parents were among the first waves of Black people who converted to Islam in the 1960s and 1970s in North America and the Caribbean respectively. As a result, I was raised in a tight-knit Black Muslim community and also among non-Black Muslims from nearly every corner of the world. Immersed in both realities, I knew that Muslims are diverse and that Black Muslims are no exception. Conducting a systematic review of work about Black Muslims in Canada not only fulfilled my research interests, but it also addressed a personal investment in exploring Black Muslim trajectories in the country.

In her work entitled *On Rocks and Hard Places: A Reflection on Antiracism in Organizing Against Islamophobia*, Délice Mugabo unpacks one of the most significant findings from the systematic review: the term anti-Black Islamophobia. This term amplifies the specific types of racism and discrimination experienced by Black Muslims and individuals who are perceived to be Black and Muslim. It also describes how Black Muslims become erased from dominant narratives about Muslim identity by non-Black Muslims and non-Muslims alike.

Although they do not use the same term, other works captured in the systematic review also described similar realities. Several studies included gender alongside race and religion through focusing on Black Muslim women in activist and religio-cultural

En 2019, la Black Muslim Initiative et le Tessellate Institute ont publié les résultats d'un examen systématique des ouvrages publiés et non publiés sur les musulmans noirs au Canada. Le projet a été motivé par la reconnaissance croissante du fait que, malgré la visibilité des musulmans noirs au Canada, il n'y a pas eu de consolidation et d'analyse de la recherche existante effectuée par et avec ces communautés. Consciente de ce contexte, j'ai suggéré un examen systématique, parce qu'il peut être mis à profit pour produire des données de recherche de grande qualité sur des sujets qui ont diverses sources d'information. Les examens systématiques sont également utiles pour évaluer les horizons de la recherche et les lacunes dans les connaissances qu'il est important de vérifier avant d'entreprendre une étude plus vaste sur le sujet d'intérêt.

En tant que femme musulmane noire née au Canada, je m'intéressais également à ce sujet et à l'utilisation d'une approche qui serait à la fois accessible et avantageuse pour les communautés dont je fais partie et avec lesquelles j'avais l'intention de partager ce travail. Au cours des 10 dernières années, j'ai participé à des recherches axées sur des groupes avec lesquels je partage une identité, les femmes noires et les communautés noires des Caraïbes et du Canada étant au centre de mes préoccupations.

Ce projet sur les musulmans noirs au Canada est peut-être l'une des études les plus personnelles auxquelles j'ai travaillé jusqu'à maintenant. Mes parents faisaient partie des premières vagues de Noirs qui se sont convertis à l'islam dans les années 1960 et 1970 en Amérique du Nord et dans les Caraïbes. Par conséquent, j'ai grandi dans une communauté musulmane noire soudée, de même que parmi des musulmans non noirs de presque tous les coins du monde. Plongée dans ces deux réalités, je savais que les musulmans étaient diversifiés et que les musulmans noirs ne faisaient pas exception. La réalisation d'un examen systématique des travaux sur les musulmans noirs au Canada a non seulement répondu à mes intérêts en matière de recherche, mais aussi à un intérêt personnel dans l'exploration des trajectoires des musulmans noirs au pays.

Dans son ouvrage intitulé *On Rocks and Hard Places : A Reflection on Antiracism in Organizing Against Islamophobia*, Délice Mugabo présente l'une des conclusions les plus importantes de l'examen systématique qui a été effectué, soit le terme islamophobie dirigée contre les Noirs. Ce terme amplifie les types particuliers de racisme et de discrimination dont sont victimes les musulmans noirs et les personnes qui sont perçues comme étant noires et musulmanes. Elle décrit également comment les musulmans noirs sont effacés des récits dominants sur l'identité musulmane par les musulmans non noirs et les non-musulmans.

Bien qu'ils n'utilisent pas le même terme, d'autres ouvrages qui ont servi à l'examen systématique ont également décrit des réalités semblables. Plusieurs études ont porté sur le genre en plus de la race et de la religion, en mettant l'accent sur les

spaces, which facilitated a greater understanding of how they become marginalized within Muslim communities.

Across most of the work retrieved in the systematic review, authors discussed the nuances of being both Black and Muslim. Rarely were these identities separated from one another, which highlights their overlap and the power dynamics involved, which lends to an engaging intersectional analysis.

The ways that anti-Black Islamophobia manifests in the Canadian context is multilayered, and it typically exploits sexist and racist beliefs about Black Muslims and Black Muslim women. A poignant example can be found in the physical assaults of hijab-wearing Black Muslim women which took place in December 2020 in Alberta. Both of these incidents happened in public places, a mall and a train station, and they are just two that we know of. In fact, I can confidently wager that most Muslims know someone, likely a Muslim woman, who has been verbally or physically abused in public in this country. For many of us, that Muslim woman is our own self.

What always stands out to me about these assaults committed against Black Muslim women in Alberta is that some of the newspaper headlines failed to tell the complete story of whom the women were. One headline identified that the victim was a Muslim woman but made no mention of her being Black. The second headline mentioned she is a Black woman but no mention of her being a Muslim. To know who they are, you had to dig deeper, and thankfully social media and activists in Alberta quickly filled in the blanks.

This is one of the many ways that anti-Black Islamophobia functions. It erases parts of our identities, which disallows the development of a deeper understanding that oppression often work in collaboration with one another. These victims being Black and Muslim and women is important to highlight because all of their realities and identities make them seem as being a threat, as being less than and as being vulnerable.

These examples are a reminder that anti-Black Islamophobia and Islamophobia can be abusive and even deadly. The 2017 Quebec City mosque murders are also part of a history of violence directed toward Muslims, which is linked directly to White supremacist ideology and is deeply ingrained in Canada and growing every single day. Importantly, Islamophobia is not a new phenomenon. Black Muslims have been experiencing such violence for decades.

femmes musulmanes noires dans des espaces d'activisme et de culture religieuse, ce qui a permis une meilleure compréhension de la façon dont ces femmes deviennent marginalisées au sein des communautés musulmanes.

Dans la plupart des ouvrages consultés dans le cadre de l'examen systématique, les auteurs ont discuté des nuances liées au fait d'être à la fois noir et musulman. Il est rare que ces identités soient séparées les unes des autres, ce qui met en évidence leur chevauchement et la dynamique du pouvoir en cause et mène à une analyse intersectionnelle intéressante.

Au Canada, l'islamophobie envers les Noirs se manifeste de multiples façons, et elle exploite habituellement des croyances sexistes et racistes à l'égard des musulmans noirs et des musulmanes noires. Un exemple poignant est celui des agressions physiques de femmes musulmanes noires portant le hijab qui ont eu lieu en décembre 2020 en Alberta. Ces deux incidents se sont produits dans des lieux publics, un centre commercial et une gare ferroviaire, et ce ne sont que les deux cas dont nous avons pris connaissance. En fait, je peux parier avec confiance que la plupart des musulmans connaissent quelqu'un, probablement une musulmane, qui a été agressée verbalement ou physiquement en public dans ce pays. Pour beaucoup d'entre nous, la victime est nous-même.

Ce qui me frappe toujours au sujet de ces agressions commises contre des musulmanes noires en Alberta, c'est que certaines manchettes des journaux n'ont pas révélé l'identité complète de ces femmes. Un titre indiquait que la victime était une musulmane, mais ne mentionnait pas qu'elle était noire. La deuxième manchette mentionnait qu'elle était une femme noire, mais ne parlait pas du fait qu'elle était musulmane. Pour savoir de qui il s'agissait, il fallait aller plus loin, et heureusement, les médias sociaux et les activistes de l'Alberta ont rapidement rectifié les faits.

C'est l'une des nombreuses façons dont l'islamophobie envers les Noirs fonctionne. Elle efface des parties de nos identités, ce qui empêche le développement d'une compréhension plus profonde que l'oppression fonctionne souvent en synchronisme. Il est important de souligner que ces victimes sont des Noires, des musulmanes et des femmes, car toutes leurs réalités et leurs identités font en sorte qu'elles sont perçues comme une menace, comme inférieures et comme vulnérables.

Ces exemples nous rappellent que l'islamophobie et l'islamophobie contre les Noirs peuvent être abusives et même mortelles. Les meurtres commis à la mosquée de Québec en 2017 font également partie d'une histoire de violence dirigée contre les musulmans, qui est directement liée à l'idéologie de la suprématie blanche, laquelle est profondément enracinée au Canada et ne cesse de s'étendre chaque jour. Fait important, l'islamophobie n'est pas un phénomène nouveau. Les musulmans noirs subissent des violences de ce genre depuis des décennies.

We must be vocal and take immediate action against all forms of Islamophobia, which includes anti-Black Islamophobia, gendered Islamophobia and all of the intersections of power where Islamophobia functions.

Thank you so much for your time and your attention.

The Chair: Thank you very much. I will now turn to Ali Abukar.

Ali Abukar, Chief Executive Officer, Saskatoon Open Door Society: Thank you, Madam Chair. Greetings from the Saskatoon Open Door Society, an organization that was founded in the early 1980s to respond to the Vietnamese refugees arriving at the time.

I'm joining you today from Treaty 6 territory and the traditional homeland of the Métis. I recognize that our lives and livelihoods that sustain us flourish because of the welcoming and generosity of the original people of this land. I appreciate and feel honoured by the patience of our Indigenous neighbours and friends as we learn to take the right steps toward reconciliation.

I thank the committee for allowing me this opportunity to appear before you today and share with you my testimony on behalf of Saskatoon Open Door Society.

A little bit about me: I was born in Somalia, where I spent my early years and fled to Cairo, Egypt, as a young man, where I spent 10 years of my life before arriving in Canada as a privately sponsored refugee 11 years ago. I identify as a Black Canadian Muslim, and I lead a large immigrant-serving organization here in Saskatoon, Saskatchewan. Living in Egypt for 10 years as a refugee, with limited to no rights, I have not feared for my life the way that I do in Canada, and that is due to Islamophobia. For Canadian Muslims the fear is real. As a racialized new Canadian Muslim, there is intersectionality to my being a Muslim.

I wanted to connect this to the people we serve as an organization. A large number of the people our organization serves identify as Muslims, and they share that intersectionality with me. We have seen increasing numbers of incidents of microaggressions, hate speech, attacks and violence against Muslims in our communities. As an organization, we have been targeted by anti-immigrant and hateful poster campaigns, featuring language about "the great replacement of European Canadians," a few years back. These hateful anti-immigrant behaviours lead to hateful, violent attacks against racialized new Canadians, including Muslims, and we have seen that in Saskatoon.

Nous devons nous faire entendre et prendre des mesures immédiates contre toutes les formes d'islamophobie, y compris l'islamophobie contre les Noirs, l'islamophobie axée sur le sexe et toutes les intersections du pouvoir où l'islamophobie fonctionne.

Merci beaucoup de votre temps et de votre attention.

La présidente : Merci beaucoup. C'est maintenant au tour d'Ali Abukar.

Ali Abukar, directeur général, Saskatoon Open Door Society : Merci, madame la présidente. Je vous présente les hommages de la Saskatoon Open Door Society, un organisme qui a été fondé au début des années 1980 pour répondre aux besoins des réfugiés vietnamiens qui arrivaient à l'époque.

Je me joins à vous aujourd'hui à partir du territoire visé par le Traité n° 6 et du territoire traditionnel des Métis. Je reconnais que nos vies et les moyens de subsistance qui nous soutiennent s'épanouissent grâce à l'accueil et à la générosité des premiers habitants de ce pays. Je suis reconnaissant et honoré de la patience de nos voisins et amis autochtones, alors que nous apprenons à faire les bons pas vers la réconciliation.

Je vous remercie de me donner l'occasion de comparaître devant vous aujourd'hui et de vous faire part de mon témoignage au nom de la Saskatoon Open Door Society.

Je vais vous parler brièvement de moi. Je suis né en Somalie, où j'ai passé mes premières années, puis je suis allé au Caire, en Égypte, où j'ai vécu 10 ans, avant d'arriver au Canada en tant que réfugié parrainé par le secteur privé, il y a 11 ans. Je m'identifie comme un musulman canadien noir et je dirige une grande organisation d'aide aux immigrants ici à Saskatoon, en Saskatchewan. Ayant vécu en Égypte pendant 10 ans en tant que réfugié, avec des droits limités ou inexistants, je n'ai jamais autant craint pour ma vie qu'au Canada, et c'est à cause de l'islamophobie. Pour les musulmans canadiens, la peur est réelle. En tant que nouveau musulman canadien racisé, il y a intersectionnalité dans le fait d'être musulman.

Je veux ainsi faire le lien avec les gens que nous servons en tant qu'organisation. Un grand nombre de personnes que notre organisation sert s'identifient comme musulmanes, et elles partagent cette intersectionnalité avec moi. Nous avons été témoins d'un nombre croissant d'incidents de microagressions, de discours haineux, d'attaques et de violence contre les musulmans dans nos communautés. En tant qu'organisation, nous avons été la cible de campagnes d'affiches haineuses contre les immigrants, dans lesquelles on parlait du « grand remplacement des Canadiens d'origine européenne », il y a quelques années. Ces comportements haineux contre les immigrants mènent à des attaques haineuses et violentes contre les Néo-Canadiens racisés, y compris les musulmans, et nous l'avons vu à Saskatoon.

For example, there were attacks against two men in Saskatoon. Abu Sheikh, a Black Muslim man, was walking back from prayer in the local mosque in his traditional Muslim dress. He was near his house.

Another example was Muhammad Kashif, a Muslim man of colour, who was attacked with a knife. His body and beard were cut, and he was told to go back to where he came from, that there was no place for him in Canada.

The fear is real for our communities. Our communities are traumatized every time there's an attack on a Muslim at their home, in their neighbourhood or at their place of worship. There are times that I have to decide whether I should go to prayer at the masjid due to fear that there might be an attack. That shouldn't be the case in Canada, and I believe that more concrete actions should be taken by the whole of government and the whole of society to ensure that no Canadian fears to be who they are, worship whom they want or to pray freely.

Thank you again for allowing me to appear before you today and share my testimony.

The Chair: Thank you very much to all the witnesses for your presentations. We will proceed to questions, but before that, I would like to ask members and witnesses to please refrain from moving too close to the microphone or removing your earpiece when doing so. This will reduce feedback that would negatively impact the committee staff in the room.

Senator Jaffer: Thank you very much to all the witnesses.

I want to start with you, Dr. Sukhera. You brought up the issue of children. As a Muslim woman and now a grandmother, what often happens — for example, when the London incident happened — murder actually — the first thing my grandchildren said was, “I hope it's not a Muslim.” Any time there is something that happens in the country, there is this fear that if it's us; again we will be blamed. It is not just that; there will be consequences.

In our report, how do we address this issue of Muslim children who deal with Islamophobia on a daily basis in school, and then they are blamed for somebody's act?

Dr. Sukhera: Thank you for the opportunity to respond. I appreciate the question. It brings to mind my own young children, who played with both Yumnah Afzaal and her younger brother and had to contend with the awareness that someone like them was murdered in a hate crime.

Par exemple, deux hommes ont été attaqués à Saskatoon. C'est arrivé à Abu Sheikh, un musulman noir qui revenait de la prière dans la mosquée locale en costume musulman traditionnel et qui était presque arrivé chez lui.

Un autre exemple est celui de Muhammad Kashif, un musulman de couleur, qui a été attaqué avec un couteau. On lui a infligé des coupures, on lui a coupé la barbe et on lui a dit de retourner d'où il venait, qu'il n'y avait pas de place pour lui au Canada.

La crainte est réelle pour nos communautés. Elles sont traumatisées chaque fois qu'un musulman est attaqué chez lui, dans son quartier ou à son lieu de culte. Il y a des moments où je dois décider si je dois aller prier à la mosquée parce que je crains qu'il y ait une attaque. Cela ne devrait pas se produire au Canada, et je crois que l'ensemble du gouvernement et de la société devraient prendre des mesures plus concrètes pour s'assurer qu'aucun Canadien ne craint d'être qui il est, de vénérer qui il veut ou de prier librement.

Merci encore de m'avoir permis de comparaître devant vous aujourd'hui et de vous faire part de mon témoignage.

La présidente : Merci beaucoup à tous les témoins de leurs exposés. Nous allons passer aux questions, mais auparavant, j'aimerais demander aux membres et aux témoins de ne pas trop s'approcher du microphone ou sinon, de retirer leur oreillette. Cela réduira l'effet Larsen qui pourrait incommoder le personnel du comité dans la salle.

La sénatrice Jaffer : Merci beaucoup à tous les témoins.

J'aimerais commencer par vous, monsieur Sukhera. Vous avez soulevé la question des enfants. En tant que femme musulmane et maintenant grand-mère, il arrive souvent — par exemple, lorsque l'incident de London s'est produit — le meurtre, en fait — que la première chose que mes petits-enfants me disent, c'est : « J'espère que ce n'est pas un musulman. » Chaque fois qu'il se produit quelque chose dans le pays, nous craignons d'être blâmés. Il n'y a pas que cela; il y a des conséquences.

Dans notre rapport, comment devons-nous aborder la question des enfants musulmans qui sont quotidiennement confrontés à l'islamophobie à l'école et qui sont ensuite blâmés pour les actes commis?

Dr Sukhera : Je vous remercie de me donner l'occasion de répondre à cette question importante. Cela me fait penser à mes propres jeunes enfants, qui ont joué avec Yumnah Afzaal et son jeune frère et qui ont dû composer avec l'idée qu'une personne comme eux avait été assassinée dans le cadre d'un crime haineux.

For me, as a child psychiatrist, this is something that came home in conversations we had as a family. Reminders were consistent to my children that they are loved and they should never for a moment be afraid to be who they are.

There are ways that we could address this kind of internalized discrimination. It's certainly compounded when it comes to issues like anti-Black racism, as my colleague discussed, but I think it's addressed by the antidote of cultural authenticity. It's addressed by being explicit to Canadian Muslim children and all those from diverse communities who identify as Muslim that who they are is something they should be proud of, and that Canada is better because of them.

Sadly, even though we profess this as a virtue in our country, the tacit message that many immigrants, Muslims or racialized Canadians receive is that they should be grateful to Canada; that somehow they should have some gratitude. They are seen for their labour but not for their humanness. That happens in schools, in workplaces and it happens to people whose parents immigrated.

I believe the effects on children of internalized discrimination are well documented. It holds them back from participation, it leads to self-censorship and it leads to potential Canadians fulfilling themselves and making our country better by shrinking themselves before entering into our spaces. I believe we should create communities where people bring their full selves and breathe deeply as they step into the presence of the affirmation that they belong, just like any other Canadian.

Senator Jaffer: Dr. Sukhera, I don't think we have touched on the issue of young girls who wear the hijab and go to school, and how they get treated and sometimes assaulted.

Have you had that happen? What advice do you give?

You might want to think about this, but what recommendation could the committee make to the federal government of reaching out to young Muslim children, especially girls?

Dr. Sukhera: Part of why I love working with young people is that they challenge me to bring my most authentic self to everything I do and help me not take myself too seriously.

I would centre the voice of my colleague Dr. Jackson-Best on the issue of hijab, but, specifically, we can name what's happening. We can be explicit in ensuring that in our schools and communities, this isn't an issue that's labelled, glossed over or

Pour moi, en tant que psychiatre pour enfants, c'est un sujet que nous avons abordé dans les conversations que nous avons eues en tant que famille. Je rappelle constamment à mes enfants qu'ils sont aimés et qu'ils ne devraient jamais avoir peur d'être qui ils sont.

Il y a des façons de s'attaquer à ce genre de discrimination intériorisée. La situation est certainement plus grave lorsqu'il s'agit de questions comme le racisme contre les Noirs, comme ma collègue l'a mentionné, mais je pense que c'est réglé par l'antidote de l'authenticité culturelle. On y remédie en disant explicitement aux enfants musulmans canadiens et à tous les membres des diverses communautés qui s'identifient comme musulmans qu'ils devraient être fiers d'eux-mêmes et que le Canada est meilleur grâce à eux.

Malheureusement, même si nous professons cette vertu dans notre pays, le message tacite que reçoivent de nombreux immigrants, musulmans ou Canadiens racisés, c'est qu'ils devraient être reconnaissants envers le Canada, qu'ils devraient avoir une forme de gratitude. On les apprécie pour leur travail, mais pas comme êtres humains. Cela se produit dans les écoles et dans les milieux de travail, et cela arrive aux gens dont les parents ont immigré.

Je crois que les effets de la discrimination intériorisée sur les enfants sont bien documentés. Cela les retient de participer et cela les incite à s'autocensurer et à s'écaser avant d'entrer dans nos espaces, alors que ces Canadiens potentiels pourraient s'épanouir et rendre notre pays meilleur. Il faudrait, à mon avis, créer des collectivités où les gens s'épanouissent et peuvent affirmer sans retenue leur appartenance, comme tous les autres Canadiens.

La sénatrice Jaffer : Docteur Sukhera, je ne pense pas que nous ayons abordé la question des jeunes filles qui portent le hidjab à l'école et la façon dont elles sont traitées et parfois agressées.

Est-ce que cela se produit? Quels conseils donneriez-vous?

Vous voudrez peut-être prendre le temps d'y réfléchir, mais pourriez-vous nous dire ce que le comité pourrait recommander au gouvernement fédéral pour atteindre les jeunes enfants musulmans, surtout les filles?

Dr Sukhera : L'une des raisons pour lesquelles j'aime travailler avec les jeunes est qu'ils me mettent au défi d'être le plus authentique possible dans tout ce que je fais et de ne pas me prendre trop au sérieux.

Ma collègue, Mme Jackson-Best, serait mieux placée pour parler du hidjab, mais je peux vous parler de ce qui se passe. On peut prendre des mesures explicites pour que cet enjeu ne soit pas stigmatisé, escamoté ou politisé dans nos écoles et nos

politicized. We can't politicize compassion. Sadly, that's what's taking place in municipal elections across Ontario today.

I have worked with young people who have experienced hateful crimes, but I have most often worked with young people who have lived in fear. The community in London, Ontario, lived and continues to live in fear. When you're in fear, that sensitizes you to perceive everything that happens — it still sensitizes me to perceive something like a black pickup truck or a revved engine — as something that's harmful.

Again, through schools, communities and supports, it's about reaffirming that identity but also inviting young people to the table. I can't pretend to know the solutions, but centring the voices of young people by having them participate in policy development through consultation is the best way to go.

Senator Jaffer: I will go on a second round.

Senator Ravalia: Thank you to our witnesses. My question is for Dr. Sukhera as well.

With respect to the Islamophobia question, I'd appreciate your impressions on the fear or perception that Muslim physicians and trainees face from the admissions, clinical and training perspectives. What have your own experiences been in those regards?

I'd like to preface that with my own experience as a rural family physician in Newfoundland and Labrador where, in fact, Islamophobia was never an issue that came up in my practice. At times, I felt guilty, because, if anything, as a practising doctor in a small community where the needs were great, I was often placed on a pedestal of respect.

So I'd just be curious to know what your impressions have been in this regard.

Dr. Sukhera: Thank you for the opportunity. As a Muslim psychiatrist, both open and vocal, I would say I've worked and practised in many different places, including Israel, the United States and Canada. Nowhere did I experience the amount of racism and discrimination more than Canada. I believe that there are myths around meritocracy that lead people to believe that working hard makes them immune. In the Canadian academic spaces I inhabited, both as an MD and PhD, there were consistent experiences of macro- and microaggressions, particularly toward racialized Muslims, especially visible Muslims. Both I and many of my colleagues experienced comments about us being potential terrorists or terrorist sympathizers.

collectivités. On ne peut pas politiser la compassion. Malheureusement, c'est ce qui se passe dans les élections municipales en Ontario aujourd'hui.

J'ai travaillé avec des jeunes qui ont été témoins de crimes haineux, mais j'ai surtout travaillé avec des jeunes qui ont vécu dans la peur. À London, en Ontario, ils ont vécu et continuent de vivre dans la peur. Quand on vit dans la peur, on devient sensible à tout ce qui se passe — encore aujourd'hui, une camionnette noire ou un moteur qui accélère me donnent l'impression de quelque chose de néfaste va se produire.

Il s'agit, grâce aux écoles, aux collectivités et aux mesures de soutien, de réaffirmer cette identité, mais aussi d'inviter les jeunes à participer. Je ne peux pas prétendre connaître les solutions, mais il me semble que la meilleure façon de procéder consiste à faire entendre la voix des jeunes en les faisant participer à l'élaboration des politiques.

La sénatrice Jaffer : Je vous reviendrai au second tour.

Le sénateur Ravalia : Merci aux témoins. Ma question s'adresse également au Dr Sukhera.

Parlons de l'islamophobie : j'aimerais savoir ce que vous pensez de la peur ou de l'image des médecins et des stagiaires musulmans à l'admission, en clinique et dans la formation. Quelles ont été vos propres expériences?

Je vais commencer par parler de ma propre expérience comme médecin de famille en milieu rural, à Terre-Neuve-et-Labrador, où l'islamophobie n'a jamais été un problème dans ma pratique. Il m'est arrivé de me sentir mal à l'aise, parce que, exerçant dans une petite collectivité où les besoins étaient grands, j'étais très respecté et souvent placé sur un piédestal.

J'aimerais donc avoir vos impressions.

Dr Sukhera : Merci de cette offre. Je suis psychiatre musulman, à la fois ouvert et expressif, et j'ai travaillé et exercé dans de nombreux endroits, notamment en Israël, aux États-Unis et au Canada. Je n'ai jamais subi autant de racisme et de discrimination qu'au Canada. Je crois que le principe de la méritocratie, qui fait croire aux gens qu'un travail acharné les protégera, est un mythe. Dans les milieux universitaires canadiens que j'ai fréquentés, comme médecin et comme titulaire d'un doctorat, les macroagressions et les microagressions sont systématiques, en particulier à l'égard des musulmans racisés, surtout les musulmans visibles. Beaucoup de mes collègues et moi-même nous sommes fait dire que nous étions des terroristes potentiels ou des sympathisants du terrorisme.

In Ontario, someone who is a current minister raised the suggestion that foreign physicians should be potentially surveilled because they pose a threat to Canadian society. That has been my personal experience, but I've also worked with many Muslim physicians in southwestern Ontario who have experienced similar dynamics of exclusion in the workplace and similar concerns or questions about their loyalty to Canada versus their ability to be freely who they are.

Senator Ravalia: Thank you very much for those comments. They are quite disconcerting.

To follow up with your own experiences as a Muslim MD in the U.S. currently, have you been met with any overt or microaggressive Islamophobia?

Dr. Sukhera: I have not. I think the biggest distinction is that in the organization in which I work in the United States, there is a willingness to name the problem — for example, things like anti-Black racism — whereas in the Canadian academic and medicine contexts, the word “racism” wasn't a word that could be comfortably uttered before 2020. In fact, those who spoke up and spoke out about racism tended to be marginalized or labelled as disruptive or rocking the boat or not being polite enough.

In the specific geographic jurisdiction in which I practise right now in the United States, I think there is more of a willingness to name the problem and speak up about these issues.

Senator Ravalia: Thank you.

Senator Omidvar: Thank you to our witnesses for joining us today.

My first question is to Dr. Sukhera. I want to dig a little deeper on bullying in schools that Muslim boys and girls experience. I wonder if you can comment on the role that social media plays in this context, especially given the fact that the Senate, sometime in the next year, will receive a bill from the House of Commons around social media and hate. I wonder if you can help us in that context.

Dr. Sukhera: Certainly we have seen the unfettered proliferation of hate due to a lack of accountability for many social media platforms. That is an issue that legislators in the United States are also contending with. There are common sense, evidence-based ways to hold such companies better accountable.

In terms of what happens at the ground level for young people, again, I have to speak with humility because I live and exist in a different digital sphere than, for example, many of the young people I work with, my own children included.

What we do know from the evidence and from literature is that messages are transmitted now in ways that proliferate beyond anything we've ever seen or experienced. The way that has

En Ontario, un ministre actuellement en fonction a laissé entendre que les médecins étrangers devraient être surveillés parce qu'ils représentent une menace pour la société canadienne. C'est mon expérience personnelle, mais j'ai aussi travaillé avec de nombreux médecins musulmans du Sud-Ouest de l'Ontario qui ont connu une dynamique d'exclusion semblable en milieu de travail et des soupçons ou des questions semblables au sujet de leur loyauté envers le Canada par opposition à leur aptitude à être librement qui ils sont.

Le sénateur Ravalia : Merci beaucoup de ce témoignage. Il est très déconcertant.

Comme médecin musulman actuellement en exercice aux États-Unis, avez-vous été confronté ouvertement ou indirectement à de l'islamophobie?

Dr Sukhera : Non. Ce qui distingue le plus l'organisation où je travaille aux États-Unis, c'est sa volonté de nommer le problème — par exemple, le racisme contre les Noirs —, alors que, dans le contexte universitaire et médical canadien, on ne pouvait pas facilement prononcer le mot « racisme » avant 2020. En fait, ceux qui parlaient de racisme avaient tendance à être marginalisés ou accusés de déranger, de jouer les trouble-fête ou de manquer de courtoisie.

Dans la région où j'exerce actuellement aux États-Unis, on est plus enclin à nommer le problème et à parler ouvertement de ces questions.

Le sénateur Ravalia : Merci.

La sénatrice Omidvar : Merci aux témoins d'être venus nous voir aujourd'hui.

Ma première question s'adresse au Dr Sukhera. J'aimerais approfondir un peu la question de l'intimidation dont les garçons et les filles de confession musulmane sont victimes à l'école. Pourriez-vous nous parler du rôle des médias sociaux dans ce contexte, d'autant que le Sénat recevra, au cours de la prochaine année, un projet de loi de la Chambre des communes sur les médias sociaux et la haine. Pourriez-vous nous aider à cet égard?

Dr Sukhera : Nous avons effectivement été témoins d'une propagation débridée de la haine en raison du manque d'imputabilité de nombreuses plateformes de médias sociaux. C'est un enjeu auquel les législateurs américains sont également confrontés. Il existe des façons simples et étayées par des données probantes de responsabiliser ces entreprises.

Sur le terrain, pour ce qui est des jeunes, je dois parler avec humilité parce que je vis et évolue dans une sphère numérique différente de celle, par exemple, de beaucoup des jeunes avec qui je travaille, et cela inclut mes propres enfants.

Nous savons, grâce aux données probantes et à la recherche, que les messages sont désormais transmis de telle sorte qu'ils se propagent au-delà de tout ce que nous avons vu ou vécu

changed the dynamics is that a generation ago, if a child experienced identity-based bullying — which happened and continues to happen — they could go to another school and find a fresh start. However, that's simply not the case anymore, where kids find that such bullying and messages, the permanence of it, follows them wherever they go. It leads to a profound amount of mental distress and it compounds the effect of existing mental health difficulties, challenges and trauma — particularly racial and identity-based trauma — that young people experience.

Work is going on to better educate young people about the toxic effects of online spaces — bullying, lobbying and other such forces — but certainly that doesn't get to the root of the problem, which is that hateful messages are permitted and allowed to continue to proliferate and foment violence. The other aspect of this is that there is an intentional narrative that demonizes Muslim Canadians, which continues to proliferate through social media without accountability.

Senator Omidvar: My question is for Ms. Jackson-Best. I am intrigued, Ms. Jackson-Best, to find out from you whether our federal government collects data on Muslims who are Black. If no, then how do you get your data and what pointers can you give to the federal government in looking for this type of disaggregated data?

Ms. Jackson-Best: It's a great question. Based on what I understand and know, our census collects information about religion and obviously collects information about race. That information can be collected and aggregated to indicate how many people may be Black and Muslim. However, it takes statisticians — and, more specifically, people who know how to analyze census data — to get that information. When we were doing the research project about Black Muslims in Canada, we had to contract out to a statistician who had specific experience with census data to indicate how much of the Muslim population was actually Black and Muslim.

It would be a great opportunity and idea for our federal government to be collecting this data so that it's more accessible and we can put our hands on it more easily. At the same time, we also know that the census itself is not always taken up by communities of colour, for fear of surveillance and safety. It won't always capture the accurate numbers.

It will be important for our federal and provincial governments to work with scholars, researchers, professors, et cetera, like Jasmin Zine at Wilfrid Laurier University, who has The Canada Islamophobia Industry Research Project to guide our governments toward better data collection. Better collection of race-based data collection is incredibly important. We don't see enough of that. This has been an area of contention since I was a

jusqu'ici. La dynamique a changé. Il y a une génération, si un enfant était victime d'intimidation en raison de son identité — ce qui arrivait et continue d'arriver —, il pouvait aller dans une autre école et prendre un nouveau départ. Mais ce n'est plus vrai aujourd'hui, puisque les enfants constatent que les manœuvres et les messages d'intimidation sont permanents et les suivent partout où ils vont. Cela provoque une profonde détresse mentale et aggrave l'effet des problèmes de santé mentale, des difficultés et des traumatismes préexistants des jeunes — notamment les traumatismes raciaux et identitaires.

Des mesures ont été prises pour mieux sensibiliser les jeunes aux effets toxiques des espaces en ligne — qu'il s'agisse d'intimidation, de lobbying ou d'autres forces à l'œuvre —, mais elles ne vont pas à la racine du problème, à savoir que les messages haineux peuvent continuer de proliférer et de fomenter la violence. Il y a, par ailleurs, un discours intentionnel qui diabolise les Canadiens musulmans et qui continue de se propager dans les médias sociaux sans que personne soit imputable.

La sénatrice Omidvar : Ma question s'adresse à Mme Jackson-Best. Madame, je suis curieuse de savoir si le gouvernement fédéral recueille des données sur les musulmans noirs. Dans la négative, comment obtenez-vous vos données et quels conseils pourriez-vous donner au gouvernement fédéral pour obtenir ce type de données désagrégées?

Mme Jackson-Best : Excellente question. À ce que je sache, notre recensement recueille des renseignements sur la religion et, évidemment, sur la race. Ces renseignements peuvent être recueillis et regroupés pour calculer le nombre éventuel de musulmans noirs. Il y faut cependant des statisticiens — et plus précisément des gens qui savent analyser les données du recensement. Dans le cadre de notre projet de recherche sur les musulmans noirs au Canada, nous avons dû faire appel à un statisticien qui avait une expérience spécifique des données du recensement pour déterminer quelle proportion de la population musulmane était noire.

C'est une excellente idée, et ce serait une excellente occasion pour notre gouvernement fédéral de recueillir ces données pour qu'elles soient plus accessibles et que nous puissions les consulter plus facilement. Par ailleurs, on sait aussi que les membres des communautés de couleur ne répondent pas toujours aux questions du recensement par crainte de la surveillance et pour des raisons de sécurité. Le recensement ne permet pas toujours de saisir des chiffres exacts.

Il sera important que les gouvernements fédéral et provinciaux collaborent avec des universitaires, des chercheurs, des professeurs, et cetera, comme Jasmin Zine à l'Université Wilfrid Laurier, qui a lancé le Canadian Islamophobia Industry Research Project pour aider nos gouvernements à mieux recueillir des données. Il est extrêmement important de mieux recueillir des données en fonction de la race. Il n'y en a pas assez. C'est un

grad student and it has followed me throughout my career in terms of trying to fill those gaps.

[Translation]

Senator Gerba: Thank you to all our witnesses. Dr. Sukhera, you said that Canadians and Canadian society are responsible for the scope of this phenomenon. Can you explain what you mean by “responsible for this phenomenon”?

The testimony we have heard thus far indicates that Islamophobia is a type of oppression that affects mental health. In your opinion, are medical and health personnel currently equipped to deal with this problem?

[English]

Dr. Sukhera: Thank you for the question. I would say that we — and I would include myself in that — as Canadians have perpetuated a sense of denialism and projection when it comes to issues such as anti-Muslim prejudice and anti-Black racism. That denialism is founded on the idea that because we have neighbours to the south where we see this as a problem, that somehow that isn't us. What I found in my research is that it leads to a kind of defensiveness, fragility and difficulty in accepting how we are all part of the problem. It leads to a sense that accepting that we may unintentionally perpetuate discrimination makes us have to question our very identity as Canadians. I think that makes it deeper, more challenging and more intractable to address.

To the second part of your question in terms of the health care system, when I treat people who have experienced trauma, you can't advance that healing when the trauma is still being perpetuated or when we don't call it out or name the harm that someone is experiencing.

I think that's a problem in our health care system as well. We know that there are people dying of discrimination in Canadian hospitals every single day. We also know that our systems are stretched beyond belief in terms of capacity. There's literature that shows that a higher degree of burnout leads to higher degrees of bias and discrimination. We also know that speaking up and calling out discriminatory behaviour of all kinds in our health care system is difficult to do for certain communities where there are already experiences of mistrust, fear and medical trauma — leading many of those voices to feel they don't have a place to go. We can do something by making sure that we in health care have better ways to report and protect people who report incidents or experiences of discrimination.

sujet de discorde depuis l'époque de mes études supérieures, et cela m'a suivi tout au long de ma carrière dans le cadre des efforts pour combler ces lacunes.

[Français]

La sénatrice Gerba : Merci à tous nos témoins. Docteur Sukhera, vous avez mentionné que les Canadiens et la société canadienne sont responsables de l'ampleur de ce phénomène. Pouvez-vous nous en dire plus sur ce que vous entendez par « responsables de ce phénomène »?

Dans les témoignages que nous avons entendus jusqu'à présent, on constate que l'islamophobie est une forme d'oppression qui a des conséquences sur la santé mentale. À votre avis, le corps médical et sanitaire actuel est-il outillé pour faire face à ce phénomène?

[Traduction]

Dr Sukhera : Merci de la question. Je dirais que nous Canadiens — car je m'y inclus — avons perpétué des attitudes de déni et de projection s'agissant d'enjeux comme les préjugés antimusulmans et le racisme envers les Noirs. Ce déni est fondé sur l'idée que, parce que nos voisins du Sud ont ce problème, nous ne sommes pas en cause. J'ai constaté dans le cadre de mes recherches que cela mène à une attitude défensive, un sentiment de fragilité et une difficulté à accepter que nous faisons tous partie du problème. On a l'impression que le fait d'accepter que nous perpétuons involontairement la discrimination nous obligerait à remettre en question notre identité de Canadiens. Cela rend la situation plus complexe, plus difficile et plus inextricable.

Pour répondre à la deuxième partie de votre question concernant le système de soins de santé, quand on traite des gens qui ont subi un traumatisme, on ne peut pas faire avancer la guérison si le traumatisme se perpétue ou si on ne le dénonce pas ou qu'on ne nomme pas les torts que quelqu'un est en train de subir.

C'est aussi un problème dans notre système de soins de santé. On sait que, tous les jours, des gens meurent en raison de la discrimination dans les hôpitaux canadiens. On sait aussi que la capacité de nos systèmes est étirée au-delà de leurs limites. Des études attestent que plus il y a d'épuisement professionnel, plus les préjugés et la discrimination se manifestent. On sait par ailleurs qu'il est difficile de dénoncer les divers comportements discriminatoires dans notre système de soins de santé concernant certaines collectivités où règnent la méfiance, la peur et le traumatisme médical et dont beaucoup de membres ont finalement l'impression qu'ils n'ont nulle part où aller. On peut faire quelque chose en veillant à ce que le système de soins de santé dispose de meilleurs moyens de signaler les incidents et de protéger les personnes qui signalent des incidents ou des expériences de discrimination.

[Translation]

Senator Gerba: Do you have any recommendations to make to us as lawmakers? What specifically can we do to address this problem?

[English]

Dr. Sukhera: I have a lot of respect for all of you, and you are bringing so much to public service. I can't tell you how important it is for you to not just enact this kind of awareness and structural change through legislation and policy but also through your platforms and your voices. I do think that specific attention to issues of medical mistrust and also mistrust of law enforcement, which is also something I was directly exposed to, is important. There are ways at both the federal and provincial levels to support and foster safe, trauma-informed training and reporting mechanisms that allow communities who experience disenfranchisement, harm or mistrust to feel safe and protected by their government when they are reporting and speaking up about issues.

The Chair: Dr. Jackson-Best, would you like to respond to that too?

Ms. Jackson-Best: I think that Dr. Sukhera gives a really wonderful and fulsome analysis. I really appreciate that. I would say that this was a question that brought me to this event today.

I've been privy to and invited to numerous events, roundtables, ministerial tables, provincial tables and now federal tables to discuss Islamophobia, and I consistently leave the room with the same question I enter the room with, unfortunately: What will be done? There are so many recommendations from Muslim communities, so many shouts and yells and pleas to repeal at the provincial level, for example, Bill 21 in Quebec. This is a completely Islamophobic bill. It negatively impacts predominantly Muslim women who wear the hijab. To provide recommendations to people who have power when the answers about what needs to be done to criminalize Islamophobia further and to ensure that hate speech is expanded to include Islamophobia is coming from our communities so loudly — a lot of the answers are being screamed from our communities. I would just continue to tap into the recommendations that already exist from the National Council of Canadian Muslims, or NCCM, the Canadian Council of Muslim Women, or CCMW, the Black Muslim Initiative, researchers and academics who are doing this important work. The answers are there, and the community is very clear about what we need. We need action. Of course, I appreciate this opportunity to speak with you all and to engage with my colleagues who are on this Zoom call and with all of the people in the room.

[Français]

La sénatrice Gerba : Avez-vous des recommandations à offrir aux législateurs que nous sommes? Que peut-on faire, concrètement, pour contrer ce phénomène?

[Traduction]

Dr Sukhera : J'ai beaucoup de respect pour vous tous, et vous apportez beaucoup à la fonction publique. Je ne peux pas vous dire à quel point il est important que vous preniez ce genre de mesures de sensibilisation et concrétisiez ce genre de changement structurel non seulement au moyen de lois et de politiques, mais aussi par le biais de vos plateformes et de vos déclarations. Il faut, me semble-t-il, accorder une attention particulière à la méfiance des gens à l'égard de la médecine et de l'application de la loi, à quoi j'ai aussi été directement exposé. Il existe des moyens, au niveau fédéral aussi bien que provincial, d'appuyer et de favoriser des mécanismes de formation tenant compte des traumatismes et des mécanismes de signalement permettant aux collectivités qui sont privées de leurs droits, qui subissent des torts ou qui ont perdu confiance, de se sentir protégés par leur gouvernement lorsqu'elles dénoncent des problèmes et en parlent.

La présidente : Madame Jackson-Best, aimeriez-vous répondre également?

Mme Jackson-Best : Je pense que le Dr Sukhera a fait une analyse vraiment excellente et exhaustive. Je lui en suis très reconnaissante. C'est un enjeu qui m'a amenée à venir témoigner aujourd'hui.

J'ai assisté et été invitée à de nombreux événements, tables rondes, réunions ministérielles, séances de travail provinciales et maintenant des séances de travail fédérales pour discuter de l'islamophobie, et, à chaque fois, je quitte les lieux en me posant malheureusement la même question qu'à mon arrivée : qu'allons-nous faire? Il y a tant de mesures proposées par les communautés musulmanes, tant de cris, de revendications et de supplications pour abroger, par exemple, la loi 21 au Québec. C'est un projet de loi totalement islamophobe. Il a surtout une incidence négative sur les femmes musulmanes qui portent le hidjab. Peut-on recommander des mesures aux gens au pouvoir quand ce qu'il faut faire pour criminaliser encore plus l'islamophobie et veiller à ce que la notion de discours haineux soit élargie pour inclure l'islamophobie est clamé haut et fort par nos collectivités? Nos collectivités s'époumonent à nous donner des réponses. Je m'en tiendrais aux recommandations déjà formulées par le CCMC, le Conseil national des musulmans canadiens, le CCFM, le Conseil canadien des femmes musulmanes, la Black Muslim Initiative, et les chercheurs et universitaires qui font ce travail important. Les réponses sont là, et nous savons tous très bien ce dont nous avons besoin. Maintenant, il faut agir. Je suis évidemment heureuse de pouvoir m'entretenir avec vous tous et de discuter avec mes collègues qui

We desperately need action because we're seeing Islamophobia grow to be more and more deadly. The time, really, is now. I went a little bit off topic there, but I want to amplify and agree with Dr. Sukhera and also ensure that we are using these opportunities to tap back into the communities and see what recommendations and solutions have been put on the table.

The Chair: Thank you. You didn't go off topic. We're learning too. This study was started in June, and I was driven to suggest this study when I was heard that the greatest number of Muslims killed in a G7 country was in Canada. A lot of people are shocked when we talk about that. We are learning.

The way the Senate works is we take our time with our studies, and at the end of the study, we will make recommendations to the government, and the government will have to respond. So if there is anything you feel should be in the recommendations, you're free to write to us even after the testimony is over. We will look at everything.

Mr. Abukar, I will turn to you. What do you hope from the politicians who sit in these corridors where legislation is enacted?

Mr. Abukar: Thank you, Madam Chair. I will add to what my colleagues said, and I would say — and I do have respect for the committee and for the Senate to do this study — that enough has already been done about this, and it has been clearly raised. This is an issue, and we need to see some actions. I think the recommendations that were already put forward are the things we would like to see happen.

I'm not an academic, so I was bringing things as a practitioner and as someone who works in the field and sees people there. One of the things we always hear — and I can also relate to it as a Black, Muslim person here in Saskatchewan — is that a lot of awareness-raising needs to happen in the community at a grassroots level. I think the government can play a role in terms of putting funding forward for organizations to do the work of addressing the issues within our communities starting with the schools and workplaces and creating a welcoming and inclusive society where all of us can thrive as people — as Canadians.

The Chair: Thank you very much.

Senator Arnot: Thank you, witnesses. I usually talk about education as a solution, and I feel it is. In this case, however, I'm directing my question to Mr. Abukar and the other witnesses. I have two questions, principally. I think Canadians might be

participent par Zoom et avec toutes les personnes présentes dans la salle.

Nous avons désespérément besoin de mesures concrètes, parce que nous voyons l'islamophobie se faire de plus en plus meurtrière. C'est vraiment maintenant qu'il faut agir. Je me suis un peu écartée du sujet, mais je tiens à souligner que je suis d'accord avec le Dr Sukhera et je veux m'assurer que nous profitons de ces occasions pour nous inspirer de ce que nous disent nos collectivités et voir ce qu'elles proposent comme recommandations et solutions.

La présidente : Merci. Vous ne vous êtes pas écartée du sujet. Nous sommes nous aussi en apprentissage. Cette étude a commencé en juin, et j'ai suggéré cette étude quand on m'a dit que, parmi les pays du G7, c'est au Canada qu'on dénombre le plus de musulmans assassinés. Beaucoup de gens sont choqués quand on leur dit cela. Nous sommes en train d'apprendre.

Voici comment fonctionne le Sénat : nous prenons notre temps quand nous faisons une étude, puis, à la fin du processus, nous recommandons des mesures au gouvernement, après quoi le gouvernement doit répondre à nos recommandations. S'il y a quelque chose qui, selon vous, devrait figurer dans nos recommandations, vous avez tout loisir de nous écrire même après la fin des témoignages. Nous examinerons tout.

Monsieur Abukar, je m'adresse à vous. Qu'espérez-vous des responsables politiques qui siègent là où les lois sont adoptées?

M. Abukar : Merci, madame la présidente. J'ajouterais à ce que mes collègues ont dit que j'ai, moi aussi, du respect pour le comité et pour le Sénat du fait qu'ils ont entrepris cette étude, mais qu'on en a déjà fait assez à ce sujet et que la question est clairement circonscrite. C'est un problème, et il faut que des mesures soient prises. À mon avis, les recommandations qui ont déjà été formulées sont celles que nous aimerions voir se concrétiser.

Je ne suis pas un universitaire et je témoigne comme praticien qui travaille sur le terrain et qui observe les gens. On dit toujours — et je peux le comprendre comme musulman noir vivant ici en Saskatchewan — qu'il faut faire beaucoup de sensibilisation populaire. Le gouvernement pourrait jouer un rôle en offrant du financement aux organisations pour qu'elles s'attaquent aux problèmes dans nos collectivités, en commençant par les écoles et les milieux de travail, et en créant une société accueillante et inclusive où nous pouvons tous nous épanouir comme Canadiens.

La présidente : Merci beaucoup.

Le sénateur Arnot : Merci aux témoins. J'ai l'habitude de considérer l'éducation comme une solution, et j'estime que c'est le cas ici. Mais je vais m'adresser à M. Abukar et aux autres témoins. J'ai deux questions principales. Les Canadiens seront

shocked to know that, Mr. Abukar, you were a refugee from Somalia, went to Egypt for 11 years, have come to Canada and been here for a decade or so and you feel the most unsafe in Canada. I have no doubt that is an accurate assessment of your situation.

We talk about Canada being a multicultural, multitheist and multiethnic country, yet in my opinion, we have failed to invest in sustaining, growing and creating an understanding of those principles. Your evidence corroborates that. You must have a lot of experience, Mr. Abukar, with newcomers coming to Canada and believing that with our constitution this would be a place of harmony and safety. But sadly, it seems that the reality in the communities is quite the opposite. I'm wondering if you have any further comments to amplify some of that.

My second question is to all the witnesses, but particularly to Mr. Abukar. We talk about reporting these incidents to authorities — the police. Do you have confidence that police services will actually take these incidents seriously enough and bring them to prosecution in the courts? I'm especially thinking of the incident that you mentioned, Mr. Abukar, about attempted murder in Saskatoon, in which no charges have been laid.

Mr. Abukar: Thank you, Senator Arnot. Thank you for those important questions. Yes, I do like to amplify the feeling of individuals like me who come to Canada and who see it as a place of multiculturalism, inclusion and welcome, and then when they get here, they see the experiences of minority groups, including Muslims, and what they face. This is the second time I'm hearing that Canada leads the way in terms of the number of murders due to Islamophobia in the G7, and that is quite surprising and shocking, unfortunately. It is something that people who come to Canada can compare to where they come from. Before people move here, they think that when they move to Canada they will enjoy those rights, but then the reality is different. I hope as a country we can make a difference and change that perspective for the Canadian residents and citizens who are represented in these communities.

About the second question. No, there is no trust in law enforcement, whether in the reporting or the prosecution. We haven't seen anything. What happens most of the time is that there are no resources. A lot of these law enforcement bodies don't have the capacity to respond to or take those reports, and people don't feel confident that something will be done to respond. There is also a lack of trust within law enforcement, and more work needs to be done to improve the trust for racialized and Muslim communities in law enforcement.

peut-être surpris d'apprendre, monsieur Abukar, que vous avez été un réfugié de la Somalie, que vous avez vécu en Égypte pendant 11 ans, que vous êtes au Canada depuis une dizaine d'années et que c'est ici que vous vous sentez le moins en sécurité. Je suis convaincu que c'est une évaluation exacte de votre situation.

On dit que le Canada est un pays multiculturel, multiconfessionnel et multiethnique, et, pourtant, j'estime que nous n'avons pas investi suffisamment pour soutenir, développer, concrétiser et faire comprendre ces principes. Votre témoignage le corrobore, monsieur Abukar. Vous avez probablement vu beaucoup de nouveaux arrivants convaincus que, grâce à sa Constitution, le Canada serait pour eux un lieu d'harmonie et de sécurité. Malheureusement, il semble que la réalité sur le terrain soit exactement le contraire. Auriez-vous d'autres commentaires à faire à ce sujet?

Ma deuxième question s'adresse à tous les témoins, mais surtout à M. Abukar. Parlons du signalement de ces incidents aux autorités — à la police. D'après vous, est-ce que les services de police prendront ces incidents suffisamment au sérieux et traduiront les coupables en justice? Je pense notamment à l'incident dont vous avez parlé, monsieur Abukar, la tentative de meurtre à Saskatoon, qui n'a eu aucune suite judiciaire.

M. Abukar : Merci, sénateur Arnot. Merci de soulever ces questions importantes. Oui, je tiens effectivement à souligner le sentiment des gens comme moi qui voient le Canada comme un lieu de multiculturalisme, d'inclusion et d'accueil et qui, à leur arrivée, constatent ce que vivent les groupes minoritaires, dont les musulmans, et ce qu'ils affrontent. C'est la deuxième fois que j'entends dire que c'est au Canada, parmi les pays du G7, qu'est enregistré le plus grand nombre de meurtres attribuables à l'islamophobie, ce qui est très surprenant et choquant. C'est un élément de comparaison avec leur pays d'origine pour les gens qui viennent au Canada. Avant leur arrivée ici, ceux qui envisagent de s'installer au Canada pensent qu'ils jouiront de ces droits, mais la réalité est différente. J'espère que notre pays saura changer ce sentiment pour les résidents et pour les citoyens canadiens qui sont représentés dans ces collectivités.

À la deuxième question, je répondrai que non, les organismes d'application de la loi n'inspirent pas confiance, qu'il s'agisse des signalements ou des poursuites. Nous n'avons rien vu de concret. La plupart du temps, il n'y a pas de ressources. Beaucoup de ces organismes n'ont pas les moyens de réagir à ces signalements ou de les enregistrer, et les gens ne croient pas que des mesures seront prises pour y donner suite. Il y a aussi un manque de confiance au sein des forces de l'ordre, et il y a encore du travail à faire pour améliorer la confiance des agents d'application de la loi envers les communautés racisées et musulmanes.

The work that education can do is one thing that is happening in Saskatchewan, especially in the schools, but there is more that needs to be done, because we see the actions of people targeting people who are visibly Muslim or racialized and who have the intersectionalities of being Muslim, immigrant and racialized. We need to do better to work on that.

I would like to see the actions taken as the whole government, from all government levels, including municipalities and provincial governments as well as the federal government. Thank you for the questions.

Ms. Jackson-Best: I think Mr. Abukar definitely mirrors a lot of the sentiments, at least for Black Muslim communities. There is a very tense relationship that exists, not just between Black Muslim communities but Black communities and the police system — the entire judicial system. We know that carding exists and has existed, and we know that disproportionate sentencing has existed and exists for Black communities, which sees us further criminalized and surveilled.

I don't think the solution is necessarily to pump more money into the police. I live in Toronto, and the police services board is quite well funded. There needs to be a further shift toward community-based policing. There needs to be a further shift toward accountability among police officers, because we also know that, within policing and the judicial system, Islamophobia exists. The very people we believe are going to serve, protect and properly sentence people in the community may hold Islamophobic beliefs themselves.

So there's a deep lack of trust that exists within Black communities and Black Muslim communities, and that needs to be addressed first before any kind of further funding or next steps happen. We need to get to the root of the issue, and that's the systemic anti-Blackness that exists inside of police forces.

It really cannot be one without the other; we really need full transformational change.

Dr. Sukhera: I agree with both of my colleagues. In my experience, having worked directly with law enforcement in London, in that jurisdiction, I was gaining some constructive ways to be better. I agree with both my colleagues that there are deeply rooted systemic challenges.

I also agree that I'm hopeful that things can be better. There are a lot of communities that are ready and willing to be part of constructive change. Sadly, there is a lot of vitriol and back-and-forth that takes place because policing is an institution that traditionally is quite threatened when communities raise their voices. I experienced that backlash directly as a racialized Muslim who was involved as a police leader. I know that every time I walked into the headquarters, even though I signed the

Le travail d'éducation se fait en Saskatchewan, surtout dans les écoles, mais il faut en faire plus, parce qu'on voit agir ceux qui visent des personnes visiblement musulmanes ou racisées et qui sont à la fois musulmanes, immigrantes et racisées. Nous devons faire mieux à cet égard.

J'aimerais que des mesures soient prises par l'ensemble du gouvernement, par tous les paliers de gouvernement, c'est-à-dire les administrations municipales, les gouvernements provinciaux et le gouvernement fédéral. Je vous remercie de vos questions.

Mme Jackson-Best : Je pense que M. Abukar rend manifestement compte de beaucoup de sentiments partagés à tout le moins par les communautés musulmanes noires. Les relations sont très tendues, non seulement entre les communautés musulmanes noires, mais aussi les communautés noires, et le système de police — et tout le système judiciaire. Le contrôle d'identité a toujours existé, et nous savons que des peines disproportionnées ont toujours été appliquées aux membres des communautés noires, de sorte que nous sommes encore plus criminalisés et surveillés.

À mon avis, la solution ne consiste pas nécessairement à injecter plus d'argent dans la police. Je vis à Toronto, et le service de police y est assez bien financé. Il faut poursuivre le virage vers les services de police communautaires. Il faut que les policiers soient davantage imputables, car on sait aussi que l'islamophobie existe au sein des services de police et du système judiciaire. Ceux-là mêmes dont nous attendons qu'ils servent, protègent et condamnent correctement les membres de la collectivité peuvent avoir des convictions islamophobes.

Il y a donc un profond manque de confiance au sein des communautés noires et des communautés musulmanes noires, et c'est à cela qu'il faut s'atteler avant d'accorder d'autres fonds ou de passer aux prochaines étapes. Nous devons nous attaquer à la racine du problème, c'est-à-dire au sentiment anti-Noirs systémique au sein des forces policières.

L'un ne va pas sans l'autre; nous avons vraiment besoin d'une transformation en profondeur.

Dr Sukhera : Je suis d'accord avec mes deux collègues. Ayant moi-même travaillé directement avec les forces de l'ordre à London, j'ai trouvé des façons constructives d'améliorer les choses. Je suis d'accord avec mes deux collègues pour dire qu'il y a des problèmes systémiques profondément enracinés.

J'ai, moi aussi, espoir que la situation puisse être améliorée. Beaucoup de collectivités sont prêtes à participer à des changements constructifs. Malheureusement, il y a beaucoup d'échanges vitrioliques parce que les services de police sont une institution qui, traditionnellement, est très menacée lorsque les collectivités font entendre leur voix. J'ai vécu cette réaction brutale comme musulman racisé et chef de police. Chaque fois que j'entraais au quartier général, même si je signalais des chèques,

cheques, I experienced fear because of my identity. I experienced fear that someone would tell me that I'm not where I should be.

I also know there are many communities where that trust is shattered and broken, particularly when it comes to racialized individuals who struggle and experience mental illness. We know that people with mental illness are much more likely to experience violence at the hands of police because of deep systemic issues.

Finally, I also want to say that, in Canada, both in law enforcement and with border officers, we have a serious endemic White supremacy problem that needs to be called out, addressed and get the attention of law-makers.

The Chair: Thank you.

Before I go to second round, I have a statement. I'm asking for advice. When I proposed this study, it was a study on Islamophobia in Canada. Since then, we have heard from various witnesses who have suggested that Islamophobia doesn't fully capture what is happening with Canadian Muslims. A phobia is a fear of something, but we need to look at what that fear is doing to Canadian Muslims.

We're looking at different names for it. We are looking at "anti-Muslim hate" or "anti-Muslim racism." Do you have any suggestions as to how we define this? As a committee, we are struggling right now.

Dr. Sukhera: If I may, terms and words matter. There is also a movement within Canada that does not prefer the term Islamophobia and often plays a little bit of semantics around it — again, anti-Muslim prejudice in terms of even how things are defined.

I would say there are two elements to discrimination. There is the prejudicial attitudes, and there is the discriminatory behaviour. It can be described as Islamophobia, anti-Muslim prejudice or anti-Muslim hate. At the end of the day, it's rooted in a very deeply and explicitly biased way of viewing people who look, seem or are racialized to be different from the norm, which, again, is a European Canadian racial identity.

You can get caught up in all sorts of terms, but at the end of the day, the root of the problem remains the same.

Ms. Jackson-Best: To chime in, I'm comfortable with any term, because as a Muslim, I know what they all mean. I can use them interchangeably, but I typically stick with "Islamophobia" because it's become more mainstream, more adopted and people understand it, I believe.

je ressentais de la peur à cause de mon identité. J'avais peur que quelqu'un me dise que je n'étais pas à ma place.

La confiance est brisée dans beaucoup de collectivités, notamment parmi les personnes racisées aux prises avec des problèmes de santé mentale. On sait que les personnes atteintes de maladie mentale sont beaucoup plus susceptibles d'être victimes de violence de la part de la police en raison de graves problèmes systémiques.

Enfin, je tiens également à dire que, au Canada, parmi les policiers comme parmi les agents frontaliers, il y a un grave problème endémique de suprémacisme blanc qu'il faut dénoncer, régler et porter à l'attention des législateurs.

La présidente : Merci.

Je voudrais intervenir avant de passer à la deuxième série de questions. Je vous demande conseil. Quand j'ai proposé cette étude, l'objet en était l'islamophobie au Canada. Depuis, divers témoins nous ont dit que l'islamophobie ne rend pas pleinement compte de ce qui se passe du côté des Canadiens musulmans. Une phobie, c'est la peur de quelque chose, mais nous devons examiner ce que cette peur entraîne pour les Canadiens musulmans.

Comment appeler cette situation? On peut parler de « haine antimusulmans » ou de « racisme antimusulmans ». Avez-vous des suggestions sur la façon de définir cet état de fait? Le comité s'interroge à ce sujet.

Dr Sukhera : Si vous le permettez, je dirais que les mots sont importants. Il y a aussi un mouvement de gens au Canada qui n'aiment pas trop le terme islamophobie et qui jouent un peu avec la sémantique — voilà encore les préjugés antimusulmans dans la façon de définir les choses.

La discrimination comporte deux éléments. Il y a des attitudes préjudiciables et il y a des comportements discriminatoires. On peut parler d'islamophobie, de préjugés antimusulmans ou de haine antimusulmans. Au final, cela s'enracine dans un préjugé très profond et très explicite à l'égard des gens qui paraissent, semblent ou sont racisés parce que perçus comme différents de la norme, qui est, comme toujours, l'identité raciale canadienne européenne.

On peut l'appeler de toutes sortes de façons, mais, au final, la racine du problème reste la même.

Mme Jackson-Best : Pour ma part, n'importe quel terme me convient, parce que, comme musulmane, je sais ce que signifient tous ces mots. Je peux les utiliser de façon interchangeable, mais je m'en tiens habituellement à « islamophobie » parce qu'il est devenu plus courant, plus utilisé et que les gens le comprennent, je crois.

The one that I would say is not as helpful is “anti-Muslim racism,” because we know there are Muslims who are not part of marginalized groups. So the term “anti-Muslim racism” presumes that Muslims are a race — a cohesive group — when we know that Muslims and Islam are made up of multiple races and multiple experiences.

So I would say that I agree with Dr. Sukhera and that it is less about getting caught up in the semantics but using one term, being forceful with it and being uniform with it throughout the work.

Mr. Abukar: I would also agree with my colleagues. Words matter, and I myself had the belief that the word “Islamophobia” has assumptions, namely that Muslims have to be feared; that is already there.

So I would agree. It is a word that has been used to describe what the actions, the discriminations and the biases that Muslims face, and those are because people are of the Islamic faith.

A lot of the problems are faced by people who look different. My Muslim friends who are White don’t normally face that because nobody actually knows they are Muslim. But anyone who actually “looks” Muslim but is not necessarily Muslim is also targeted because they look Muslim. That identity matters. If we could, when legislating or recommending, maybe those words could also be described in a way that makes sense to the general public so that there is clarity in how the words are used.

The Chair: Thank you.

There was a conference on Islamophobia, and one of the recommendations was to appoint someone who would specifically deal with Islamophobia. A year and a half later, we are still waiting for that appointment. What are your views about that? Why is it taking so long? There are 1.5 million Muslims — maybe even more now. Why can’t we find someone who would be a good role model and do justice to that portfolio?

I know that’s putting you on the spot, but I keep asking this because I’m asked it. Why hasn’t someone been appointed?

Mr. Abukar: If I may, since I didn’t hear a direct question to one of us, I will go.

I do have the same question, I guess. We’re just waiting for the government to take action because the Muslim community has shared their concerns and the recommendations came through. Now it is with the government. That is sometimes the challenge that communities face with anything to do with government — things move very slowly. I do hope this is an opportunity for us to amplify that because when you dedicate

Ce qui n’est pas aussi utile, à mon avis, c’est « racisme antimusulmans », parce qu’il y a des musulmans qui ne font pas partie de groupes marginalisés. La formulation « racisme antimusulmans » suppose que les musulmans sont une race — un groupe homogène — alors qu’on sait bien que les musulmans et l’Islam appartiennent à de nombreuses races et représentent des expériences multiples.

Je suis donc d’accord avec le Dr Sukhera pour dire qu’il s’agit moins de se perdre dans la sémantique que d’utiliser un seul terme, de l’employer fermement et uniformément tout au long du travail.

M. Abukar : Je suis également d’accord avec mes collègues. Les mots sont importants, et je croyais moi-même que le mot « islamophobie » reposait sur des hypothèses, à savoir qu’il faut craindre les musulmans; mais c’est déjà là.

Je suis donc d’accord. C’est un mot qui est employé pour décrire les actes, la discrimination et les préjugés que subissent les musulmans en raison de leur foi.

Les gens qui ont l’air différents ont beaucoup de problèmes. Mes amis musulmans qui sont blancs y échappent en général, parce que personne ne sait qu’ils sont musulmans. Mais quiconque « a l’air » musulman, même s’il ne l’est pas nécessairement, est également visé. Cette identité a donc son importance. Peut-être pourrait-on, dans la loi ou dans les recommandations, décrire ces mots d’une façon compréhensible pour la population générale afin que leur emploi soit clair.

La présidente : Merci.

Il y a eu une conférence sur l’islamophobie, et l’une des recommandations qui en est issue était de nommer quelqu’un qui s’occuperait spécifiquement de l’islamophobie. Un an et demi plus tard, nous attendons toujours cette nomination. Qu’en pensez-vous? Pourquoi est-ce si long? Il y a 1,5 million de musulmans — peut-être même plus aujourd’hui. Pourquoi ne peut-on pas trouver quelqu’un qui serait un bel exemple et qui rendrait justice à ce portefeuille?

Je sais que cela vous met sur la sellette, mais je pose toujours la question précisément parce qu’on me la pose. Pourquoi quelqu’un n’a-t-il pas encore été nommé?

M. Abukar : Si vous le permettez, puisque la question ne semblait pas s’adresser directement à l’un de nous, je vais répondre.

Je me pose la même question. Nous attendons simplement que le gouvernement agisse, car la communauté musulmane a fait connaître ses préoccupations et ses recommandations. La balle est dans le camp du gouvernement. C’est souvent la difficulté à laquelle se heurtent les collectivités dans tout ce qui a trait au gouvernement — les choses évoluent très lentement. Voilà pour nous l’occasion d’insister, parce que, quand on attribue des

resources you dedicate designated specific actions and resources, people from these communities who would play a role in the trust that the Muslim community would have in the process.

If this is taking too long, anything that the government says would be seen in the same way as this conference and what came out of the conference as a recommendation and next steps to take.

The Chair: I think it was the same with Motion 103, if you remember. It made a whole lot of recommendations and there was just one they adopted. Yes, Dr. Sukhera?

Dr. Sukhera: I think as Canadians we're really good at addressing issues but not so good on the follow-through. I think this is an issue that needs to be addressed.

The only angle I want to share with the committee is — this is something I really hesitated to speak to because I often try to decentre my own experiences in my work. I can tell you that being a visibly Muslim public leader in southwestern Ontario comes with a dark side. It's important for the committee to know that many Muslims who are public servants, particularly racialized, particularly women, experience a very toxic backlash when they are who they are.

I personally experienced a very hateful toxic rhetoric, people contacting my employers, people sending me hate mail. At times, I was concerned for my family's and my own safety. I think it's important that anybody who is put into this type of very important position also know that all services in Canada have their back and will protect them and their families because of such hateful backlash.

The Chair: Dr. Jackson-Best?

Ms. Jackson-Best: I think that this kind of position is incredibly necessary. To be quite honest, I know several people in my personal and professional life that I think could be wonderful for the job. I think there might be some fear of making one person, the not official, but almost unofficial, spokesperson for Muslims on behalf of Muslims. Maybe there's some hesitance to get it right. We're a multiethnic, multilingual, multiracial community with multiple backgrounds and experiences. Just look at the three of us in this room right now. I think there might be some hesitance to take one person and put them in that position.

I also think that the delay is a result of government bureaucracy as well. But I do think that it's an important symbolic and material step that could be made — and the sooner the better. I remember when that conference took place, and it's unbelievable that it has been so long and no one has been appointed yet. I would absolutely say we should hop to it.

ressources et qu'on prend des mesures, des membres de ces communautés seraient appelés à jouer un rôle dans la confiance que la communauté musulmane aurait dans le processus.

Si cela prend trop de temps, tout ce que le gouvernement dira sera perçu de la même façon que cette conférence et que les recommandations qui en sont issues.

La présidente : Rappelez-vous, il s'est passé la même chose avec la motion 103, je crois. Elle comprenait beaucoup de recommandations, dont une seule a été adoptée. Oui, docteur Sukhera?

Dr. Sukhera : Nous, Canadiens, sommes très bons pour aborder les problèmes, mais pas très bons pour en faire le suivi. C'est cela qu'il faut régler.

Le seul point de vue que je veux partager avec le comité est quelque chose que j'ai vraiment hésité à aborder, parce que j'essaie souvent de me mettre à distance de ma propre expérience professionnelle. Je peux vous dire qu'être un dirigeant public visiblement musulman dans le Sud-Ouest de l'Ontario a un côté sombre. Il est important que le comité sache que beaucoup de fonctionnaires musulmans, surtout s'ils sont racisés, et notamment les femmes, subissent des répercussions très toxiques lorsqu'ils sont qui ils sont.

J'ai personnellement été témoin d'une rhétorique toxique très haineuse de la part de gens qui s'adressaient à mes employeurs et de gens qui m'envoyaient du courrier haineux. Il m'est arrivé de m'inquiéter pour ma famille et pour ma propre sécurité. À mon avis, il faudrait que quiconque occupe ce genre de poste très important sache également que tous les services au Canada sont là pour les soutenir et les protéger, eux et leur famille, contre ces réactions haineuses.

La présidente : Madame Jackson-Best?

Mme Jackson-Best : Ce genre de fonction est absolument nécessaire. À vrai dire, je connais plusieurs personnes dans ma vie personnelle et professionnelle qui, selon moi, pourraient merveilleusement la remplir. On craint peut-être de faire d'une seule personne le porte-parole officiel, mais presque officiel, des musulmans. On craint peut-être de se tromper. Nous sommes une communauté multiethnique, multilingue et multiraciale aux antécédents et expériences multiples. Voyez-nous tous les trois dans cette salle en ce moment. On hésiterait peut-être à en choisir une pour ce poste.

À mon avis, le retard est également attribuable à la bureaucratie gouvernementale. Mais j'estime que ce serait une mesure symbolique et concrète importante et que le plus tôt sera le mieux. Je me souviens du moment où cette conférence a eu lieu, et il est incroyablement long que tant de temps se soit écoulé sans que personne ait encore été nommé. Il faut agir, oui, absolument.

The Chair: Any time something happens — and I'm specifically talking about the terrorist attack on the Quebec mosque, which this committee did go and visit. We went there, and I can tell you it was a very emotional evening. We all came back with very heavy hearts. And the attack on the Afzaal family in London, Ontario. We have a rush of politicians who come there, thoughts and prayers, and then they're forgotten.

How do we get them to move beyond thoughts and prayers? I've been told, we don't want your thoughts and prayers anymore; we need action. I know there's not a question there, but these are things we're all grappling with, but the urgency is not there. While we keep hearing, and some of the statistics we are hearing — Dr. Sukhera, you referred to that, about how bad Islamophobia is in Canada. I was shocked to hear the numbers, when you look at the numbers, the incidents were far greater in Canada than they have been in the United States, because that's not the public perception.

I really don't know. The study is a starting point for us. Any suggestions? Anything you feel you should have said — if you haven't said, please make a recommendation. If you feel like we should have something, send us something in writing.

Dr. Sukhera: Just one small comment because this is an opportunity I don't want to not take advantage of. It speaks to the tokenization of Muslim communities, which I think is a huge problem in terms of civic engagement and involvement in Canadian politics. It's an important thing to note that ethnic Muslim communities, in particular, are often pitted in ways that are tokenizing in order to gain and secure nominations of federal parties at the riding level. I think that perpetuates further tokenization of Muslim voices and Muslim engagement, in many ways turning young Muslims off or away from engaging further in Canadian politics.

I think, at the end of the day, the thoughts and prayers are part of that performative theatre that we see so often, the kind of virtue signalling that isn't about making structural change.

Like both of my colleagues have shared, there are plenty of recommendations that have been made for structural change. We have yet to see those in government actually adopt those and invest resources in them. I do think that tokenization needs to be called out.

The Chair: You raise an interesting point, Dr. Sukhera, about tokenization. How much of that responsibility is on us? Here I speak from experience that I find that as a practising Muslim when I go into the Muslim community, they are brutally honest with me. They will come and point out everything that is wrong from what I'm wearing or not wearing. Yet, I don't see them

La présidente : Il peut se produire quelque chose n'importe quand — et je parle plus précisément de l'attentat terroriste perpétré contre la mosquée de Québec, que le comité a visitée. Nous y sommes allés, et je peux vous dire que la soirée a été très émouvante. Nous en sommes tous revenus le cœur lourd. Il y a aussi eu l'attaque contre la famille Afzaal à London, en Ontario. Des élus se précipitent sur les lieux, partagent leurs pensées et font des prières, et puis tout tombe dans l'oubli.

Comment les amener à aller au-delà des pensées et des prières? On m'a dit qu'on ne voulait plus de nos pensées et de nos prières, qu'il fallait agir. Je sais qu'on n'a pas posé de question à ce sujet, mais ce sont des choses avec lesquelles nous sommes tous aux prises, mais il n'y a pas de sentiment d'urgence. Et, pendant ce temps-là, nous continuons nos audiences et nous prenons connaissance de statistiques dont a parlé le Dr Sukhera et qui témoignent de la gravité de l'islamophobie au Canada. J'ai été choquée d'entendre ces chiffres, qui révèlent que les incidents sont beaucoup plus nombreux au Canada qu'aux États-Unis, alors que ce n'est pas la perception qu'en a la population.

Je suis très perplexe. L'étude est un point de départ pour nous. Avez-vous des suggestions? S'il y a des choses que vous auriez voulu dire et que vous n'avez pas dites, veuillez faire une recommandation. Si vous pensez que nous avons besoin d'autres renseignements, envoyez-nous quelque chose par écrit.

Dr Sukhera : Juste un petit commentaire parce que c'est une offre dont je ne veux pas exagérément profiter. Cela en dit long sur l'inclusion de façade dont font l'objet les communautés musulmanes, et c'est, à mon avis, un énorme problème du point de vue de la participation à la vie sociale et politique du Canada. Je rappelle que les communautés musulmanes ethniques, notamment, sont souvent dressées les unes contre les autres sur le plan symbolique pour obtenir des candidats de partis fédéraux à l'échelle des circonscriptions. À mon avis, cela prolonge l'inclusion de façade des voix musulmanes et de la participation des musulmans, et c'est, à bien des égards, ce qui éloigne les jeunes musulmans de la politique canadienne.

En fin de compte, les pensées et les prières font partie du spectacle que nous voyons si souvent, avec des messages vertueux qui ne changeront rien sur le plan structurel.

Comme l'ont dit mes deux collègues, de nombreuses recommandations ont déjà été formulées en matière de changement structurel. Le gouvernement ne les a pas encore adoptées et n'y a pas encore investi de ressources. Je crois qu'il faut dénoncer l'inclusion de façade.

La présidente : Vous soulevez un point intéressant au sujet de l'inclusion de façade, docteur Sukhera. Quelle part de cette responsabilité nous incombe-t-elle? Comme musulmane pratiquante, je peux vous dire que, quand je vais dans ma communauté, les gens sont d'une franchise brutale avec moi. Ils me disent sans détour ce qui ne va pas dans ce que je porte ou

being brutally honest when a non-Muslim or a Caucasian is in the room. I often tell them, you need to be honest. If you're feeling something or feeling insecure or feel they're not doing their job, you need to be scrupulously honest with them. Yet, I find that's lacking within the community.

Dr. Sukhera: I agree. I think the phenomenon of lateral violence, where we see within our own communities that have experienced marginalization, re-enactment of oppressive dynamics, is also a huge problem. It creates a dynamic where there is a double-edged sword. There is a minority tax of people of certain identities who fulfill public roles. I think there's a need for ownership and accountability all around. It isn't one group or the other.

Like I said earlier, our tendency neurophysiologically is to point the finger and say, no, it's not me. But myself included, I'm part of the problem, so part of the responsibility I have is to live every day to hold myself to a higher standard. I think that's what we all as Canadians can aspire toward.

The Chair: Thank you. Would anybody else like to add anything?

Ms. Jackson-Best: I would. Just to bring it back to the question about our politicians and representation, thoughts and prayers. In 2018, in the provincial election in Ontario, it was the first time an election rolled around, and I saw a candidate in my neighbourhood, which is an historically Black neighbourhood, Caribbean specifically. It was the first time I saw a Black Caribbean woman running. When I saw her and I looked her up, I immediately wanted to volunteer for her; I immediately wanted to canvass for her and donate to her campaign. As a result, we built a rapport. Her name is Dr. Jill Andrew, a wonderful politician.

Through that, first of all, representation I saw of a Black Caribbean woman — not a Muslim, but a Black Caribbean descent woman, I felt an instant relationship with her, a connection to her. I think the reverse was also true on her behalf — that she could see her electorate in me.

So when Jill Andrew, who was re-elected in the provincial election this year, when she says thoughts and prayers to the Muslim communities when terror happens and Islamophobia hits our communities, I believe her because she has built trust, camaraderie and rapport with our communities. She can acknowledge that as a woman of Black Caribbean descent who comes from immigrant parentage, even though she doesn't come from a Muslim background, she gets that immigrant experience and understands and empathizes with our communities.

non. Pourtant, je ne les vois pas faire preuve de la même franchise à l'égard des non-musulmans ou des Blancs qui se trouvent dans la salle. Je leur dis souvent qu'ils doivent être honnêtes. Si on éprouve un sentiment, qu'on ne se sent pas en sécurité ou qu'on a l'impression que quelqu'un ne fait pas son travail, il faut être scrupuleusement honnête à son égard. Je trouve que cela manque au sein de la communauté.

Dr Sukhera : Je suis d'accord. Je pense que le phénomène de la violence latérale, qui se traduit dans nos propres communautés marginalisées par la répétition de dynamiques oppressives, est aussi un problème énorme. C'est une arme à double tranchant. Il y a une minorité de gens de certaines identités qui remplissent des rôles publics. Il faut instaurer un climat général de prise en charge et de responsabilisation. Ce n'est pas un groupe ou l'autre.

Comme je l'ai dit tout à l'heure, notre tendance neurophysiologique est de pointer du doigt et de dire : non, ce n'est pas moi. Mais je fais, moi aussi, partie du problème, et j'ai donc la responsabilité de vivre chaque jour en m'élevant. Je pense que c'est ce à quoi nous pouvons tous aspirer comme Canadiens.

La présidente : Merci. Quelqu'un d'autre veut-il ajouter quelque chose?

Mme Jackson-Best : Oui, je voudrais en revenir à nos élus et à la question de la représentation, des pensées et des prières. En 2018, aux élections provinciales en Ontario, c'était la première fois que je voyais quelqu'un se présenter dans mon quartier, qui est traditionnellement un quartier noir, plus précisément caribéen. C'était la première fois que je voyais une femme noire d'origine caribéenne se porter candidate. Quand j'ai appris son parcours, j'ai immédiatement voulu faire du bénévolat pour elle; j'ai aussitôt voulu faire du démarchage pour elle et faire un don pour sa campagne. Nous avons ainsi créé des liens. Elle s'appelle Jill Andrew, c'est une merveilleuse députée.

J'ai donc vu d'abord une femme noire des Caraïbes — pas une musulmane, mais une femme noire d'origine caribéenne. J'ai senti une connexion instantanée, un lien avec elle. Je pense qu'elle a senti la même chose et a vu en moi son électorat.

Alors, quand Jill Andrew, qui a été réélue aux élections provinciales cette année, exprime ses pensées et ses prières pour les communautés musulmanes quand la terreur et l'islamophobie frappent nos communautés, je la crois, parce qu'elle a créé des liens de confiance et d'amitié avec nos communautés. Elle peut affirmer, comme femme noire d'origine caribéenne issue d'une famille immigrante, même si elle n'est pas de confession musulmane, qu'elle a cette expérience d'immigrante, qu'elle comprend nos communautés et qu'elle éprouve de l'empathie à leur égard.

I think that speaks to the need for transformation from the bottom up in our municipal elections. How many Black Muslim women and Black Muslims are running in the municipal elections right now in Toronto? I can't put my hand on one. How many have been empowered and mentored to believe that they can take up that kind of space? The same thing goes for our municipal and federal elections.

We're seeing more racialized Muslim communities. But there's a disconnect when it comes to specific racialized communities. I don't see it enough. We don't feel empowered in that way. We're not mentored in that way to pursue politics or to pursue a political office.

That creates a disconnect between communities and those who are elected officials, so that we don't feel that they mean it when they say "thoughts and prayers" when we talk about police brutality or surveillance of our communities.

We need to see ourselves reflected at all levels. To get there, we need to have people like Jill Andrew who will mean what they say when they reach out to our communities and do that type of grassroots organizing and outreach to our communities. We have to see it mirrored at every single level. We have to feel like we have that way in and that hand-holding through the very difficult political process. Until we see that, we're going to continue seeing the same people in positions of power, the same people who are in political office. We are going to keep feeling that same tokenization.

There's a responsibility that exists on our part. But there's also a very complex system that exists with regard to political and electoral politics that many people feel mystified about, or disenfranchised from or locked out of. We can meet each other in the middle and work toward change.

The Chair: Thank you. Dr. Jackson-Best, I have to share my own experience with you about the role sometimes that our religious institutions play.

When I ran in 2008, if I went to a mosque, it was a certain mosque — and I haven't been back to that mosque since I became a senator — they refused to take my papers or, as a Muslim woman, I would be told go sit at the back with the women and we will speak on your behalf. I found that when my Caucasian colleagues came, they were taken to the front of the mosque and were allowed to speak for themselves. There's an issue there in some of our religious institutions also. I'm hoping it's changed. But from my personal experience, the community sometimes doesn't know who their champions are.

Even now, when I go to a mosque, I'm put in — as I tell them — that dark hole at the back. That's my issue with a lot of the mosques. I tell them quite frankly. Anyway, it's different

Cela témoigne de la nécessité de transformer nos élections municipales depuis la base. Combien de femmes et d'hommes musulmans noirs se présentent aux élections municipales à l'heure actuelle à Toronto? Je n'en vois aucun. Combien ont été mandatés et accompagnés pour se convaincre qu'ils peuvent occuper ce genre d'espace? C'est la même chose pour nos élections municipales et fédérales.

Nous voyons de plus en plus de communautés musulmanes racisées. Mais il y a un fossé entre certaines communautés racisées. Je n'en vois pas assez. Nous n'avons pas l'impression que c'est notre place. Nous ne sommes pas accompagnés pour envisager de faire de la politique ou d'être candidats.

Cela crée un fossé entre les communautés et les élus, de sorte que nous n'avons pas l'impression qu'ils sont sérieux quand ils parlent de leurs « pensées et prières », alors qu'on parle de brutalité policière ou de la surveillance de nos communautés.

Nous avons besoin d'être représentés à tous les niveaux. Pour cela, nous avons besoin de gens comme Jill Andrew, qui sont sincères quand ils communiquent avec nos communautés et qui font ce genre d'organisation locale et de sensibilisation auprès de nos communautés. Cela doit se voir à tous les niveaux. Nous devons sentir que nous avons notre place et que nous sommes accompagnés dans le très difficile chemin de la politique. D'ici là, nous continuerons de voir les mêmes personnes au pouvoir et les mêmes personnes aux postes de commande. Nous continuerons de ressentir la même inclusion de façade.

La responsabilité nous en incombe en partie. Mais il y a aussi un système très complexe qui rend la politique en général et la politique électorale déconcertantes ou inaccessibles. Nous pouvons nous rencontrer à mi-chemin et travailler au changement.

La présidente : Merci. Madame Jackson-Best, je dois vous faire part de ma propre expérience du rôle que jouent parfois nos institutions religieuses.

Quand je me suis présentée en 2008, si j'allais dans une certaine mosquée — où je ne suis pas retournée depuis que je suis sénatrice —, on refusait de prendre mes documents ou, comme femme musulmane, on me disait d'aller m'asseoir à l'arrière avec les femmes et qu'on parlerait en mon nom. J'ai constaté que, quand mes collègues blancs y venaient, ils étaient invités à l'avant, et on leur permettait de parler en leur propre nom. Il y a là aussi un problème dans certaines de nos institutions religieuses. J'espère que les choses ont changé. Mais, d'après mon expérience personnelle, la communauté ne sait pas toujours qui sont ses défenseurs.

Même aujourd'hui, quand je vais dans une mosquée, je suis placée — comme je leur dis — dans ce trou noir à l'arrière. C'est le problème que j'ai avec beaucoup de mosquées. Je le leur dis

experiences. I'm hoping we're learning. There's some responsibility that rests on our religious leadership also.

Ms. Jackson-Best: I absolutely, unequivocally agree with you. I've seen colleagues and friends who have run, who don't wear a hijab, who say that they had to put on a hijab to be in certain spaces and gain the Muslim vote, or present in a very particular way that wasn't authentic to them in order to appeal to certain Muslim voters.

We know, you and I both know, and everyone on this Zoom that I can see — I can't see the rest of the room — but Muslim women come in all different representations of the faith: Hijab, non-hijab, turban. It really runs the gamut.

I agree with you. There is a crisis of women's leadership that exists in our communities; it is generations, not even generations, centuries old, to be honest. It's not authentic to the true Muslim tradition.

As we know, women have taken leadership positions in our faith at various times, for various reasons. This is just another way that gender-based sexism contributes to the erasure and the minimization of Muslim women, and the rightful place that we have at the forefront of our movements and of our communities.

I thank you for the work that you're doing. I thank you for that personal story. I think it needs to be heard as well.

The Chair: Thank you. Dr. Sukhera, would you like to comment?

Dr. Sukhera: No. I completely agree that there are many gendered ways in which this kind of oppression gets perpetuated within and outside of communities. I think drawing attention to it and speaking to the many ways in which there are gendered and racialized aspects of Islamic prejudice is essential.

The Chair: Thank you. Mr. Abukar, would you like to say something to the issue that we have within our own religious institutions where women's issues are concerned?

Mr. Abukar: Yes. I agree that gender-based sexism that exists within our structures as well.

I wanted to go back to where you started earlier, Madam Chair, about when people like you go to the community, then people are honest with you. I kind of see maybe because they can

bien franchement. Quoi qu'il en soit, ce sont des expériences différentes. J'espère que nous apprenons. Il y a une certaine responsabilité qui incombe aussi à nos dirigeants religieux.

Mme Jackson-Best : Je suis d'accord avec vous sans aucune réserve. J'ai vu des collègues et des amies qui se sont portées candidates, qui ne portent pas le hidjab et qui disent qu'elles ont dû le porter pour aller dans certains endroits et obtenir le vote musulman, ou se présenter d'une façon très particulière qui n'était pas authentique pour elles pour attirer certains électeurs musulmans.

Nous le savons, vous et moi le savons, comme tous ceux et celles qui participent à cette vidéoconférence que je peux voir — je ne peux pas voir le reste de la salle —, les femmes musulmanes viennent dans toutes les représentations différentes de la foi : avec un hidjab, sans hidjab, avec un turban. Il y en a pour tous les goûts.

Je suis d'accord avec vous. Il y a une crise dans nos communautés concernant le leadership des femmes; cela remonte à des générations, même pas à des générations, à des siècles à vrai dire. Et ce n'est pas conforme à la vraie tradition musulmane.

On sait que les femmes ont assumé un leadership à divers moments et pour diverses raisons dans notre tradition. Ce n'est qu'une autre façon dont le sexisme contribue à l'effacement et à la minimisation des femmes musulmanes et de la juste place qui est la nôtre à l'avant-garde de nos mouvements et de nos communautés.

Je vous remercie du travail que vous faites. Je vous remercie d'avoir partagé cette expérience personnelle. Je pense qu'il faut l'entendre aussi.

La présidente : Merci. Docteur Sukhera, voulez-vous faire un commentaire?

Dr Sukhera : Non. Je suis tout à fait d'accord pour dire qu'il y a de nombreuses façons sexistes de perpétuer ce genre d'oppression à l'intérieur et à l'extérieur des communautés. Je pense qu'il est essentiel d'attirer l'attention sur cette question et de parler des nombreux aspects sexospécifiques et racisés des préjugés musulmans.

La présidente : Merci. Monsieur Abukar, aimeriez-vous dire quelque chose au sujet de la place des femmes dans nos institutions religieuses?

M. Abukar : Oui. Je conviens que le sexisme existe également dans nos structures.

Je voudrais revenir à ce que vous avez dit tout à l'heure, madame la présidente, à savoir que, quand des personnes comme vous se rendent dans la communauté, les gens sont sincères avec

relate to you. They know who you are. You're one of the community.

Our communities also feel that the systems that our governments represent are still colonized. We need to see some decolonization happening within government systems and having that acknowledgement. Part of the reason things don't move as quick as they should is because of the decolonization that needs to happen within our government levels.

[Translation]

Senator Gerba: I would like to go back to what Ms. Jackson-Best said about the appointment of the human rights ombudsman.

She referred to the wide diversity of Muslim communities and, earlier, you commented on your personal experience as a Muslim. So there is discrimination even within our Muslim communities, and that discrimination means that it might be difficult to select someone to represent all the varieties of Islam in Canada.

That being the case—and it is important to appoint someone to represent Muslims and to receive complaints related to Islamophobia—, could we create an observatory that would take into consideration all the different variants of Islam and receive all complaints related to Islamophobia? What do you think?

This question is for everyone.

[English]

Ms. Jackson-Best: I think that's a really interesting intervention. I don't know if the question is leading to this. Immediately I'm hearing that one ombudsperson is not enough.

The Muslim community is so diverse. We have multiple sects: Sunni, Shia, Ismailis, Ahmadiyya. We have multiple racial categorizations: Black Muslims, Southeast Asian Muslims, Middle Eastern Muslims, Muslims who are born here, ethnicities, languages, et cetera. It's not going to be possible for one ombudsperson to represent the entire community in an equitable way. At some point, someone is going to overlook something.

Personal prejudices also exist among Muslims and between us. I don't know if you were hinting toward an observatory that would involve more than one person, but I like that idea. I don't think that we need to place all of the onus of this work on an individual. I do think a group of people who can speak among themselves and discuss and debate these Islamophobic examples or incidences and make interventions would be helpful. What one person may be ignorant to, another person, it might be amplified for them due to their placement in the world.

vous. Je me dis que c'est probablement parce qu'ils sentent un lien. Ils savent qui vous êtes. Vous faites partie de la communauté.

Nos communautés estiment également que les systèmes que nos gouvernements représentent sont toujours issus de la colonisation. Il faudrait qu'on le reconnaisse et qu'on les décolonise un peu. Si les choses n'avancent pas aussi rapidement qu'elles le devraient, c'est entre autres parce qu'il faudrait décoloniser ces systèmes gouvernementaux.

[Français]

La sénatrice Gerba : Je voudrais revenir sur les commentaires de Mme Jackson-Best sur la nomination de l'ombudsman pour les droits de la personne.

Elle faisait référence à toute la diversité des communautés musulmanes qui existent, et plus tôt, vous avez fait une remarque sur votre expérience personnelle en tant que musulmane. Donc, il y a de la discrimination des gens même au sein de nos communautés musulmanes, et cette discrimination signifie peut-être que ce serait difficile de choisir une personne qui puisse représenter toutes les variantes islamiques qui existent au pays.

Dans ce cas — parce que c'est important de nommer quelqu'un qui représente les musulmans ou qui reçoit les plaintes liées à l'islamophobie —, est-ce qu'on pourrait penser à la création d'un observatoire qui tiendrait compte des différentes variantes de l'islam et qui recevrait toutes les plaintes liées à l'islamophobie? Qu'en pensez-vous?

La question s'adresse à tous.

[Traduction]

Mme Jackson-Best : Voilà une intervention vraiment intéressante. Je ne sais pas si la question y mène. J'en conclus aussitôt qu'un seul ombudsman ne suffirait pas.

La communauté musulmane est très diverse. Il y a de nombreuses sectes : les sunnites, les chiïtes, les ismaéliens, les ahmadis. Il y a plusieurs origines raciales, comme les musulmans noirs, les musulmans de l'Asie du Sud-Est, les musulmans du Moyen-Orient, les musulmans nés ici, les ethnies, les langues, et cetera. Un même ombudsman ne pourrait pas représenter l'ensemble de la communauté de façon équitable. Il y aura forcément des lacunes.

Il existe également des préjugés personnels entre musulmans, entre nous. Je ne sais pas si vous faisiez allusion à un observatoire auquel participeraient plusieurs personnes, mais j'aime bien cette idée. Il n'est pas nécessaire, à mon avis, de faire porter tout le fardeau de ce travail à une seule personne. Il serait utile qu'un groupe de personnes puissent discuter entre elles de ces exemples ou de ces cas d'islamophobie et faire des interventions. Ce qu'une personne pourrait ignorer serait visible pour une autre en raison de sa position dans le monde.

Also, I think about this position, this one person taking on all of this work. My research and my work is in mental health. I recently drafted an upcoming chapter in a book about Islamophobia in Canada. It specifically speaks to the mental health impacts and consequences of Islamophobia, which was a very difficult chapter to write because I had to compile multiple data sources into one, which was helpful for people who wanted to address this topic in an earnest way. But they were so fragmented. They were all over the place.

When I think about the material impacts that could have on one individual who is absorbing and taking on this work on a day-to-day basis, I can imagine that the burnout is going to be astronomical. I can imagine that their mental health may be challenged as well.

If we have a team of people, perhaps that can alleviate some of the mental health consequences of this kind of role. It can also diversify the actual role so that it's not just one person who becomes a spokesperson for Muslims. Of course people will have a problem and critique if there is one or two or three or four, but at least something that would capture the fullness of our communities. Perhaps someone would be a better solution on multiple levels. I don't know if that's where you were going, but that's where my mind immediately went.

The Chair: Dr. Sukhera, would you like to respond to that?

Dr. Sukhera: I agree completely. I don't think it's in any way possible to have one person do it alone. We've set up systems, where people from minority groups often carry on the work of dismantling the issues on top of dealing with them, so we have to keep their mental health in mind. I completely agree.

I think the idea here is one of an office. It would be more than simply an envoy or an ombuds but an office where it's understood that there are nuances to anti-Muslim hate and prejudice that need to be understood, foregrounded and connected to different sectors in Canada.

I would also like to say that, in terms of a lot of the interfaith work that I've done, it's important that we work closely with the office and the envoy for anti-Semitism, because the roots of this kind of hateful behaviour and violence are the same. The perpetrators of anti-Muslim hate crimes are also people who harbour extremely anti-Semitic attitudes.

In addition to resourcing, supporting and funding an office that allows for studying experts in social sciences of all backgrounds that have data and frameworks to address this, I think it's about

Je réfléchis aussi à cette fonction, à cette personne qui s'acquitterait tout ce travail. Mon domaine de recherche et de travail est la santé mentale. J'ai récemment rédigé un chapitre d'un livre qui paraîtra bientôt sur l'islamophobie au Canada, en particulier sur les effets et les conséquences de l'islamophobie sur la santé mentale. Ce chapitre a été très difficile à écrire parce que j'ai dû compiler et rassembler de multiples sources de données. Ce travail est utile pour les gens qui souhaitent traiter cet enjeu de façon approfondie. Les données étaient très fragmentées et éparpillées.

Quand je pense aux répercussions concrètes que pourrait avoir ce travail sur une personne qui serait seule à s'en acquitter au quotidien, j'imagine qu'elle risquerait de souffrir d'un énorme épuisement professionnel. Je peux imaginer que ce travail mettrait en péril sa santé mentale.

Si ce travail était confié à une équipe, cela permettrait d'atténuer certaines des conséquences qu'il risque d'avoir sur la santé mentale. Cela permettrait aussi d'avoir une équipe diversifiée afin qu'il n'y ait pas qu'un seul porte-parole des musulmans. Bien entendu, des gens auront peut-être de la difficulté à faire affaire avec deux, trois ou quatre personnes différentes, mais au moins, cela refléterait mieux la diversité de nos communautés. La meilleure solution serait peut-être de désigner une personne à divers niveaux. Je ne sais pas si c'est ce que vous voulez savoir, mais c'est ce qui m'est venu spontanément à l'esprit.

La présidente : Monsieur Sukhera, souhaitez-vous répondre?

Dr Sukhera : Je suis tout à fait d'accord. Je ne pense pas qu'il soit possible de désigner une seule personne à cette fonction. Nous avons mis en place des systèmes dans le cadre desquels des membres de groupes minoritaires tentent d'éliminer et de traiter ces problèmes. Nous devons donc penser à la santé mentale de ces intervenants. Je suis tout à fait d'accord.

L'idée, c'est de mettre un bureau sur pied. Il ne s'agirait pas seulement d'un représentant spécial ou d'un ombudsman, mais d'un bureau doté d'un personnel capable de saisir les nuances entre les différentes manifestations de haine et les préjugés contre les musulmans, de les mettre au premier plan et de les relier à divers secteurs au Canada.

Si j'en juge par une grande partie du travail interconfessionnel que j'ai accompli, j'ajouterais qu'il est important que nous travaillions en étroite collaboration avec le bureau et le représentant spécial de lutte contre l'antisémitisme, parce que les racines de ces comportements haineux et violents sont les mêmes. Les auteurs de crimes haineux contre les musulmans sont aussi ceux qui affichent des attitudes extrêmement antisémites.

En plus de fournir des ressources, un soutien et du financement à un bureau où des experts des sciences sociales de tous les horizons seraient en mesure de recueillir des données et

working across different types of discrimination together throughout government to root out White supremacist hatred and support and resource ways to reduce violent crimes.

The Chair: Mr. Abukar, would you like to respond to that?

Mr. Abukar: I would agree with my colleagues. I also understood that it's not going to be one person but more likely an office where — because oftentimes what happens is whenever you task one person to address something as huge and major as Islamophobia, then nothing is going to happen because that person is going to burn out and not be able to do anything.

I think the idea is to have a way, a system or an office to address these issues and that can have access to government offices and the right places. I agree with Dr. Sukhera about having that interfaith connection so the issues that face these communities are addressed in a systematic way and our country has a system to address these anti-hate issues and also promote inclusion and equity across the board.

The Chair: Thank you. We did hear from previous witnesses also that maybe this office would be too much of a burden for one person and we should be looking at two or three even.

Senator Jaffer: Professor Jackson-Best, there are many Muslim senators, but there is one Black minister from Toronto, Minister Ahmed Hussen, who is a Black Muslim Member of Parliament.

I have a question for all three of you. It occurred to me today, especially when we were listening to the previous panel. Before the previous panel too, but I've never pursued it. One of the biggest challenges about coming to Canada is people say that here you are treated equally, there's pluralism and no discrimination. Then the hardest thing that happens is when you experience discrimination, whether it's your colour or your faith or both, which is even more difficult. I want you to comment on that.

Also, I'll start with you, Professor Jackson-Best. When we went to Edmonton — and I still haven't forgotten that experience — it was really hard to hear from Black Muslim women about the assaults that they suffered and how at times the police charged them when they were trying to defend themselves rather than the person who assaulted them. Have you had that experience? I'll start with you, professor.

d'établir les cadres nécessaires pour s'attaquer à ces problèmes, je pense que nous devons également nous pencher sur les différentes formes de discrimination en collaboration avec l'ensemble du gouvernement afin d'éradiquer la haine et le soutien des suprémacistes blancs et de financer des moyens de réduire les crimes violents.

La présidente : Monsieur Abukar, souhaitez-vous intervenir?

M. Abukar : Je suis d'accord avec mes collègues. D'après ce que j'ai compris, cette fonction ne relèverait pas d'une seule personne, mais d'un bureau où... Ce qui se passe souvent, c'est que si vous confiez à une seule personne la tâche de traiter un dossier aussi volumineux et important que l'islamophobie, elle n'y arrivera pas parce qu'elle sera complètement épuisée et débordée.

Selon moi, il faudrait mettre sur pied un processus, un système ou un bureau spécial qui pourrait avoir accès aux bureaux gouvernementaux et aux intervenants pertinents. Je suis d'accord avec M. Sukhera sur le fait qu'il faut créer un lien interconfessionnel afin que les problèmes que connaissent tous les groupes soient traités de façon systématique. Notre pays doit se doter d'un système pour traiter ces problèmes de haine et promouvoir l'inclusion et l'équité de manière générale.

La présidente : Je vous remercie. Les témoins précédents nous ont également dit que ce bureau serait un trop lourd fardeau pour une seule personne et que nous devrions y affecter deux ou même trois personnes.

La sénatrice Jaffer : Madame Jackson-Best, il y a beaucoup de sénateurs musulmans, mais il y a aussi un député musulman noir de Toronto, le ministre Ahmed Hussen.

J'ai une question pour vous trois. Elle m'est venue à l'esprit aujourd'hui, surtout en écoutant les témoins du groupe précédent, et même avant, mais je ne l'ai jamais posée. Les nouveaux arrivants au Canada se font dire qu'ici, ils seront traités sur un pied d'égalité, que c'est une société est pluraliste et qu'il n'y a pas de discrimination. Le plus difficile pour eux, c'est que malgré cela, ils sont quand même victimes de discrimination, que ce soit à cause de leur couleur ou de leur religion, ou les deux, ce qui encore pire. Je veux savoir ce que vous pensez de cela.

Je vais commencer par vous, madame Jackson-Best. Lors de nos audiences à Edmonton — je ne peux oublier cette expérience —, il a été très difficile d'entendre des femmes musulmanes noires raconter les agressions qu'elles avaient subies. Elles ont aussi dit que les policiers s'en prenaient parfois à elles quand elles tentaient de se défendre, au lieu d'accuser la personne qui les avait agressées. Avez-vous vécu une expérience semblable? Je vais commencer par vous, professeure.

Ms. Jackson-Best: To be quite honest, I've never experienced a physical assault at all, and I think that has a lot —

Senator Jaffer: Sorry to interrupt you. I don't mean to. I mean have you heard of that happening?

Ms. Jackson-Best: Of course. Without a doubt. While I personally have not experienced Islamophobic assaults, I have absolutely been the recipient of Islamophobic verbal abuse and microaggressions. I have too many friends who have been accosted or physically assaulted for being Muslim.

Really and truly, I went to an Islamic elementary school in Mississauga, and I heard about it then, and this was in the 1990s. I don't want to date myself. Young girls in our school would talk about going to the mall or on the bus and someone pulled off their hijab. Or I was talking to a couple of friends who went to the same school, and every single Halloween, around this time of the year, our school would be egged at night and graphic and disparaging comments and pictures about Muslims would be graffitied on the building. That happened every single Halloween in that community because it was once a public school and the Islamic school bought it.

So this is absolutely nothing new. When I hear about young women in Alberta, the first thing I thought when I read that was, "This is still happening." I didn't question it. I stated, "This is still happening." It's been happening since I was a girl, and it is only intensifying.

I'm sorry, I don't recall the first question that you asked.

Senator Jaffer: It was that all of us who come to Canada, we have this belief that this is a pluralistic community where everybody is treated equally and you are allowed to practise your faith. But when you come here, you find you're not treated equally and it's not a pluralistic society, and because of your faith, there is even more discrimination.

I'm sure you have all experienced that, but I'm asking, how do we deal with that? How do we get across to our politicians that this is not as equal of a country as it is portrayed to be around the world?

Ms. Jackson-Best: Thank you so much for that. I don't have an immigrant experience. I was born here. Both of my parents immigrated, my father from Barbados and my mom from the United States, so their experiences are quite different in terms of barriers and facilitators toward coming here and being here. They are both Black, so they have experienced anti-Blackness, of course.

Mme Jackson-Best : Pour être honnête, je n'ai jamais été agressée physiquement, et je pense que cela a beaucoup...

La sénatrice Jaffer : Désolée de vous interrompre. Je voulais dire avez-vous déjà entendu parler d'expériences de ce genre?

Mme Jackson-Best : Bien sûr, sans aucun doute. Personnellement, je n'ai jamais été victime d'agression islamophobe, mais plutôt de propos et de microagressions islamophobes. J'ai beaucoup d'amis qui ont été agressés verbalement ou physiquement parce qu'ils étaient musulmans.

En toute franchise, j'ai fréquenté une école primaire islamique à Mississauga et j'en entendais déjà parler à l'époque, c'était dans les années 1990, sans vouloir révéler mon âge. Des jeunes filles de mon école racontaient parfois que quelqu'un leur avait enlevé leur hidjab dans la rue ou dans l'autobus. Des amies qui ont fréquenté la même école m'ont aussi raconté qu'à l'Halloween, chaque année, les murs de notre école étaient élaboussés d'œufs et couverts de dessins ou de commentaires antimusulmans. Ces dégradations avaient cours dans cette communauté tous les ans, à l'Halloween, parce que cette ancienne école publique avait été achetée par l'école islamique.

Ce n'est donc pas un phénomène nouveau. Quand j'entends parler de ces jeunes femmes de l'Alberta, ma première réaction, c'est de dire : « C'est encore comme ça? » Ce n'est pas de l'incrédulité, c'est simplement une constatation. C'est la même situation que dans ma jeunesse et elle ne fait qu'empirer.

Je suis désolée, j'ai oublié votre première question.

La sénatrice Jaffer : Je disais que tous ceux d'entre nous qui choisissent de venir au Canada s'imaginent arriver dans une société pluraliste où tout le monde est traité également et où vous pouvez pratiquer votre religion. Mais en arrivant, ils constatent qu'ils ne sont pas traités sur un pied d'égalité et que ce n'est pas une société pluraliste et que la discrimination fondée sur la religion est encore plus présente.

Je suis certaine que vous avez tous vécu cette expérience. Je vous demande donc ce que nous pouvons faire pour régler ce problème. Comment pouvons-nous faire comprendre à la classe politique que ce pays n'est pas aussi égalitaire qu'on le dépeint partout dans le monde?

Mme Jackson-Best : Merci beaucoup pour cette question. Je ne suis pas immigrante, je suis née ici. Mes deux parents ont immigré ici, mon père de la Barbade et ma mère des États-Unis. Leurs expériences sont donc très différentes quant aux obstacles auxquels ils se sont heurtés en venant ici et aux choses qui leur ont facilité la vie. Comme ils sont tous les deux noirs, ils ont évidemment vécu de la discrimination fondée sur la couleur de leur peau.

I think this will continue to come down to our communities being vocal and organized and organizing among ourselves. We can have as many federal summits and provincial roundtables on Islamophobia, but the real work is being done in our communities every single day. We need to empower that work and ensure that it's diversified and reflective of our multiple overlapping identities and experiences and that those who are most marginalized among us are oftentimes put in the front, not as tokens but in concrete and sustainable ways and supported.

I don't want to put the entire onus on the community, but the community has been doing this work, and will continue to do so, whether or not our governments take an interest in it or decide to divest from it. We will continue to do that work. We need to have our politicians from the federal down to the municipal at every single level.

Like I said, we need to create real relationships within our communities and mentor people through these communities so they can take on these leadership roles and challenge the existing structures. We can't stop in our communities. We can't halt. We need to keep pushing forward.

The Chair: Before the other witnesses respond, I do have Senator Omidvar who has a question, so if you can be brief in your answers to Senator Jaffer's question.

Dr. Sukhera: I can jump in briefly to Senator Jaffer's question. I think that we have neglected this for far too long. Just two to three years ago, in the midst of the pandemic, there were public health officials wondering why we would measure outcomes based on racism. That doesn't exist. If we look at the mental health literature and try to pull out disproportionality through data when it comes to religious ethnic identity, the data doesn't exist because we haven't really done a good job in Canada of actually collecting data to demonstrate the disproportionality which leads to this spiral of people having to prove what they experience every day. The stark difference to my experiences living and working in the U.S. is that data on disproportionate outcomes on socio-economic outcomes being different is more freely available. I do think that is one tangible thing we can do better in Canada.

The Chair: Thank you.

Mr. Abukar, would you like to add to that briefly?

Mr. Abukar: I would say the same thing. Making funding available to community organizations, including the Muslim and racialized communities doing the work in our community helping people to understand. But I would also like to add what

Je pense que nos communautés doivent se faire entendre, s'organiser et s'entraider. Nous aurons beau tenir des sommets fédéraux et des tables rondes provinciales sur l'islamophobie, c'est au sein des collectivités que le vrai travail se fait au quotidien. Nous devons nous donner les moyens de faire ce travail et nous assurer qu'il est diversifié et qu'il reflète nos diverses identités qui s'entrecroisent. Nous devons aussi faire en sorte que les groupes les plus marginalisés d'entre nous soient parfois mis de l'avant, non pas symboliquement, mais de façon concrète et durable, et qu'ils aient un soutien.

Il ne faut pas imposer l'entière responsabilité à la collectivité, mais c'est cette dernière qui a toujours fait ce travail et continuera de le faire, que nos gouvernements s'y intéressent ou non ou qu'ils décident ou non de se dessaisir de cette responsabilité. Il faut que les élus soient présents à tous les niveaux, du gouvernement fédéral jusqu'aux municipalités.

Comme je l'ai dit, nous devons créer de véritables relations au sein de nos collectivités et, par l'entremise de ces dernières, nous devons encadrer les gens afin qu'ils puissent s'acquitter de ces rôles de leadership et remettre en question les structures existantes. Nous ne pouvons pas nous arrêter. Nous devons maintenir la pression.

La présidente : Avant d'inviter les autres témoins à répondre, je vous signale que la sénatrice Omidvar souhaite poser une question. Je vous demanderais donc de répondre brièvement à la question de la sénatrice Jaffer.

Dr Sukhera : Je peux répondre brièvement à la question de la sénatrice Jaffer. Je pense que nous négligeons cette question depuis beaucoup trop longtemps. Il y a deux ans à peine, au beau milieu de la pandémie, certains représentants de la santé publique se demandaient pourquoi nous devions mesurer les résultats en fonction du racisme. Cela n'existe pas. Si nous examinons la documentation sur la santé mentale pour essayer de mesurer la disproportionnalité des données en fonction de l'identité ethnique et religieuse, ces données n'existent pas parce que nous n'avons pas vraiment fait un bon travail au Canada pour recueillir des données nous permettant de démontrer la disproportion qui mène à cette spirale où les gens doivent faire la preuve qu'ils subissent des préjudices au quotidien. La différence marquée par rapport à mes expériences de vie et de travail aux États-Unis, c'est que là-bas, les données sur la disproportionnalité des résultats socioéconomiques sont plus facilement accessibles. Je pense vraiment que c'est un travail concret que nous devons faire mieux au Canada.

La présidente : Je vous remercie.

Monsieur Abukar, avez-vous un bref commentaire à faire?

M. Abukar : Je dirais la même chose. Nous devons fournir un financement aux organisations communautaires, y compris aux communautés musulmanes et racialisées, afin qu'elles aident les gens à mieux comprendre. Je suis aussi d'accord avec ce que

Dr. Sukhera said about collecting race-based data that helps and can, in fact, inform policies, so we have enough information about disproportionality.

Senator Omidvar: I wonder if you can comment on the relevancy and appropriateness of the Canadian Human Rights Act. Given everything we heard today, does it still meet the needs of the day or should it be reviewed?

Ms. Jackson-Best: Thank you so much for that question. I think it's a really good and timely one, especially because I was reviewing the NCCM recommendations that they put out in 2021. They recommended a legislative review of the Canadian Human Rights Act.

As legislation is now being introduced to provide a civil remedy within the CHRA, there must be a comprehensive legislative review of the CHRA as part of an overall renewal of how Canada deals with modern forms of Islamophobia and hate, particularly in the digital space, while ensuring and protecting Canadians' freedoms to legitimately criticize various ideologies, state actions, and religious praxis.

That's directly from NCCM. Again, the community thinks this is not sufficient anymore. It's not robust and it's not as robust as it could be. It's not as all-encompassing as it could be. It needs to be reviewed. We need to ensure that Islamophobia is front and centre and that it is included in that definition and in the CHRA.

Dr. Sukhera: I echo the comments of my colleague.

The Chair: Thank you very much. Mr. Abukar, you agree? Thank you so much.

I want to sincerely thank all our witnesses. This has been a great panel. Thank you for agreeing to participate in this study. Your assistance with our study is appreciated and will help us greatly.

(The committee adjourned.)

M. Sukhera a dit concernant la collecte de données relatives à la race, parce que ces données peuvent, en fait, éclairer les politiques et nous donner plus d'information sur la disproportionnalité.

La sénatrice Omidvar : Pouvez-vous parler de la pertinence de la Loi canadienne sur les droits de la personne? À en juger par tous les témoignages entendus aujourd'hui, cette loi répond-elle toujours aux besoins du jour ou y aurait-il lieu de la réviser?

Mme Jackson-Best : Merci beaucoup pour cette question. Je pense qu'elle est tout à fait justifiée et qu'elle tombe à point nommé, en particulier parce que je viens d'examiner les recommandations que le Conseil national des musulmans du Canada a formulées en 2021. Il recommandait justement un examen législatif de la Loi canadienne sur les droits de la personne :

Étant donné que la LCDP prévoit maintenant un recours civil, il doit y avoir un examen législatif exhaustif de la LCDP dans le cadre d'un renouvellement global de la façon dont le Canada traite les formes modernes d'islamophobie et de haine, particulièrement dans l'espace numérique, tout en assurant et en protégeant les libertés des Canadiens de critiquer légitimement diverses idéologies, les actions de l'État et la pratique religieuse.

C'est le Conseil national des musulmans qui le dit. La collectivité est d'avis que cela ne suffit plus. Cette loi n'est pas aussi robuste qu'elle pourrait l'être. Elle n'est pas aussi exhaustive qu'elle pourrait l'être. Elle doit faire l'objet d'un examen. Nous devons veiller à ce que l'islamophobie soit au premier plan de cet examen et incluse dans la définition et dans la Loi canadienne sur les droits de la personne.

Dr Sukhera : Je suis d'accord avec ma collègue.

La présidente : Merci beaucoup. Monsieur Abukar, vous êtes d'accord? Je vous remercie beaucoup.

Je tiens à remercier sincèrement nos témoins. Vous avez été un excellent groupe. Merci d'avoir accepté de participer à notre étude. Votre contribution est fort appréciée et nous sera très utile.

(La séance est levée.)